
Commission de la santé et des services sociaux

L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DES SERVICES SOCIAUX

RÉPONSES AUX QUESTIONS PARTICULIÈRES

– TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION –

VOLUME 1

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

– TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION –

VOLUME 1

TABLE DES MATIÈRES DE L’ENSEMBLE DES QUESTIONS

	<u>Page</u>
1. Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d’accès à l’information transmises au cabinet ministériel pour approbation.	45
2. Liste des nouvelles mesures instaurées en 2019-2020 et, pour chacune, les mesures abolies en conséquence (application du cran d’arrêt).	46
3. Indiquer les sommes dépensées en 2019-2020 par votre ministère pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	47
4. Évolution au cours des dix dernières années des sommes dédiées aux services sociaux comparativement aux sommes dédiées aux services et soins de santé.	48
5. Pour chaque direction du ministère et des organismes relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d’employés occasionnels en 2019-2020 pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d’entre eux qui ont obtenu un poste permanent.	49
6. Nombre de postes laissés vacants pour tous les titres d’emploi pour lesquels cette information est disponible au cours de la dernière année, par région et par établissement.	50
7. Nombre de postes ayant été abolis pour tous les titres d’emploi pour lesquels cette information est disponible au cours de la dernière année, par région et par établissement.	51
8. Campagnes de publicité et de sensibilisation réalisées en 2019-2020, incluant les coûts et le nom des firmes ayant réalisé le mandat.	52
9. Liste de tous les sondages effectués en 2019-2020, incluant les coûts, les sujets et le nom des firmes les ayant réalisés.	53
10. Budget de fonctionnement de chacun des organismes relevant du ministre de la Santé et des Services sociaux.	54
11. Liste des CISSS, des CIUSSS et des centres non fusionnés qui ont contracté en 2019-2020 avec des prestataires de soins de santé issus d’entreprises privées lors d’un appel d’offres de services de répit et de présence-surveillance aux proches aidants. Fournir une copie des contrats.	55

12.	Crédits engagés, montants dépensés, actions menées, échéancier, état et suivi des recommandations des différents comités mis en place par le ministre de la Santé et des Services sociaux et relevant de celui-ci en 2019-2020.	56
13.	Coût total par région, par établissement et pour le Québec, de l'assurance salaire pour les cinq dernières années ainsi que les projections pour 2020-2021.	57
14.	Taux d'absentéisme par type d'emploi, par établissement du réseau de la santé et des services sociaux, par région et au total pour 2018-2019 et 2019-2020.	58
15.	<i>La solidarité : une richesse pour le Québec</i> : Orientations et initiatives <u>relevant du ministère de la Santé</u> ayant été maintenues pour 2019-2020, budgets qui y ont été accordés ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	59
16.	Coût total pour les projets du CHUM, du CUSM, et de Sainte-Justine, incluant les coûts d'immobilisation.	60
17.	Liste des études, analyses et recommandations effectuées par le MSSS ou commandées par celui-ci depuis 2014 portant sur la construction des hôpitaux universitaires.	61
18.	Coûts liés aux expropriations de six bâtiments situés derrière l'Hôpital Saint-Luc au 31 mars 2019.	62
19.	Coûts de planification et de gestion pour les travaux effectués par les équipes de planification des CHU, par les gestionnaires de projets et par l'équipe du Bureau du directeur exécutif depuis avril 2003.	63
20.	Concernant le bureau du directeur exécutif pour la réalisation des projets du CHUM, du CUSM et du CHU Sainte-Justine, fournir : <ul style="list-style-type: none"> a. le nom de tous les membres du comité ou de toute autre instance créée pour fin d'étude des projets CHUM et CUSM depuis juillet 2005; b. les qualifications spécifiques et compétences professionnelles des membres, relatives à la gestion de grands projets; c. la rémunération globale et les dépenses remboursées depuis juillet 2005 pour chacun des membres; d. toute dépense du bureau; e. la liste des études préparées ou commandées par ce comité et copie de chacune, le cas échéant; f. la liste et les coûts des voyages pour chacun des membres du bureau. 	64
21.	État de situation concernant les dépenses engagées pour la construction du nouveau CHUM, par année, depuis le début du projet.	66
22.	État de situation concernant les étapes à venir relativement à la construction du nouveau CHUM, avec les échéanciers et les coûts prévus.	67
23.	État de situation concernant le financement provenant de la Fondation du CHUM pour le projet du nouveau CHUM.	68
24.	État de situation des dépenses engagées depuis le début du projet ainsi que des étapes à venir concernant la modernisation du CHU Sainte-Justine, avec les échéanciers et les coûts prévus.	69
25.	Montants versés aux consortiums retenus pour les projets CHUM, CUSM et CHU Sainte-Justine. Montants supplémentaires (imprévus) réclamés par ces consortiums, ventilés. Montants accordés et montants toujours en suspens.	70

26.	État de situation concernant le projet de nouveau complexe hospitalier (NCH) sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.	71
27.	État de situation concernant les activités que conservera l'Hôtel-Dieu de Québec après le déménagement de plusieurs activités sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.	73
28.	Bilan des investissements et des actions menées à l'égard des engagements pris par le ministère de la Santé et des Services sociaux : a. au Rendez-vous national des régions; b. au Forum autochtone.	75
29.	Sommes consacrées par le MSSS et les établissements de santé à la lutte contre les maladies nosocomiales, depuis 2004. Indiquer les sommes par établissement, par région et au total.	77
30.	Nombre de cas et de décès par établissement liés à une maladie nosocomiale depuis 2004, par année et au total. Même question pour les EPC.	78
31.	Montant octroyé par le MSSS aux établissements du réseau de la santé et des services sociaux pour l'amélioration de la qualité de l'air par année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2020-2021. Indiquer les sommes par établissement, par région et au total.	89
32.	Dépenses du réseau de la santé et des services sociaux par programme-clientèle (programme-service), et ce, par région et par établissement pour 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021. Indiquer le total par région, par établissement et le total national.	90
33.	Nombre de titulaires d'emplois supérieurs et de cadres du MSSS (et leur rémunération totale), par catégorie d'emploi : a. Sous-ministres; b. Sous-ministres associés ou adjoints; c. Autres titulaires d'emplois supérieurs; d. Cadres autres que les titulaires d'emplois supérieurs.	91
34.	Évolution des effectifs du MSSS, des CISSS et des CIUSSS au 31 mars 2019 et au 31 mars 2020.	92
35.	Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes au sien de chacun des conseils d'administration des CISSS, des CIUSSS et des autres établissements de santé non fusionnés. Indiquer les mesures prises en 2019-2020 pour tendre vers la parité pour les ordres avec une sous-représentation féminine.	93
36.	Nombre de postes de cadres abolis par année depuis le 1er avril 2014, par établissement et par région, et les montants versés en indemnités de départ.	95
37.	Économies liées à la mise en œuvre du projet de loi 10, par région et par établissement, pour l'année 2019-2020.	96
38.	Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 10, par année, par région et par établissement : a. Nombre de baux résiliés et coûts associés à ces résiliations; b. Nombre de propriétés vendues et revenus associés à ces ventes; c. Nombre de locaux loués de la SQI et jugés excédentaires.	97

39.	Coûts associés à la mise en œuvre du projet de loi 10, pour le MSSS et pour les établissements, notamment : a. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique des établissements; b. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les établissements dans la gestion du changement; c. les sommes versées aux membres du personnel ayant perdu ou quitté leur poste, notamment pour des indemnités de départ, des allocations de transition et des retraites anticipées; d. tout autre coût de transition lié à l'entrée en vigueur du projet de loi 10.	99
40.	Concernant l'intégration des systèmes informatiques, informationnels et de l'ensemble des infrastructures en technologie de l'information liés à l'abolition des agences de santé et de l'entrée en vigueur du projet de loi 10 : a. nombre de systèmes à intégrer; b. échéancier de l'intégration; c. coûts estimés de l'intégration.	100
41.	Effectifs affectés au MSSS et aux établissements : budget, nombre de ETC et nombre de médecins (de famille et spécialistes), par région.	102
42.	Effectifs en prêt de services : nombre de ETC et sources de financement.	103
43.	Nombre d'infirmières, d'infirmières auxiliaires, d'IPS et de préposés aux bénéficiaires à temps plein et à temps partiel dans le réseau de la santé et des services sociaux, au total ainsi que par région et par établissement, au 31 mars 2019 et au 31 mars 2020.	104
44.	Bilan complet du projet pilote sur les ratios patients-infirmière, par établissement et par unité de soins.	105
45.	Ventilation complète des coûts engendrés par les ratios patients-infirmière, par établissement et par unité de soins.	106
46.	Fournir toutes les dates des rencontres du comité paritaire sur les projets ratios patients-infirmière, les noms des personnes présentes, les rapports préliminaires et les résultats du comité. Fournir un échéancier pour le dépôt du rapport et des recommandations.	107
47.	Sommes dépensées pour la rémunération du personnel soignant autre que des médecins, par catégorie d'emploi, en 2019-2020.	108
48.	Ventilation des primes octroyées aux professionnels de la santé autres que des médecins en 2019-2020, par catégorie d'emploi.	109
49.	Plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) en médecine de famille et plans d'effectifs médicaux (PEM) en spécialité pour chaque spécialité, par région, par établissement et par réseau local de services (RLS).	110
50.	Titres d'emploi en veille ou jugés vulnérables dans le réseau de la santé, déficit projeté de main-d'œuvre et effectif requis – ventilés par région.	111
51.	Budget d'opération et effectif, par catégorie d'emploi et par établissement, des CISSS, des CIUSSS et des établissements non fusionnés.	112
52.	Budget d'opération et effectif, par catégorie d'emploi et par établissement, dédiés aux centres jeunesse, aux centres de réadaptation en déficience physique (CRDP), aux centres de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDITED) et aux centres de réadaptation en dépendance.	113

53.	Ventilation de l'annualisation des nouveaux services implantés au cours des trois dernières années par programme, par région et par établissement.	114
54.	Coût de l'administration du réseau de la santé et des services sociaux : a. Montant total; b. MSSS; c. CISSS et CIUSSS par mission / direction / programme-service; d. Établissements non fusionnés par mission / direction / programme-service.	115
55.	Budget octroyé à chacun des CISSS, des CIUSSS et des autres établissements de santé non fusionnés pour les indemnités liées aux déplacements pour les patients qui reçoivent des soins à l'extérieur de leur région.	116
56.	Pour chacun des CISSS, des CIUSSS et des autres établissements de santé non fusionnés, le montant établi pour le remboursement des frais de transport par kilomètre parcouru, des frais de repas par jour et des frais d'hébergement par nuit pour le patient qui doit recevoir des soins à l'extérieur de sa région et pour son accompagnateur.	117
57.	Nombre de patients qui ont reçu des indemnités de déplacement en 2019-2020.	118
58.	Tableau détaillé des services médicaux spécialisés offerts dans les CISSS, les CIUSSS et les autres établissements de santé non fusionnés, ainsi que la liste des services médicaux spécialisés que ces CISSS, CIUSSS et autres établissements de santé non fusionnés doivent référer à l'externe.	119
59.	Ventilation des dépenses autres que salariales et des revenus.	120
60.	Ventilation des coûts de système par programme ou poste de dépenses, plus précisément : à combien sont estimés les coûts de système pour maintenir les programmes et les services actuels?	121
61.	Pour les chirurgies, coûts par région et par type d'intervention : a. hanche; b. genou; c. cataracte; d. bariatrique; e. autre.	122
62.	Nombre de chirurgies réalisées, par type de chirurgie, par établissement et par année, au cours des cinq dernières années.	123
63.	Nombre de chirurgies pratiquées dans le privé au service du public sans frais pour les patients en 2018-2019 et en 2019-2020.	124
64.	Pour chaque type de chirurgie, incluant notamment la chirurgie de la cataracte et la neurochirurgie, par région et par établissement, en 2018-2019 et en 2019-2020 : a. Coût moyen; b. Durée moyenne de séjour; c. Nombre de chirurgies effectuées.	125
65.	Pour les 3 dernières années, les dépenses d'administration générale (centre d'activités 7300), par région et par établissement.	126
66.	Liste d'attente pour une chirurgie d'un jour, par région et par établissement.	129
67.	Liste d'attente pour une chirurgie bariatrique, par région et par établissement.	130
68.	Liste d'attente pour une chirurgie oncologique, par région et par établissement.	131

69.	Délais pour les chirurgies, par région : a. Cancer colorectal; b. Cancer du sein; c. Cancer de la prostate; d. Cancer du poumon; e. Cancer de la peau; f. Cancer des glandes salivaires.	132
70.	Nombre de chirurgies en attente, par région et par établissement, depuis plus de : a. 3 mois; b. 6 mois.	133
71.	Nombre de patients en attente hors des délais médicalement acceptables par mois, par type de chirurgie et au total en 2019-2020, par région et par établissement.	134
72.	Délais par région et par établissement pour obtenir les résultats d'un test Pap, en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020.	135
73.	État de situation et ventilation des 15 millions annoncés dans le budget 2017-2018 ainsi que des 8,6 millions annoncés le 11 février 2018 pour les chirurgies.	137
74.	Nombre d'otites diagnostiquées au total chez des enfants de moins de 10 ans, par région et par établissement.	138
75.	Nombre d'otites diagnostiquées au total chez des enfants de moins de 10 ans, par région et par établissement.	139
76.	Revenus provenant d'autres organismes : a. Contribution de Loto-Québec pour les joueurs pathologiques et les PAPA; b. Paiement de la CSST à la RAMQ pour les accidentés du travail.	140
77.	Transferts fédéraux pour la santé au cours des cinq dernières années.	141
78.	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2019-2020 : a. l'objet des consultations; b. le moyen utilisé; c. les dates des rencontres; d. les communautés et les personnes consultées; e. les résultats des consultations; f. les montants afférents.	142
79.	Le nombre de postes de résidence (autorisés, comblés et non comblés) en médecine familiale et en spécialité, par année, en 2019-2020 et les estimations pour 2020-2021.	143
80.	Le nombre de médecins et d'infirmières qui ont pris leur retraite en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020.	144
81.	Coût de formation d'un médecin, d'une infirmière et d'une infirmière praticienne spécialisée.	145

82.	Indiquer, par région et par établissement :	146
	<ul style="list-style-type: none"> a. le nombre total d’infirmières nécessaires pour combler les besoins; b. le nombre total d’infirmières praticiennes spécialisées nécessaires pour combler les besoins; b. le nombre total de médecins omnipraticiens nécessaires pour combler les besoins; c. le nombre total de médecins spécialistes nécessaires pour combler les besoins; d. le nombre total d’infirmières auxiliaires nécessaires pour combler les besoins; e. le nombre total de préposés aux bénéficiaires nécessaires pour combler les besoins; f. le nombre total d’inhalothérapeutes nécessaires pour combler les besoins. 	
83.	Copie du plan d’action pour contrer la pénurie persistante de préposés aux bénéficiaires.	147
84.	Liste des personnes, groupes ou organismes ayant élaboré le plan d’action pour contrer la pénurie persistante de préposés aux bénéficiaires.	148
85.	Suivi des mesures prises à la suite du dépôt du plan d’action pour contrer la pénurie persistante de préposés aux bénéficiaires en 2019-2020, et prévisions pour 2020-2021.	149
86.	Nombre d’infirmières praticiennes en pratique, par spécialité et par établissement.	150
87.	Nombre de postes d’infirmière praticienne qui ne sont présentement pas comblés, par spécialité et par établissement.	151
88.	Nombre de postes d’infirmière praticienne qui ne sont présentement pas comblés, par spécialité et par établissement.	152
89.	Nombre d’infirmières praticiennes qui ont gradué et débuté leur pratique au cours de l’année 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.	153
90.	Nombre d’infirmières praticiennes qui ont gradué et débuté leur pratique au cours de l’année 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.	154
91.	Bilan complet de l’implantation des GMF au 31 mars 2020 (nombre de GMF accrédités par région et au total, nombre de demandes en attente, objectifs d’accréditation d’ici le 31 mars 2020, coûts récurrents et non récurrents, évaluation de la formule, etc.).	155
92.	Nombre et pourcentage de GMF qui respectent leur entente au 31 mars 2020 : <ul style="list-style-type: none"> a. quant aux heures d’ouverture; b. quant au nombre de patients inscrits. 	156
93.	Nombre et pourcentage de GMF qui ont, au 31 mars 2020, un taux d’assiduité de : <ul style="list-style-type: none"> a. 80 % et plus; b. 79 à 79,9 %; c. 78 à 78,9 %; d. 77 à 77,9 %; e. 76 à 76,9 %; f. 75 à 75,9 %; g. 70 à 74,9 %; h. moins de 70 %. 	157
94.	Nombre de lits de courte durée, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	158

95.	Nombre de lits de longue durée, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	159
96.	Nombre de lits en ressource de type familial, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	160
97.	Taux d'occupation des lits dans chacun des établissements du réseau de la santé et des services sociaux par établissement, par région et au total.	161
98.	Montant payé par des centres hospitaliers à des cliniques privées avec médecins non participants pour des soins donnés à des clients de ces cliniques privées : a. Montant total pour le Québec; b. Montant payé par établissement.	162
99.	Liste des établissements ayant signé des ententes avec des cliniques privées de chirurgie ou d'ophtalmologie et le nom des cliniques concernées, ainsi que les sommes versées aux cliniques. Sommes spécifiques pour les frais d'administration.	163
100.	Pour chaque année depuis 2012 : a. Nombre de radiologistes qui sont actionnaires d'une ou de plusieurs supercliniques; b. Nombre de radiologistes qui sont actionnaires d'un ou de plusieurs GMF-Réseau.	164
101.	État de situation concernant les revenus provenant de la tarification des stationnements : a. Pour chaque installation et établissement, incluant les CHSLD, le revenu annuel issu de la tarification des stationnements depuis 2012; b. Pour chaque installation et établissement, incluant les CHSLD, le revenu annuel issu de toute autre source de revenus depuis 2012.	165
102.	État de situation concernant l'avis d'intention #2016-875-01-01 publié le 3 février 2016 en lien avec l'implantation du financement à l'activité : a. Bilan du banc d'essai; b. État d'avancement du projet; c. Montants versés à PowerHealth Solutions et à ses sous-traitants; d. Échéancier pour 2019-2020.	167
103.	État de situation du projet Optilab, incluant les sommes investies et l'échéancier de réalisation des mesures associées, par établissement.	168
104.	Paramètres de l'entente signée (projet pilote) pour la réalisation de chirurgies à Rockland, à Dix30 et à Opmédic, notamment en ce qui concerne la rémunération des médecins qui y pratiquent.	169
105.	Liste détaillée des chirurgies visées par l'entente avec Rockland, Dix30 et Opmédic.	170
106.	Nombre de chirurgies qui ont été réalisées dans chaque clinique depuis l'entrée en vigueur de l'entente entre le MSSS et les trois cliniques privées (Dix30, Opmedic et Rockland) et montants versés à ces cliniques, ventilés par catégorie.	171
107.	Depuis 2014, subvention moyenne versée à une clinique-réseau pour débiter ses activités, subvention moyenne pour les années suivantes et total des subventions versées. Ventilation par type de financement.	173
108.	Depuis 2014, subvention moyenne versée à une superclinique pour débiter ses activités, subvention moyenne pour les années suivantes et total des subventions versées. Ventilation par type de financement.	174

109.	État de situation au sujet du paiement des traitements contre l'infertilité au cours des cinq dernières années et pour l'année 2019-2020 : a. sommes engagées dans le Programme québécois de procréation assistée par année depuis 2010 par région et par établissement; b. ententes avec les cliniques privées; c. déploiement dans les régions; d. ventilation des coûts; e. établissements publics où le service est présentement offert ou sera éventuellement offert (avec échéancier); f. échéancier; g. listes d'attente; h. nombre de cycles de FIV réalisés; i. naissances issues de la FIV et plus globalement de la PMA; j. etc.	175
110.	Économies réalisées en 2019-2020 et estimées pour 2020-2021 grâce à la désassurance de la FIV.	177
111.	Économies réalisées en 2019-2020 et estimées pour 2020-2021 grâce à la désassurance de la FIV.	179
112.	Pour 2019-2020, économies totales liées à l'entrée en vigueur du projet de loi 20 et prévisions pour 2020-2021.	180
113.	Montants versés en crédit d'impôt pour la FIV au cours de l'année 2019-2020.	181
114.	Nombre de grossesses multiples au cours des trois dernières années, par région et par établissement.	182
115.	Pour les cinq dernières années, fournir les dépenses totales des établissements de santé en matière de médicaments.	184
116.	Pour chaque établissement et installation du réseau de la santé, indiquer les sommes dépensées pour l'achat de médicaments génériques ainsi que la répartition des sommes par fournisseur de médicaments.	185
117.	Pour chaque établissement et installation du réseau de la santé, indiquer les sommes dépensées pour l'achat de médicaments novateurs ainsi que la répartition des sommes par fournisseur de médicaments.	186
118.	État de situation du rehaussement de l'offre de service en échographie au Québec.	187
119.	État de situation du rehaussement de l'offre de services en physiothérapie.	188
120.	Copie du rapport sur la décision de ne pas implanter une salle d'hémodynamie à l'hôpital de Rimouski ainsi que la liste des experts ayant rédigé ce rapport.	189
121.	Copie de l'entente intervenue en janvier 2017 avec la FMSQ concernant la couverture, par le régime public, des échographies réalisées en clinique privée.	190
122.	Copie de l'entente également intervenue en janvier dernier avec la FMSQ relativement aux frais accessoires.	191
123.	Copie de l'entente également intervenue avec la FMOQ relativement aux frais accessoires.	192
124.	Copie de l'entente intervenue avec la FMSQ relativement à la rémunération de ses membres.	193

125.	État de situation quant à l'engagement du premier ministre, en campagne électorale en 2014, de couvrir par le régime public les résonances magnétiques, scans et échographies réalisés en clinique privée dès 2015-2016.	194
126.	Nombre et liste détaillée des nouveaux permis de cliniques de radiologie octroyés au cours des trois dernières années, par année.	195
127.	Le nombre de demandes de nouveaux permis de clinique de radiologie reçues au cours des trois dernières années, par année et par région.	196
128.	Le nombre de renouvellement de permis émis et la liste des cliniques de radiologie ayant obtenu un renouvellement de permis au cours des trois dernières années, par année.	197
129.	État de situation concernant les projets de modernisation des buanderies publiques, notamment dans les régions de Lanaudière et de la Capitale-Nationale. Fournir le détail des sommes investies dans ces projets en date du 31 mars 2020.	198
130.	Nombre de personnes ayant été prises en charge par un médecin de famille par le biais du GAMF en 2019-2020, par région et par catégorie de patient (A à E).	201
131.	Au 31 décembre 2017, différence entre le nombre de personnes prises en charge par un médecin de famille et le nombre de personnes requises pour atteindre l'objectif ministériel de 85 %.	202
132.	Nombre de patients inscrits auprès d'un médecin de famille, nombre de patients en attente (GAMF) et taux d'inscription, au 31 mars 2019, par tranche d'âge et par catégorie de patient (A à E), pour chaque région et pour chaque RLS.	203
133.	Nombre de patients inscrits au GAMF depuis moins de 3 mois, entre 3 et 6 mois, entre 6 et 9 mois, entre 9 et 12 mois, et depuis plus d'un an.	213
134.	Nombre de médecins omnipraticiens inscrits au GAMF pour obtenir des patients.	214
135.	Nombre et pourcentage des spécialistes inscrits au Centre de répartition des demandes de services (CRDS), par région. Nombre de rendez-vous présentement en attente d'être répartis à un spécialiste, par région. Nombre de rendez-vous référés par ce centre de répartition depuis sa mise en place.	215
136.	Délai moyen d'attente avant qu'une personne enregistrée au GAMF soit prise en charge, par région et par catégorie de patient (A à E).	216
137.	Délai moyen d'attente avant qu'une personne prise en charge obtienne une première consultation avec un médecin de famille, par région et par catégorie de patient (A à E).	217
138.	Répartition des GMF, cliniques réseaux et superclinique par territoire de CISSS et CIUSSS.	218
139.	Bilan de l'entente conclue en mai 2015 avec la FMOQ concernant le taux d'assiduité des médecins et la prise en charge de patients. État de situation et tableau de bord détaillé de l'atteinte des objectifs.	219
140.	Copie des rapports trimestriels transmis par le comité paritaire en 2015-2016, en vertu des articles 26, 27, 31 et 33 de l'entente conclue avec la FMOQ en vue de surseoir à la mise en vigueur du projet de loi 20.	220
141.	État de situation quant aux frais accessoires. Implication financière, à la suite de l'adoption par le Conseil des ministres, du règlement encadrant les frais accessoires.	228

142.	Nombre d'appels d'offres lancés en vertu du projet de loi 81. Bilan.	230
143.	Nombre de consultations sans rendez-vous pour chacune des cliniques réseau pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020. Nombre de cliniques réseau qui offrent des consultations sans rendez-vous à raison de 12 heures par jour du lundi au vendredi et de 8 heures par jour les samedis et dimanches.	231
144.	Coûts ventilés et factures détaillées de chacune des campagnes publicitaires du MSSS lancées en 2019-2020.	232
145.	Nombre de médecins répondants ayant apporté un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale; nombre d'actes facturés par les médecins répondants ayant apporté un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale, ainsi que le montant versé aux médecins répondants nommés pour apporter un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale.	233
146.	Ventilation de l'utilisation de l'investissement de 65 M\$ annoncé par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 18 novembre 2016, lors de la clôture du Forum sur les meilleures pratiques en CHSLD, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. La répartition des sommes versées par établissement; b. Le nombre de préposés aux bénéficiaires, d'infirmières auxiliaires et d'infirmières supplémentaires embauchés par chacun de ces établissements avec ces sommes. 	234
147.	Nombre de personnes au Québec présentement en attente d'une échographie cardiaque ainsi que toute donnée concernant les délais, par région, par établissement et par RLS.	236
148.	État de situation au 31 mars 2020 concernant la pénurie de dentistes en Gaspésie.	239
149.	État de situation au 31 mars 2020 concernant la pénurie de médecins pour chacune des régions du Québec.	240
150.	État de situation au 31 mars 2020 concernant la pénurie d'infirmiers et infirmières pour chacune des régions du Québec.	241
151.	État de situation au 31 mars 2020 concernant la pénurie de certains médicaments, par région et par établissement.	242
152.	Taux de morbidité et taux de mortalité par type de cancer et par établissement.	246
153.	Plus récente version des délais d'accès par programme, incluant possiblement, mais pas exclusivement, les programmes suivants : <ul style="list-style-type: none"> a. SIPPE; b. services généraux psychosociaux; c. perte d'autonomie et vieillissement; d. déficience physique, déficience intellectuelle ou trouble du spectre de l'autisme; e. jeunes en difficulté; f. santé mentale; g. santé mentale ambulatoire + 18 ans; h. santé mentale ambulatoire - 18 ans; i. orthophonie; j. autres programmes. 	247
154.	État de situation de l'effectif par type d'emploi transféré des CLSC vers les GMF, cliniques réseau ou supercliniques. Budget accordé par catégorie (immobilisations, frais d'administration, etc.) pour chacun de ces transferts.	248

155.	Nombre de demandes et éventuellement de refus pour remplacement de médecins spécialistes en congé, par type de congé (maternité, invalidité). Copie de la politique ou de la directive à ce sujet.	249
156.	État de situation concernant la crise des opioïdes.	255
157.	Ventilation par région et par mesure des sommes dépensées en 2019-2020 en lien avec la Politique gouvernementale de prévention en santé.	256
158.	État de situation concernant les infirmières d'origine française (notamment au CHUM) embauchées avant la signature de l'ARM en février 2014.	257
159.	État de situation à propos de la maladie de Lyme. Nombre de cas diagnostiqués, par année et par région, depuis 2006.	258
160.	État de situation concernant les modifications apportées à la loi P-38 dans le cadre du projet de loi 130, Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux.	260
161.	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2019-2020 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	261
162.	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2019-2020 pour prévenir et lutter contre la violence conjugale en 2019-2020. Ventilation par mesure, par région et prévisions pour 2020-2021.	262
163.	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2019-2020 pour soutenir les femmes et les enfants victimes de violence en 2019-2020. Ventilation par mesure, par région et prévisions pour 2020-2021.	264
164.	Indiquer la ventilation détaillée et le budget récurrent accordé en 2019-2020 et celui prévu en 2020-2021 au réseau complet des maisons d'hébergement de première étape pour les femmes et les enfants victimes de violence ou de violence conjugale, par région et par maison, incluant le financement des groupes, des organismes et des programmes.	265
165.	Indiquer la ventilation détaillée et le budget récurrent accordé en 2019-2020 et celui prévu en 2020-2021 au réseau d'aide aux hommes pour une société sans violence, par région, incluant le financement des groupes, des organismes et des programmes.	266
166.	Indiquer la ventilation détaillée et le budget récurrent accordé en 2019-2020 et celui prévu en 2020-2021 au réseau d'aide aux hommes pour une société sans violence, par région, incluant le financement des groupes, des organismes et des programmes.	268
167.	Préciser les sommes dégagées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 pour aider les femmes victimes de violences sexuelles et conjugales. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes : <ul style="list-style-type: none"> i. Maisons d'hébergement pour elles; ii. Aide psychologique adaptée; iii. Soutien aux enfants; iv. Sensibilisation; v. Autres. 	269

168.	Préciser les sommes dégagées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 pour aider les personnes prostituées ou les victimes d'exploitation sexuelle à quitter ce milieu. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :	271
	<ul style="list-style-type: none"> i. Maisons d'hébergement; ii. Services de désintoxication; iii. Aide psychologique adaptée; iv. Soutien aux enfants; v. Sensibilisation; vi. Autres. 	
169.	Préciser les sommes dégagées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 pour aider les hommes ayant des comportements violents ou des difficultés comportementales. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :	272
	<ul style="list-style-type: none"> i. Aide psychologique adaptée; ii. Sensibilisation; iii. Autres. 	
170.	Par CIUSSS, CISSS et établissement non fusionné, montant des frais de déplacement du personnel.	273
171.	Population sur le territoire de chacun des CISSS et CIUSSS du Québec.	274
172.	Copie des contrats d'embauche des personnes qui négocient présentement au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre et dates des rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.	276
173.	Copie des correspondances transmises par le MSSS aux directions générales des CISSS, CIUSSS et établissements non fusionnés concernant l'application des projets de loi 10, 20 et 130.	277
174.	Nombre de psychologues, équivalent ETC, par type d'établissement et par région pour les trois dernières années.	278
175.	Nombre de préposés aux bénéficiaires par type d'établissement et par région pour les trois dernières années.	279
176.	Au total ainsi que pour chaque région, chaque établissement et chaque installation de santé et de services sociaux, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a. Nombre d'employés, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi, ayant eu à faire du temps supplémentaire; b. Nombre d'heures supplémentaires travaillées, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi; c. Nombre de quarts de travail de plus de 12 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi; d. Nombre de quarts de travail de plus de 16 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi; e. Nombre de quarts de travail de plus de 20 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi; f. Nombre de quarts de travail de plus de 24 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi. 	280
177.	Nombre de préposés aux bénéficiaires et d'autres employés embauchés à la suite des annonces faites par le ministre en novembre 2016 et en septembre 2017 : <ul style="list-style-type: none"> a. par région; b. par établissement; c. montant dépensé par agence et par établissement. 	281
178.	Montant investi dans le réseau de la santé et des services sociaux pour la main-d'œuvre indépendante (agences privées de personnel) pour les cinq dernières années, par catégorie d'emploi, par région et par établissement.	282

179.	Le nombre d'heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante, par catégorie d'emploi, par région et par établissement.	283
180.	Montants et heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante pour les dix dernières années, toutes les catégories d'emploi de la loi 30 confondues, et ventilation par région et par établissement.	284
181.	Pour chacune des catégories d'emploi de la loi 30, les heures travaillées en temps supplémentaire, détaillées par catégorie d'emploi pour les dix dernières années.	285
182.	Pour chacune des catégories d'emploi de la loi 30, le coût des heures travaillées en temps supplémentaire, détaillées par catégorie d'emploi pour les dix dernières années.	286
183.	Pourcentage des heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante sur l'ensemble des heures travaillées (heures régulières et heures supplémentaires), toutes les catégories d'emploi de la loi 30 confondues, pour chacune des dix dernières années.	287
184.	Montant et heures travaillées par centre d'activité, pour les catégories d'emploi détaillées de la catégorie 1 (infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes), pour les trois dernières années, par établissement et par région.	288
185.	Nombre d'heures supplémentaires travaillées, par catégorie d'emploi et par région.	289
186.	Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par catégorie d'emploi, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	290
187.	Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par appellation d'emploi, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	291
188.	Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par région et par établissement, pour les cinq dernières années : a. infirmières; b. infirmières praticiennes spécialisées; c. infirmières auxiliaires; d. inhalothérapeutes; e. pharmaciens d'établissement; f. autres.	292
189.	Liste des CMS ayant obtenu un permis de CMS, mais n'ayant pas encore obtenu d'agrément.	293
190.	Liste des demandes de permis de CMS déposées au 31 mars 2020, en spécifiant la région et le type de chirurgies qui font l'objet de chacune des demandes.	294
191.	Liste des permis émis à des CMS au 31 mars 2020, comprenant le nom, le statut, l'adresse et le type de chirurgies autorisées.	295
192.	Liste des CMS qui ne répondaient pas aux normes, mais ayant obtenu un permis.	296
193.	Liste des contrats entre les CMS-A et les contractants publics.	297
194.	Sommes totales allouées pour les services préhospitaliers d'urgence par région pour les cinq dernières années.	298

195.	Nombre et dates des rencontres du comité de mise en œuvre du rapport du Comité national sur les services préhospitaliers d'urgence (CNSPU) ayant eu lieu depuis sa mise sur pied, ainsi que l'échéancier de ses travaux pour l'année 2019-2020.	299
196.	État de situation pour chacune des 116 recommandations du rapport Ouellet ainsi que l'échéancier du gouvernement pour y donner suite.	300
197.	Concernant les services préhospitaliers d'urgence : <ul style="list-style-type: none"> a. liste des entreprises, corporations ou coopératives ayant le mandat d'assurer les transports préhospitaliers d'urgence, par région; b. moyenne des délais de réponse, selon la priorité d'appel, par région et au total, pour les trois dernières années; c. budget accordé, par région et <i>per capita</i>, et total pour les trois dernières années. Indiquer également le budget consenti par titre d'emploi; d. nombre de techniciens ambulanciers et d'unités d'ambulance, par région et au total, pour les trois dernières années; e. nombre de transports ambulanciers, par région et au total, en indiquant le type de transport (urgence ou interétablissement) et le type de soins (de base ou médicaux avancés), pour les trois dernières années; e. couverture horaire assurée, selon la zone ambulancière, pour les trois dernières années; f. budgets consentis à la formation des techniciens ambulanciers, par région et au total, pour les trois dernières années; g. nombre d'ambulances et de quarts de travail ajoutés en 2019-2020, par zone ambulancière; h. nombre d'heures de faction convertis en heures à l'heure en 2019-2020, par zone ambulancière; i. liste des municipalités où les heures de faction n'ont pas été convertis en heures à l'heure pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021; j. nombre de demandes d'ajout d'ambulances, d'ajout de quarts de travail et de conversions d'heures de faction en heures à l'heure formulées par les établissements de santé auprès du MSSS en 2019-2020; k. pour chaque zone ambulancière, liste des MRC et des municipalités locales desservies et carte du territoire couvert; l. nombre d'appels reçus, nombre d'affectations transmises aux ressources préhospitalières, nombre de transports effectués par les ressources préhospitalières, nombre d'affectations qui ont été réaffectées avant le transport, nombre de transports annulés ainsi que taux d'utilisation clinique (TUC), par zone ambulancière, en 2019-2020. 	301
198.	Moyenne des délais de réponse de la Corporation Urgences-Santé pour les trois dernières années. Ventilation des budgets alloués en précisant, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. le nombre de postes et les détails (infirmières, chauffeurs, répartiteurs, etc.); c. le nombre de déplacements d'un établissement à un autre, de transports, de détournements, etc.; d. le maintien d'appels reçus (répartition entre urgents et non urgents); e. le nombre d'unités d'ambulance; f. la moyenne des délais de réponse, selon la priorité d'appel, par région et au total, pour les trois dernières années; g. Nombre de véhicules redirigés en raison du débordement d'une urgence. 	302
199.	Nombre d'ambulanciers ayant remis leur démission en 2019-2020, par région et par municipalité.	303

200.	Suivi de la mise en œuvre de la loi 113 sur la prestation sécuritaire des services de santé et des services sociaux (cibles et résultats au 31 mars 2020 relativement à : la proportion des établissements ayant mis en place un comité de gestion des risques et de la qualité, la proportion des établissements qui déclarent les incidents et les accidents, la proportion des établissements ayant mis en place un registre local des incidents et des accidents, etc.) et état de situation sur la mise en place d'un registre national.	304
201.	Nombre d'incidents et d'accidents survenus dans les établissements de santé, par type d'incident et d'accident, par région et par établissement.	305
202.	Pour les maisons de naissance au Québec, fournir, pour les trois dernières années financières : <ul style="list-style-type: none"> a. le nom, la date d'ouverture et l'emplacement de toutes les maisons de naissance au Québec; b. le financement gouvernemental accordé à ces maisons; c. le nombre de nouvelles maisons depuis le 1^{er} avril 2014; d. les prévisions pour 2020-2021; e. le nombre de naissances dans les maisons de naissance; f. le coût moyen par accouchement pour toutes les maisons de naissance. 	306
203.	Pour les sages-femmes au Québec, fournir, pour les trois dernières années, le nombre de sages-femmes par catégorie d'emploi (poste permanent, à temps partiel ou occasionnel), le nombre de graduations en 2019-2020 par institution d'enseignement supérieur, et le nombre d'inscriptions au programme de formation en 2019-2020, par institution d'enseignement supérieur.	307
204.	État de situation en lien avec l'engagement du Parti libéral de présenter une nouvelle stratégie de mise en œuvre de la Politique de périnatalité afin d'augmenter l'accès aux services de sages-femmes et aux maisons de naissance, lors de la campagne électorale en 2014.	308
205.	État de situation en lien avec l'engagement du Parti libéral d'ajouter, d'ici 2019, 125 nouveaux postes de sages-femmes et d'ouvrir sept nouvelles maisons de naissance dans diverses régions du Québec, lors de la campagne électorale en 2014.	309
206.	État de situation en lien avec l'engagement du Parti libéral d'investir 18,5 M\$ sur 5 ans, financés à même les budgets actuels du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour les ajouts de postes de sages-femmes et l'ouverture de nouvelles maisons de naissance, lors de la campagne électorale en 2014.	310
207.	Rapport quinquennal de la situation dans les salles d'urgence (incluant le nombre de visites à l'urgence, le délai moyen de séjour et le pourcentage de patients par clientèle, par région et par établissement).	311
208.	Délai moyen entre le moment où un patient entre à l'urgence et celui où il voit un médecin, par région et par établissement.	312
209.	Liste des urgences jugées les plus problématiques. Liste des mesures prises dans ces urgences.	313
210.	Cibles et objectifs du MSSS concernant l'amélioration de la situation dans les urgences ainsi que les résultats obtenus, par salle d'urgence, concernant ces cibles et objectifs.	315
211.	Patients ayant quitté les urgences sans avoir vu un médecin par région et par établissement au cours des trois dernières années.	316

212.	État de situation concernant les unités de débordement existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux : a. liste des unités; b. statistiques de fréquentation et de délai moyen de séjour, par unité et par établissement.	317
213.	État de situation concernant les unités d'hospitalisation brève (UHB) existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux : a. liste des unités; b. nombre de patients admis; c. durée moyenne de séjour (DMS); d. nombre et pourcentage de patients ayant dépassé les 48 heures de présence; e. nombre et pourcentage de patients avec retour à domicile; f. nombre et pourcentage de patients transférés dans un lit d'hospitalisation; g. temps de réponse aux consultations; h. temps de réponse aux examens diagnostiques; i. taux de réadmission après congé.	318
214.	Ventilation du budget dévolu au projet Dossier santé Québec (DSQ).	319
215.	Ventilation des coûts hors portée du projet.	320
216.	Ventilation des dépenses totales réalisées au 31 mars 2020, et ventilation par projet et par organisme ou ministère : a. CISSS et CIUSSS; b. Établissements non fusionnés; c. Corporation d'hébergement du Québec; d. RAMQ; e. MSSS.	321
217.	État d'avancement de chacun des projets et leur échéancier.	322
218.	Montants reçus d'Inforoute Santé du Canada, par année, depuis la signature de l'entente.	323
219.	Montants déboursés, par projet, pour le DSQ au 31 mars des trois dernières années, incluant le 31 mars 2020.	324
220.	Échéancier de déploiement du DSQ, par projet et par région.	325
221.	Liste des contrats signés, le montant de chacun des contrats, le nom de la firme ou de la personne, le nombre de soumissionnaires et le montant proposé dans la soumission par contrat.	326
222.	Effectifs du bureau DSQ ainsi que sa provenance (ministères, organismes, entreprises privées).	329
223.	Évaluation des dépassements de coûts totaux au 31 mars 2020 pour le déploiement complet du DSQ.	330
224.	Nombre d'utilisateurs du DSQ au 31 mars 2020.	331
225.	État de situation sur le développement du DCI dans les établissements. Liste des contrats signés, le montant de chacun des contrats, le nom de la firme ou de la personne retenue, le nombre de soumissionnaires et le montant proposé dans la soumission, par contrat. Ventilation par année.	332

226.	Détail du montant prévu pour l'informatisation (DSQ/DCI/DME) pour chaque année, à compter de 2019-2020.	336
227.	État de situation sur la mise en place de la Direction générale de cancérologie (DGC), incluant l'effectif et le budget d'opération.	337
228.	État de situation relativement à la mise en œuvre du projet de loi 28, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016. Nombre de médicaments visés, nombre d'ententes signées avec des compagnies et estimations des coûts.	338
229.	État de situation sur la mise en place des équipes interdisciplinaires fonctionnelles dans chaque établissement impliqué dans la lutte contre le cancer.	339
230.	État de situation concernant la mise en place d'un registre québécois du cancer, incluant notamment les sommes investies pour la mise en place du registre et l'échéancier. Date prévue de la mise en place.	340
231.	État de situation sur la mise en place du programme de dépistage du cancer colorectal ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	342
232.	État de situation sur la mise en place d'un programme d'assurance qualité dans les laboratoires québécois.	343
233.	Bilan du Plan d'action en cancérologie 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	344
234.	Nombre et pourcentage d'établissements qui maintiennent et bonifient l'accessibilité aux personnes recevant des soins palliatifs à domicile aux services de base, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ainsi que le panier de services suivant : a. un service téléphonique (avec mise à profit d'Info-Santé); b. les services médicaux; c. les services infirmiers; d. la couverture pharmaceutique avec trousse d'urgence; e. les services de répit et de dépannage; f. le matériel et les fournitures pour l'aide à domicile.	345
235.	Coût total de la campagne de vaccination : a. publicité; b. location de salles; c. personnel infirmier; d. temps supplémentaire; e. cliniques de grippe; f. etc.	346
236.	Nombre de cliniques de grippe, par région et par établissement, et date de mise en place.	347
237.	Nombre de personnes et pourcentage de personnes s'étant fait vacciner contre la grippe.	348
238.	Nombre de médecins qui ont facturé pour une vaccination.	349
239.	Montant versé en honoraires aux médecins pour la vaccination.	350
240.	Nombre d'infirmières qui ont facturé pour une vaccination en 2019-2020.	351
241.	Nombre de pharmaciens qui ont facturé pour une vaccination en 2019-2020.	352

242.	Nombre de pharmacies qui ont réservé des vaccins pour la grippe en 2019-2020.	353
243.	Liste des campagnes de sensibilisation et d'information concernant la vaccination en vue de la saison de la grippe, ainsi que la ventilation complète des montants octroyés pour ces campagnes en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	354
244.	Plan d'immobilisation du ministère de la Santé et des Services sociaux, incluant les nouvelles initiatives et les enveloppes récurrentes pour 2019-2020 : <ul style="list-style-type: none"> a. immobilisation (maintien d'actifs, rénovations mineures dans le réseau, rénovations mineures dans les CHSLD, projets réguliers, projets spécifiques); b. mobilier et équipements; c. ressources informationnelles; d. recouvrement de dépenses capitalisables; e. projets de la FCI; f. etc. 	355
245.	Détail des investissements effectués depuis dix ans dans le cadre du Plan québécois d'investissements (PQI) : <ul style="list-style-type: none"> a. par année; b. par rubrique (maintien d'actifs immobiliers, résorption du déficit d'entretien, amélioration ou remplacement, parachèvement); c. par programme (ministère); d. par projet. 	356
246.	Détail, par région, de la vétusté accumulée au 31 mars 2020 ainsi que la méthode de calcul qui sert à l'évaluer.	357
247.	État de situation relativement aux chantiers en cours et annoncés sur le plan des établissements de santé, incluant les échéanciers, coûts prévus, dépassements de coûts, etc.	358
248.	Liste des projets d'immobilisation à l'étude ou en cours, par établissement et par région.	359
249.	Campagne de vaccination régionale contre le méningocoque de séro groupe B pour les personnes âgées de 2 mois à 20 ans : <ul style="list-style-type: none"> a. Combien de cas de méningocoque de séro groupe B ont été recensés au cours des cinq dernières années, par année? b. Dans quelle(s) région(s) ont-ils été recensés? c. Quel bilan le ministre de la Santé et des Services sociaux dresse-t-il de la campagne de vaccination contre les infections invasives causées par le méningocoque de séro groupe B? d. Quel est l'avis du Comité sur l'immunisation du Québec (CIQ) quant à l'utilisation de ce vaccin? e. Quelles sont les intentions du ministre à cet égard ? 	360
250.	Liste des établissements où la carte d'hôpital unique (par CISSS-CIUSSS) est fonctionnelle au 31 mars 2020.	361
251.	Grille de tarifs pour le stationnement de chacun des établissements de santé et de services sociaux, tarifs moyen et médian, et profits engrangés par établissement au cours des trois dernières années.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
252.	Nombre de cas d'apnée du sommeil diagnostiqués, par région et par établissement, en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
253.	Coût moyen des appareils à pression positive continue pour les personnes souffrant d'apnée du sommeil, ainsi que le nombre de personnes qui n'ont pas accès au remboursement de ces appareils.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

254.	Liste des mesures prises par les établissements concernant l'épidémie mondiale de COVID-19.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
255.	État de situation concernant l'utilisation des électrochocs en matière de traitement en santé mentale. Indiquer les établissements où a lieu cette pratique, le nombre de patients concernés et le nombre de médecins ayant recours à cette méthode.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
256.	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
257.	État de situation au sujet de la fluoration de l'eau au Québec.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
258.	État de situation sur la norme « Entreprise en santé ». Nombre d'entreprises qui ont présentement cette certification. Nombre d'entreprises qui ont obtenu cette certification depuis la mise en place du programme.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
259.	État de situation au sujet de la politique du médicament : a. état de mise en œuvre de chacune des mesures; b. sommes investies pour chacune des mesures depuis le dépôt de la politique.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
260.	Impact financier découlant de la mise en œuvre de la politique du médicament, par année, depuis sa mise en vigueur, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
261.	État de situation et échéancier concernant la recommandation du VG de mettre en place des mécanismes pour assurer le suivi des prix payés par les établissements dans son rapport du 11 juin 2014 (chapitre 6, Médicaments et services pharmaceutiques).	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
262.	État de situation et échéancier concernant la recommandation du VG d'agir pour favoriser la mise en commun par les établissements d'outils d'aide à la décision et de suivi de l'utilisation des médicaments dans son rapport du 11 juin 2014 (chapitre 6, Médicaments et services pharmaceutiques).	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
263.	État de situation et échéancier concernant la recommandation du VG d'établir des orientations relatives à la main-d'œuvre en pharmacie d'établissement, notamment quant à l'offre de services et à la hiérarchisation des services pharmaceutiques en fonction des besoins, et en faire le suivi, dans son rapport du 11 juin 2014 (chapitre 6, Médicaments et services pharmaceutiques).	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
264.	État de situation sur l'encadrement de certaines pratiques des coopératives de santé.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
265.	Nombre d'enquêtes présentement en cours sur des COOP de santé.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
266.	État de situation sur le financement des RUIS relativement à la coordination des services en matière de douleur chronique.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
267.	Liste et détail des initiatives interprovinciales en matière de santé découlant des conférences des premiers ministres ou des ministres provinciaux de la Santé depuis 2000, et description de la participation du Québec à ces initiatives. Inclure la liste et le détail des initiatives auxquelles le Québec participe, ne participe pas ou participe en partie seulement.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
268.	Bilan du Programme national de santé publique.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
269.	Total des sommes investies en santé publique au cours des cinq dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

270.	État de situation et détail (liste des postes coupés, abolis et non comblés, des mesures abandonnées, etc.) des compressions ou optimisations réalisées en santé publique en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
271.	État de situation et ventilation des 2 M\$ annoncés en prévention et en saines habitudes de vie au budget 2016-2017.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
272.	Sommes, ventilées par année, prévues dans le cadre de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
273.	État de situation concernant la mise en place d'une réglementation en ce qui concerne la cigarette électronique, incluant le nombre de constats d'infraction émis.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
274.	État de situation, au 31 mars 2020, de la mise en place d'un affichage nutritionnel obligatoire dans les établissements de restauration rapide. Prévisions budgétaires et échéancier pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
275.	État de situation des actions du gouvernement en matière de prévention afin de réduire la consommation de boissons sucrées. Prévisions budgétaires et échéancier pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
276.	État de situation en matière d'écart de financement interrégional, en dollars et en pourcentage, par région sociosanitaire et par programme.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
277.	Mesures mises en place en 2019-2020 pour réduire ou éliminer l'écart de financement interrégional ainsi que les mesures prévues pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
278.	État de situation au sujet de la ligne 1 866 APPELLE (nombre d'appels reçus, nombre d'appels demeurés sans réponse, coûts engendrés, etc.). <ul style="list-style-type: none"> a. Nombre de régions où les appels au 1 866 APPELLE sont transférés au service 811. Prévisions à court, à moyen et à long termes. b. Nombre de régions où le transfert au service 811 permet de parler directement à un intervenant. c. Économies anticipées à l'échelle du Québec par cette mesure. d. Procédure transmise par le MSSS aux CISSS et aux CIUSSS dans le cadre de cette mesure. 	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
279.	État de situation quant au développement d'une stratégie numérique en prévention du suicide, tel que cela a été annoncé en octobre 2017.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
280.	Subventions octroyées aux centres de prévention du suicide (au national et par région) en 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
281.	État d'avancement des travaux liés au plan d'action pour la santé des populations nordiques.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
282.	Nombre d'interventions du ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de l'article 54 de la Loi sur la santé publique. Spécifier les dossiers dans lesquels il est intervenu, les dates et les avis fournis.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
283.	État de situation concernant le programme d'accès aux pompes à insuline.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
284.	Tout document ou autre communication écrite entre l'INESSS et le MSSS au sujet de la couverture du programme d'accès aux pompes à insuline entre le 1er avril 2017 et le 31 mars 2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
285.	Délai moyen entre l'arrivée sur le marché d'un médicament générique et sa couverture par la RAMQ.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

286.	État de situation relativement à la mise en place d'une ligne « info-médicaments ».	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
287.	Échéancier et investissements pour la formation de 2000 IPS en 5 ans. Nombre d'admissions en 2019-2020 et nombre d'admissions prévues en 2020-2021, par institution d'enseignement supérieur.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
288.	Liste des mesures entreprises et ventilation détaillée, par mesure et par région, pour soutenir le réseau de la santé et le réseau universitaire dans la formation de 2000 IPS en 5 ans.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
289.	Liste détaillée des GMF et des autres établissements de santé, par région, qui accueillent des stagiaires IPS dans le cadre de leur formation.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
290.	Nombre de consultations réalisées à la Coopérative de solidarité SABSA en 2019-2020 et nombre de cas référés à un médecin.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
291.	Pour chacun des avions-ambulances et avions-hôpitaux : a. le nombre de transports de patients, par lieu d'embarquement des patients; b. les coûts d'utilisation, ventilés; c. le nombre de transports de patients mineurs accompagnés d'un proche; d. le nombre de transports de patients mineurs sans accompagnateur.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
292.	État de situation concernant les 3,5 M\$ annoncés pour la réalisation du projet Archimède.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
293.	Nombre de vols « évacuation médicale par avion-ambulance » faits au cours des 3 dernières années de Val-d'Or, de Rouyn et des Îles-de-la-Madeleine vers Québec qui concernaient une femme enceinte. De ce nombre, combien n'étaient pas dus à une urgence médicale en soi, mais occasionnés par un manque de personnel. Même demande pour les vols vers Montréal.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
294.	Listes d'attente en imagerie médicale et en échographie, par région et par établissement.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
295.	Détail des mesures identifiées (montants et modes d'allocation) pour l'utilisation du FINESSS, par année, depuis 2012-2013 : a. Plan d'investissement pour les personnes âgées; b. Maintien de l'accès aux chirurgies; c. Formation des IPS; d. Amélioration de la performance (projet Lean); e. Amélioration de la performance (en chirurgie); f. Autres.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
296.	État de situation concernant la construction d'un nouvel hôpital dans le secteur de Vaudreuil.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
297.	État de situation concernant la construction d'un nouvel hôpital dans l'est de l'île de Montréal.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
298.	État de situation concernant l'agrandissement et la modernisation de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
299.	État de situation concernant l'agrandissement de l'Hôpital de Verdun.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
300.	État de situation concernant le plan directeur clinique et immobilier du Centre jeunesse des Laurentides.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

301.	État de situation concernant la construction d'un nouvel hôpital à La Malbaie.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
302.	Bilan du Plan d'action pour le renforcement de la première ligne de soins, annoncé en novembre 2012, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
303.	Concernant les 50 supercliniques annoncées dans le cadre de la campagne électorale de 2014 : <ul style="list-style-type: none"> a. Copie des études, travaux, rapports, incluant les coûts totaux et les sommes prévues pour 2020-2021; b. Échéancier d'implantation des 50 supercliniques; c. Subvention versée à chaque superclinique; d. Objectif à atteindre quant au nombre de patients au sans rendez-vous pour chaque superclinique; e. Nombre de patients accueillis au sans rendez-vous en 2019-2020 pour chaque superclinique, incluant les patients accueillis avant que la clinique obtienne le statut de superclinique. 	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
304.	État de situation et échéancier quant au cadre de gestion des supercliniques. Copie des contrats liant le MSSS, les établissements et des supercliniques. Documents concernant le niveau minimal des services à offrir pour ces dernières. Sommes versés par le MSSS.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
305.	Liste des mesures et des sommes accordées pour améliorer la qualité de l'alimentation des aînés hébergés en CHSLD, chaque année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
306.	Coût des repas en CHSLD en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
307.	Libellé de la norme édictant la fréquence des bains complets pour les résidents en CHSLD.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
308.	Nombre de CHSLD climatisés, par région, en 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
309.	Sommes octroyées pour le soutien à domicile lié à la perte d'autonomie par année pour les cinq dernières années, ventilées par région, par établissement et par clientèle.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
310.	Budget de dépenses pour l'ensemble du gouvernement du Québec ainsi que par région, par personne, pour le soutien à domicile, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
311.	Répartition des personnes âgées de 65 ans et plus, selon leur région de résidence.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
312.	Nombre d'aînés recevant des services selon le milieu de vie, en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
313.	Prévisions de la population âgée de 65 ans et plus atteinte de démence, par région sociosanitaire.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
314.	Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus ayant recours au soutien à domicile, par région.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
315.	Nombre de personnes en attente d'un service de soutien à domicile, par région.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
316.	Développement des services de soutien à domicile pour 2019-2020 et développement prévu pour 2020-2021, pour chaque région.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

317.	Budgets accordés pour le soutien à domicile lié à la perte d'autonomie, excluant les crédits d'impôt, et montants réellement dépensés, chaque année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : a. Par clientèle; b. Par région; c. Par CSSS; d. Au total; e. Listes d'attente par établissement.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
318.	Sommes investies dans le PEFSAD, les heures et services rendus ainsi que les montants alloués par entreprise, par région, en précisant le profil de la clientèle.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
319.	État de situation quant aux investissements annuels supplémentaires dans le PEFSAD, prévus dans la politique Vieillir et vivre ensemble.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
320.	Budgets accordés pour chaque année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, pour les services à domicile, excluant les crédits d'impôt.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
321.	État de situation et ventilation des 60 M\$ annoncés au budget 2016-2017 pour les services à domicile.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
322.	Sommes octroyées pour le soutien aux proches aidants en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. Si l'information n'est pas disponible, préciser pourquoi.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
323.	Nombre de proches aidants ayant reçu un soutien en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. Si l'information n'est pas disponible, préciser pourquoi.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
324.	Nombre de proches aidants en attente de soutien au 31 mars 2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
325.	Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus recevant des services dans une ressource intermédiaire, par région, pour chaque année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
326.	Nombre de lits en ressource de type familial, par région, par établissement et par RLS, pour les cinq dernières années.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
327.	Nombre de lits de courte durée occupés par des personnes en attente d'un lit de longue durée, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
328.	Nombre de lits disponibles en ressource intermédiaire pour les cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : a. Par région; b. Par territoire de CISSS-CIUSSS; c. Au total.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
329.	Besoins en nombre de lits (courte durée, longue durée, en RI-RTF) pour chacune des régions, ainsi que le nombre de lits disponibles.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
330.	Nombre de lits en soins palliatifs par région sociosanitaire, par établissement et ratio (1 lit pour 10 000 habitants) par région sociosanitaire.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
331.	Développement de lits en soins palliatifs en 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
332.	Sommes dédiées à la formation du personnel en soins palliatifs pour 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

333.	Budgets alloués pour le développement de services en ressources intermédiaires pour 2019-2020 et 2020-2021 : a. Par région; b. Par CISSS-CIUSSS; c. Au total.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
334.	Nombre de ressources intermédiaires et de ressources de type familial qui ont bénéficié, en 2019-2020, de la mesure de maintien temporaire de la rétribution. Nombre de RI et de RTF ayant vu la mesure de maintien coupée en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
335.	Nombre de ressources intermédiaires et de ressources de type familial ayant fermé leurs portes depuis le 1er avril 2014.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
336.	Nombre de RI ayant été assujetties à l'Annexe III et à la modalité de maintien temporaire de la rétribution, suivant l'introduction de la <i>Loi sur la représentation des ressources</i> (LRR), du Règlement sur la classification des services offerts par une ressource et l'application des ententes collectives. a. De ce nombre initial, combien reste-t-il de RI toujours en opération ayant été assujetties à l'Annexe III et à la modalité de maintien temporaire de la rétribution? b. Quel est le nombre précis de fermetures en RI imputables à l'Annexe III et à la modalité de maintien temporaire de la rétribution? c. En raison de ces fermetures, combien d'usagers ont été délocalisés de leur milieu de vie? d. Quels sont les budgets globaux alloués annuellement et le nombre précis de places occupées en hébergement RTF-RI visées par la LRR? e. Quel est le coût moyen pour l'hébergement d'une personne en RI-RTF en 2019-2020?	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
337.	Évolution des montants de l'allocation de dépenses personnelles pour les personnes hébergées en RI-RTF au cours des cinq dernières années et la justification des variations. Prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
338.	Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus recevant des services dans un CHSLD, par région, en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : a. Par région; b. Par territoire de CISSS-CIUSSS; c. Au total.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
339.	Nombre de personnes hébergées en CHSLD publics, privés conventionnés et non conventionnés, par région, par année, au cours des cinq dernières années.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
340.	Nombre de personnes en attente d'une place en CHSLD au 31 mars 2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
341.	Statistiques concernant le nombre de travailleurs en soins par rapport au nombre de personnes par CHSLD, par région, en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
342.	Pour 2019-2020, indiquer, par région, les projets relatifs à : a. l'ouverture de nouveaux CHSLD; b. la fermeture de CHSLD; c. la transformation de CHSLD.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
343.	Au 31 mars 2020, par région, par territoire de CISSS-CIUSSS, fournir : a. le nombre de CHSLD; b. le nombre de lits; c. le nombre de personnes en attente d'une place en CHSLD au 31 mars 2020; d. le délai moyen pour obtenir une place en CHSLD; e. le nombre de places occupées; f. le nombre de places vacantes g. le portrait de la clientèle hébergée en CHSLD.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

344.	Le nombre de places en CHSLD fermées en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
345.	Liste de tous les projets immobiliers prévus dans les CHSLD pour 2020-2021, par région.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
346.	Au 31 mars 2020, par région et au total : a. nombre de nouveaux CHSLD; b. nombre de nouvelles places; c. prévisions pour 2020-2021 : 1. ouverture de nouveaux CHSLD; 2. fermeture et/ou transformation de CHSLD. d. étapes de réalisation pour chacun des projets.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
347.	Liste des visites d'appréciation et des rapports de visite des installations de CHSLD et de ressources intermédiaires pour aînés en 2019-2020, et planification des visites prévues pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
348.	Au cours des cinq dernières années : nombre d'installations visitées (CHSLD), nombre d'installations ayant déposé un plan de correctifs, nombre d'installations ayant complété à 100 % les correctifs identifiés lors des visites, nombre d'installations ayant reçu une note inférieure et supérieure à 70 %.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
349.	Sommes allouées au maintien d'actifs dans les CHSLD, par région, en 2019-2020, et prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
350.	État d'avancement des travaux (état de situation) pour chacun des projets de construction de CHSLD en mode PPP.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
351.	Tout rapport ou document et toute étude présentant le bilan de la saison d'influenza pour l'année 2019-2020 ainsi que pour les cinq années précédentes.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
352.	Nombre de résidences privées pour aînés, par région et au total, et nombre de lits dans chacune.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
353.	Nombre de résidences privées pour aînés ayant obtenu leur certification par rapport au nombre total de résidences inscrites au registre des résidences pour personnes âgées, et ce, par région.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
354.	Nombre de résidences ayant perdu leur certification en 2019-2020, demandé leur retrait ou n'ayant pas fait de demande de renouvellement.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
355.	État de situation à propos des résidences privées pour aînés qui n'ont pas encore reçu leur certification.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
356.	Plan de services intégrés pour les personnes âgées : état de situation par catégorie d'action, travaux effectués, mesures mises en place et dépenses engagées en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
357.	Bilan d'implantation du Plan d'action 2005-2010 sur les services aux aînés en perte d'autonomie : Un défi de solidarité, les services aux aînés en perte d'autonomie incluant le niveau d'atteinte des cibles. Montant investi par année et par région depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
358.	Nombre et proportion des RPA munies de gicleurs (en totalité et en partie).	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
359.	Nombre et proportion des CHSLD munis de gicleurs (en totalité et en partie).	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
360.	Nombre et proportion des RI munies de gicleurs (en totalité et en partie).	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

361.	Sommes octroyées aux résidences, aux CHSLD et aux RI-RTF pour l'installation de gicleurs en 2019-2020, et prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
362.	Détail du programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés. Bilan.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
363.	Coût moyen estimé par jour : a. d'un lit en CHSLD; b. d'un lit de courte durée; c. d'un lit en ressource intermédiaire; d. d'un lit en ressource de type familial; e. d'un lit en centre de réadaptation; f. d'un bloc opératoire, par heure.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
364.	Nombre d'hospitalisations de courte durée chez les personnes âgées en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, sur la base de diagnostics principaux et secondaires.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
365.	Nombre de lits de courte durée occupés par des personnes de 65 ans et plus en attente d'un lit de longue durée : a. Par région; b. Par établissement; c. Au total.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
366.	Répartition des sommes allouées au programme « Perte d'autonomie liée au vieillissement » pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
367.	État de situation et bilan de l'implantation des services de prévention des chutes pour les aînés vivant à domicile dans le cadre du Plan d'action du MSSS 2005-2010, Un défi de solidarité, les services aux aînés en perte d'autonomie.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
368.	Organismes communautaires soutenus dans les catégories du Programme-service « Perte d'autonomie liée au vieillissement » (PALV) au cours des cinq dernières années.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
369.	Pour le Programme d'allocation directe – chèque emploi-service : a. ventilation détaillée du budget pour les trois dernières années, par région et par établissement; b. nombre de demandes reçues au cours des trois dernières années et le total au 31 mars 2020; c. nombre de bénéficiaires du programme au cours des trois dernières années et le total au 31 mars 2020; d. montant octroyé en moyenne pour chaque heure de service, par région; e. nombre d'heures de services payées, par région.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
370.	État de situation du projet de fusion de l'INSPQ et du CSBE, annoncé dans le budget 2014-2015.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
371.	Tout document, échange ou toute étude datant des trois dernières années et concernant la mise en place du projet d'Assistance personnelle pour les personnes handicapées de 65 ans et moins.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
372.	État de situation concernant l'annonce de la fusion du CSBE avec le MSSS et l'INESSS dans le budget 2016-2017 : a. Échéancier; b. Ventilation des économies estimées.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
373.	État de situation (tout document, étude, rapport) concernant le regroupement administratif du CHU Sainte-Justine et du CHUM, incluant les économies réalisées en 2019-2020 et celles estimées pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

374.	État de situation, au 31 mars 2020, concernant la mise en œuvre du Rapport sur l'opportunité de modifier le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels. Inclure le budget consacré en 2019-2020 et celui prévu en 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
375.	Montants facturés aux usagers des centres de jour pour le transport et les repas, en 2019-2020, ventilés par région.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
376.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé Vérification de l'optimisation des ressources – Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2016-2017, automne 2015.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
377.	État de situation et échéancier concernant le remboursement des sommes versées en trop aux médecins, tel qu'il est démontré par le Vérificateur général dans son rapport (chapitre 2 – Rémunération des médecins : conception et suivi des ententes) publié en décembre 2015.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
378.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé Vérification de l'optimisation des ressources – Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2016-2017, printemps 2015.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
379.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé Vérification de l'optimisation des ressources – Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2016-2017, hiver 2016.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
380.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2019-2020 – Chapitre 6 : Audit de performance et observations du commissaire au développement durable – Services chirurgicaux, mai 2018.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
381.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Protecteur du citoyen dans son rapport annuel 2015-2016.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
382.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Protecteur du citoyen dans son avis sur les frais accessoires en matière de santé et de services sociaux.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
383.	Bilan de la tournée de la députée de Crémazie concernant les CHSLD et les soins aux aînés.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
384.	Sommes versées ou prévues pour la réalisation des projets de ratios sécuritaires pour les professionnels de la santé.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
385.	État de la situation des projets pilotes sur les ratios patients/infirmière.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
386.	Effectif (en ETC) et budget consacré à l'enjeu de l'encadrement du cannabis.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
387.	Effectif (en ETC) consacré à l'organisation et à la tenue des consultations régionales sur l'encadrement du cannabis ainsi que les sommes dépensées pour la tenue du Forum d'experts sur l'encadrement du cannabis, pour chacune des consultations régionales et pour les consultations des Premières Nations et des municipalités.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
388.	Effectif (en ETC) et budgets consacrés aux cliniques d'hiver en 2019-2020, et prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

389.	<p>Bilan de la mise en place des cliniques d'hiver, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de cliniques d'hiver ouvertes, ventilé par mois et par région; - Le nombre de patients s'étant prévalus des services, ventilé par clinique, par mois et par région; - L'estimation du nombre d'heures d'attente évitées à l'urgence, ventilé par mois, par établissement et par région; - Le nombre d'heures d'ouverture des cliniques d'hiver, ventilé par clinique, par mois et par région; - Le nombre total de patients admis dans des centres de santé en 2019-2020 et pour les cinq années précédentes, ventilé par mois, par centre et par région; - Le temps moyen d'attente dans des centres de santé en 2019-2020 et pour les cinq années précédentes, ventilé par mois, par centre et par région. 	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
390.	<p>Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2019-2020 par le ministère et ses organismes, par l'entremise du Fonds vert, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020. Ventiler par projet en indiquant, pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée; b. la description du projet; c. la date de versement de l'aide financière accordée; d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme); e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial); f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée ou autres cobénéfices. 	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
391.	<p>Pour tous les programmes financés dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2018 – base annuelle (en Mt CO₂); b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂); c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; d. la réduction annuelle potentielle des émissions de GES des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂); e. les investissements totaux des projets (en M\$); f. les aides financières totales du ministère (en M\$); g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements. 	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
392.	<p>Estimation des économies réalisées en 2019-2020 dans le cadre du programme de réduction des dépenses du ministère de la Santé et des Services sociaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Administration et soutien; b. Technologies de l'information; c. Approvisionnement; d. Baisse du prix des médicaments; e. Amélioration de l'efficacité dans la dispensation des services; f. Publicités. 	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
393.	<p>Détail des plans d'optimisation, incluant les montants, par région et par mesure identifiée, par année, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.</p>	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
394.	<p>Économies réalisées en 2019-2020 et estimation pour 2020-2021 de la baisse des prix des médicaments génériques.</p>	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

395.	Détail des effectifs et budget d'opération au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020. Effet sur les effectifs de l'INESSS suite à l'abolition du Commissaire à la santé et au bien-être.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
396.	Délai moyen d'évaluation d'un médicament au cours des cinq dernières années. Délai moyen d'évaluation des médicaments biosimilaires.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
397.	Concernant les nouveaux médicaments, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées, par année, depuis cinq ans.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
398.	Concernant les nouveaux médicaments contre le cancer, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées, par année, depuis cinq ans.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
399.	Nombre et détail des postes vacants.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
400.	Situation financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, par établissement et par région (cibles visées, déficit annuel, déficit accumulé, intérêts payés par les établissements, etc.), pour les trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021. Indiquer le total par région et le total national.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
401.	Déficit autorisé dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux en 2019-2020, les prévisions pour 2020-2021 et le déficit cumulé.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
402.	Montant de la dette à assumer par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour chaque établissement au 31 mars 2019. Fournir les prévisions de la situation au 31 mars 2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
403.	Service de la dette : a. Détail de la croissance du service de la dette pour les cinq dernières années; b. Par année; c. Par programme (ministère) ainsi que celui du gouvernement.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
404.	Montant dévolu, par région, au programme de santé mentale au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : a. Clientèle adulte : 1. 1re ligne; 2. 2e ligne; 3. autres. b. Clientèle jeune : 1. 1re ligne; 2. 2e ligne; 3. autres.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
405.	Montant dévolu par les établissements au programme de santé mentale au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : a. Clientèle adulte (par région et au total) : 1. 1re ligne; 2. 2e ligne; 3. autres. b. Clientèle jeune (par région et au total) : 1. 1re ligne; 2. 2e ligne; 3. autres.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
406.	Nombre de personnes en attente pour des services en santé mentale, par tranche d'âge et par région (1re et 2e ligne).	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
407.	Plan d'action en santé mentale 2015-2020 : tableau de bord/bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

408.	Évolution et ventilation des sommes investies dans le secteur de la santé mentale en comparaison des dépenses consacrées à l'ensemble des programmes de santé de 2006 à 2015, et les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
409.	Ventilation par région et par année des 70 millions annoncés au lancement du plan d'action en santé mentale.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
410.	État de situation et proportion des dépenses consacrées au secteur de la santé mentale, par rapport à l'ensemble des dépenses sociosanitaires, de 2006 à 2019, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
411.	État de situation per capita régional pondéré, basé sur l'estimation des coûts de production de services en santé mentale entre 2006 et 2019 ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
412.	Nombre et dates des rencontres depuis le 1er mars 2020 entre le ministre et les facultés de médecine concernant les médecins étrangers. Inclure, le cas échéant, les ordres du jour, la liste des participants, les procès-verbaux et les sommes engagées pour chacune de ces rencontres.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
413.	Suivi des mesures prises à la suite du Grand Forum de la santé mentale : horizon 2020 de mai 2017.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
414.	Suivi des mesures prises à la suite du Forum Adultes et santé mentale d'octobre 2019.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
415.	Suivi des mesures prises à la suite du Forum Jeunes et santé mentale de mai 2019.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
416.	Liste des mesures prises pour améliorer l'accès aux services en santé mentale, par région et par établissement, en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
417.	Nombre de psychologues dans le réseau de la santé, par région et par établissement, en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
418.	Nombre de conseillers en orientation dans le réseau de la santé, par région et par établissement, en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
419.	Nombre de sexologues dans le réseau de la santé, par région et par établissement, en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
420.	Nombre de travailleurs sociaux dans le réseau de la santé, par région et par établissement, en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
421.	État de situation et sommes investies en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, quant à la mise en place des recommandations du Protecteur du citoyen sur les services gouvernementaux destinés aux enfants présentant un trouble envahissant du développement.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
422.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience physique, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2019 et au 31 mars 2020 : a. Adultes; b. Aînés; c. Enfants.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

423.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience intellectuelle, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2019 et au 31 mars 2020 : a. Adultes; b. Aînés; c. Enfants.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
424.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation pour les TSA, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2019 et au 31 mars 2020 : a. Adultes; b. Aînés; c. Enfants.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
425.	Liste d'attente pour un premier service de réadaptation DI, DP et TSA (ventilation par région).	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
426.	Délai moyen d'attente pour une demande d'évaluation diagnostique de trouble du spectre de l'autisme et pour une demande d'évaluation globale des besoins, par région.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
427.	Liste des organismes communautaires subventionnés par le MSSS par le biais du PSOC (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) et montant des subventions octroyées par organisme, par région et au total, en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
428.	Ventilation des nouvelles sommes (supplémentaires) octroyées par le PSOC en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
429.	Nombre d'organismes qui sont reconnus au PSOC, mais qui sont en attente de financement, par région. Indiquer aussi le nombre de demande de reconnaissances reçues, par région.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
430.	Évolution et ventilation des sommes investies dans le cadre du programme Agir tôt, par région, en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
431.	Évolution et ventilation des sommes investies dans le déploiement de la plateforme informatique de dépistage sur le développement de l'enfant dans le cadre du programme Agir tôt en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
432.	Nombre de personnes embauchées au sein des équipes d'intervention précoce dans le cadre du programme Agir tôt, par poste, par région, par établissement en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
433.	Nombre de dépistages précoces effectués en 2019-2020 dans le cadre du programme Agir tôt, comparativement au nombre effectué au cours des trois années précédentes.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
434.	Nombre de maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et budget alloué, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis trois ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
435.	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021: bilan détaillé et ventilé par région, par catégorie d'action, des mesures mises en place, des organismes financés et des dépenses engagées pour chaque année depuis 2016, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
436.	État de situation quant au suivi des conclusions du Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

437.	État de situation quant à l'élaboration du troisième plan d'action en matière de santé et de bien-être des femmes. Fournir toutes les dates des rencontres, les noms des personnes présentes et l'échéancier de l'élaboration et du dépôt du plan.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
438.	État de situation quant à la mesure « Soutien aux enfants handicapés nécessitant des soins exceptionnels », incluant les éléments suivants : a. nombre d'enfants admis; b. nombre d'enfants refusés; c. total des sommes versées.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
439.	Ventilation détaillée du financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), par CALACS, par région et au total, pour chacune des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
440.	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2019-2020 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, excluant les CALACS et les CAVAC. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
441.	Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour les cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, ainsi que les critères de financement.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
442.	Ventilation du financement des maisons de jeunes, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
443.	Subventions accordées à des organismes communautaires œuvrant auprès des hommes, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
444.	Subventions accordées aux organismes communautaires en santé mentale dans chacune des régions, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
445.	Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombre de places, nombre d'usagers, nombre de personnes en attente), selon les types de clientèle suivants, depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : a. Les jeunes; b. Les adultes; c. Les personnes âgées; d. Les personnes ayant une déficience physique; e. Les personnes ayant une déficience intellectuelle; f. Les personnes alcooliques et toxicomanes, ainsi que les joueurs pathologiques.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
446.	État de situation (tableau de bord) de l'application des 14 actions et recommandations issues du rapport intitulé Les activités socioprofessionnelles et communautaires - État de la situation et actions convenues pour l'amélioration des services rendu public en 2014.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
447.	État de situation et ventilation des sommes de 29 M\$ et de 1,25 M\$ annoncées le 21 mars 2017 en lien avec le Plan d'action sur le trouble du spectre de l'autisme 2017-2022 ainsi que de la somme de 11 M\$ annoncée afin de réduire les listes d'attente.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
448.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Protecteur du citoyen dans son rapport intitulé Des services mieux intégrés pour répondre aux besoins des enfants présentant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

449.	Concernant l'entente MEES-MSSS : <ul style="list-style-type: none"> a. Pour chacune des régions, nombre de cas où elle a été appliquée au cours des cinq dernières années (ventilation par année); b. Nombre de plans d'intervention et de plans de services individualisés et intersectoriels élaborés au cours des cinq dernières années (ventilation par année); c. Taux de respect et d'application de ces plans; d. Nombre de rencontres ayant eu lieu au cours des cinq dernières années (ventilation par année) pour chacune des tables régionales MEES-MSSS, qui ont pour mandat de coordonner les rôles et les responsabilités de chacun. 	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
450.	Nombre d'adoptions en cours et complétées par année au cours des cinq dernières années selon le pays d'origine.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
451.	Nombre de parents ayant eu accès à une formation pré-adoption en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
452.	Nombre de parents ayant eu accès à une formation post-adoption en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
453.	Nombre d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux offrant un suivi post-adoption.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
454.	État de situation et échéancier concernant l'entrée en vigueur du projet de loi 113, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
455.	État de situation et bilan d'implantation de la Loi sur la protection de la jeunesse et du projet de loi 99.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
456.	État de situation concernant le projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire, et la modification de la LPJ afin que la non-fréquentation scolaire devienne un motif d'intervention pour la DPJ.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
457.	État de situation au sujet du financement, de l'âge moyen et du nombre de familles d'accueil en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
458.	État de situation quant à la publication du rapport du comité chargé d'évaluer l'implantation des nouvelles dispositions de la Loi sur la protection de la jeunesse.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
459.	État de situation de 2003 à 2019, par région administrative, du nombre de dossiers de protection de la jeunesse confiés à chaque intervenant, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
460.	État de situation pour 2019-2020, par région administrative, du nombre de signalements reçus et retenus en protection de la jeunesse.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
461.	État de situation pour 2019-2020 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
462.	État de situation par rapport aux recommandations du Vérificateur général en 2009 en matière de protection de la jeunesse.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
463.	Ventilation des sommes dévolues en développement pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, pour les jeunes en difficulté, par région et par établissement.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
464.	Liste des sommes dues par le gouvernement fédéral aux centres jeunesse desservant les communautés autochtones.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

465.	Listes d'attente, par région, en évaluation, en accès à l'hébergement et en application des mesures pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, par groupe d'âge, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
466.	Détail de l'état d'avancement des travaux sur la politique de services intégrés à la jeunesse pour une meilleure coordination entre les milieux scolaires, les CISSS-CIUSSS et les centres jeunesse.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
467.	État de situation chacune des 11 recommandations formulées par le Protecteur du citoyen dans son rapport publié en 2013 sur la contribution financière au placement.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
468.	Nombre de fugues des centres jeunesse, par centre jeunesse et par année, au cours des cinq dernières années.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
469.	État de situation et bilan du comité de travail conjoint avec le Ministère des Finances sur la contribution financière au placement, auquel la ministre déléguée a fait référence le 19 septembre 2017 lors de l'étude détaillée du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
470.	Budgets octroyés aux centres jeunesse (CISSS et CIUSSS – direction responsable des programmes préalablement administrés par les centres jeunesse) en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
471.	Mesures d'optimisation mises en place dans les centres jeunesse en vue de réaliser l'équilibre budgétaire.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
472.	État de situation quant au déploiement du programme d'intervention en négligence dans chacune des régions du Québec; ventilation des sommes qui y sont consacrées.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
473.	État de situation concernant la mise à jour du Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5, r.1) pour revoir la contribution financière au placement.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
474.	État de situation et bilan concernant les mesures d'isolement en centre jeunesse ouvert en lien avec le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions, par établissement et par installation.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
475.	Bilan de la tournée de la députée de Chauveau concernant la protection de la jeunesse.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
476.	Ventilation du financement des ressources pour personnes itinérantes, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
477.	Taux d'occupation des refuges pour itinérants, par mois et par année, au cours des cinq dernières années, par région et par refuge.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
478.	État de situation sur le renouvellement de la SPLI et sur les conditions imposées par le gouvernement fédéral en ce qui a trait au modèle Logement d'abord.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
479.	Nombre d'organismes communautaires œuvrant en itinérance, par région, dont les activités correspondent à l'approche « logement d'abord » que privilégie le gouvernement fédéral.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
480.	Étude ou analyse des impacts de la nouvelle SPLI sur les organismes québécois qui luttent contre l'itinérance.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
481.	Liste des organismes faisant de la prévention en itinérance.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

482.	Données concernant l'évolution de l'itinérance des femmes au cours des cinq dernières années.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
483.	Ventilation des sommes affectées à l'itinérance par le MSSS et par le gouvernement.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
484.	Sommes budgétées en lien avec le déploiement du Plan d'action en itinérance pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
485.	État de situation concernant les logements sociaux annoncés pour les personnes en situation d'itinérance. Prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
486.	<p>Parmi les 31 actions identifiées dans le Plan d'action en itinérance, fournir un état de situation et un échéancier concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la couverture complète dans l'ensemble du Québec suite à l'implantation du programme d'intervention en négligence (action 1.2); b. les actions du volet formation, dont le MELS a la responsabilité (4.1 à 4.9); c. la conception d'un outil de repérage des personnes itinérantes (action 5.1); d. le volet sur le revenu disponible des personnes en situation de pauvreté (action 6.1); e. le rapport de la SHQ qui devait être transmis le 31 mars 2015 suite à la mise en place d'un groupe de travail intersectoriel sur le soutien à l'achat et à la rénovation afin d'en protéger la vocation et de faciliter l'accès à un logement abordable (action 11.2); f. la hausse du financement octroyé pour du soutien communautaire en logement social (action 11.4); g. le soutien à la mise en œuvre de l'approche « logement d'abord » (action 11.5); h. la facilitation de la démarche des personnes en situation d'itinérance pour obtenir une carte d'assurance maladie; i. la désignation d'une personne-ressource responsable du dossier itinérance dans les CSSS afin d'assurer une meilleure coordination et continuité des services [...] (action 14.3); j. le soutien financier pour la mise en place de services ambulatoires (action 15.3) et de services dentaires adaptés (action 15.5); k. la réalisation d'un colloque biennal réservé aux intervenants qui travaillent à prévenir l'itinérance (action 27.3); l. la réalisation d'un séminaire ou d'un colloque destiné aux services de police du Québec (action 28.4). 	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
487.	Nombre et liste des organismes œuvrant auprès des personnes handicapées, par région, et sommes leur ayant été octroyées, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
488.	Nombre et liste des organismes offrant du répit aux proches d'une personne handicapée, par région, et sommes leur ayant été octroyées, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
489.	Listes d'attente par région et au total pour obtenir des services de répit.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
490.	Liste des organismes communautaires, par région, qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu ou à qui on a des subventions du ministère de la Santé et des Services sociaux (par le biais du PSOC), pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
491.	Ventilation des places dans les centres d'hébergement publics, dans les centres de réadaptation et dans les centres de jour, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par région.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

492.	Liste des centres de jour par région.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
493.	Nombre de centres de jour ayant fermé leurs portes en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
494.	Listes d'attente pour les programmes d'aide matérielle, par catégorie de programme, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
495.	Plan d'action 2015-2019 pour l'intégration scolaire, professionnelle et sociale des personnes handicapées : état de situation et bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées pour chaque année, prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
496.	Nombre de postes non comblés de psychologues, de travailleurs sociaux, de psychoéducateurs en 2019-2020, par région et par établissement.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
497.	État de situation et échéancier concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 par le ministre du Travail. Actions posées par la ministre déléguée en 2019-2020 pour faire avancer ce dossier.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
498.	État de situation concernant les mesures favorisant l'accessibilité universelle des commerces, incluant le nombre de demandes d'aide financière reçues et les sommes versées, par région.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
499.	Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2) pilotée par le MTESS : <ul style="list-style-type: none"> a. Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2019-2020; b. Nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2020; c. Nombre de nouvelles personnes au total qui pourront bénéficier de cette mesure (ventilé par région) en 2019-2020; d. Cette mesure sera-t-elle reconduite dans la phase 2 de la Stratégie? e. Échéancier du gouvernement pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie; f. Actions faites par la ministre déléguée en 2019-2020 pour faire avancer ce dossier. 	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
500.	Budget investi en prévention et en traitement du jeu pathologique depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par région et au total.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
501.	Études d'impact du MSSS par rapport à l'offre de jeu en ligne de la société d'État Loto-Québec.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
502.	Bilan et état de situation des recommandations des 18 directions générales de santé publique concernant le projet de l'offre de jeu en ligne, tel qu'il a été proposé par la société d'État Loto-Québec.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
503.	Nombre et liste des organismes financés pour lutter contre la toxicomanie, par région, ainsi que le montant versé à chacun au cours des cinq dernières années.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
504.	Bilan des ressources d'hébergement en toxicomanie ayant reçu leur certification.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
505.	Liste des ressources d'hébergement en processus de certification, par région, pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
506.	Liste des organismes qui offrent des traitements de lutte contre la toxicomanie, par région, en 2019-2020.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

507.	État de situation concernant l'encadrement et le financement des centres de lutte contre la dépendance, notamment la toxicomanie.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
508.	Listes d'attente en désintoxication.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
509.	Montant prévu pour la lutte contre la toxicomanie pour les cinq dernières années, par région et par établissement, et prévisions pour 2020-2021.	3 ^E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
510.	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021. Fournir également le détail de toute autre demande de compression du Conseil du trésor.	RAMQ
511.	Sommes dépensées en 2019-2020 par la RAMQ pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	RAMQ
512.	Liste de tous les sondages effectués en 2019-2020, incluant les coûts, les sujets et le nom des firmes les ayant réalisés.	RAMQ
513.	Liste des services médicaux assurés en 2019-2020 et les dépenses effectuées pour chacun de ces services.	RAMQ
514.	Liste des services non assurés en 2019-2020.	RAMQ
515.	Liste des vaccins remboursés par la RAMQ dans le cadre du Programme québécois d'immunisation en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	RAMQ
516.	Nombre de pharmaciens ayant suivi la formation de vaccination du Programme québécois d'immunisation en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.	RAMQ
517.	Nombre de personnes ayant été prises en charge par un médecin de famille le par le biais du GAMF.	RAMQ
518.	Nombre de patients inscrits auprès d'un médecin de famille et nombre de patients en attente (GAMF), au 31 mars 2020, par région, par tranche d'âge.	RAMQ
519.	Nombre de patients inscrits au GAMF depuis moins de 3 mois, entre 3 et 6 mois, entre 6 et 9 mois, entre 9 et 12 mois, et depuis plus d'un an.	RAMQ
520.	Nombre de médecins omnipraticiens inscrits au GAMF pour obtenir des patients.	RAMQ
521.	Nombre et pourcentage des spécialistes inscrits au Centre de répartition des demandes de services, par région. Nombre de rendez-vous présentement en attente d'être répartis à un spécialiste, par région. Nombre de rendez-vous référés par ce centre de répartition depuis sa mise en place.	RAMQ
522.	Répartition des médecins selon leur taux d'assiduité, en vertu des balises fixées par le ministre.	RAMQ
523.	Bilan de l'entente conclue en mai 2015 avec la FMOQ concernant le taux d'assiduité des médecins et la prise en charge de patients. État de situation et tableau de bord détaillé de l'atteinte des objectifs.	RAMQ
524.	Copie des rapports trimestriels transmis par le comité paritaire en 2019-2020 en vertu des articles 26, 27, 31 et 33 de l'entente conclue avec la FMOQ en vue de surseoir à la mise en vigueur du projet de loi 20.	RAMQ

525.	État de situation sur les frais accessoires.	RAMQ
526.	Liste des cliniques et laboratoires privés remboursés par la RAMQ au cours des trois dernières années, par région, avec le nom et l'adresse de chacun.	RAMQ
527.	Ventilation du budget du programme d'assurance médicaments au 31 mars 2019 et au 31 mars 2020, coût total de la franchise et de la coassurance, nombre de bénéficiaires pour : <ul style="list-style-type: none"> a. les personnes vivant de la sécurité du revenu et aptes au travail; b. les personnes vivant de la sécurité du revenu et inaptes au travail; c. les personnes âgées, avec supplément de revenu garanti; d. les personnes âgées, avec supplément de revenu garanti maximum; e. les personnes âgées qui ne reçoivent aucun supplément de revenu; f. les adhérents (adultes, étudiants etc.); g. les autres clientèles. 	RAMQ
528.	Nombre de personnes de 65 ans et plus qui touchent le Supplément de revenu garanti et qui paient un montant lors de l'achat de leurs médicaments.	RAMQ
529.	Indiquer le nombre d'enfants (0-18 ans) bénéficiant du régime d'assurance médicaments, en précisant le nombre pour chaque année depuis 1997.	RAMQ
530.	Indiquer la croissance, en pourcentage, des coûts des médicaments assurés pour chaque année depuis 1997. Ajouter les prévisions pour 2020-2021.	RAMQ
531.	Indiquer les coûts ou l'estimation des coûts assumés par le régime général d'assurance médicaments des ristournes offertes par les compagnies pharmaceutiques ou les bannières et pharmacies.	RAMQ
532.	Nombre d'entreprises, d'organismes, d'ordres professionnels qui ont abandonné leur régime collectif au profit de celui de la RAMQ.	RAMQ
533.	Liste des comités formés avec l'industrie pharmaceutique, nom des membres et nombre de rencontres à ce jour.	RAMQ
534.	Nombre de médicaments génériques qui font exception à la règle d'établissement des prix, par année, pour les trois dernières années : <ul style="list-style-type: none"> a. Nombre de médicaments génériques dans cette situation; b. Montant remboursé par la RAMQ; c. Estimation du montant qui a dû être payé par le patient. 	RAMQ
535.	Détail des ententes conclues depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 28, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (sommes déboursées, économies réalisées, médicaments visés, etc.).	RAMQ
536.	Montant remboursé pour des médicaments génériques qui respectent la règle d'établissement des prix, par année, pour les trois dernières années.	RAMQ
537.	Nombre de médicaments innovateurs qui font exception à la règle d'établissement des prix, par année, pour les trois dernières années : <ul style="list-style-type: none"> a. Nombre de médicaments innovateurs dans cette situation; b. Montant remboursé par la RAMQ; c. Estimation du montant qui a dû être payé par le patient. 	RAMQ
538.	Montant remboursé pour des médicaments d'exception, par année, pour les trois dernières années.	RAMQ
539.	Montant remboursé pour des médicaments génériques, par année, pour les trois dernières années.	RAMQ

540.	Montant remboursé pour des médicaments innovateurs, par année, pour les trois dernières années.	RAMQ
541.	État de situation concernant la participation du Québec à l'Alliance pancanadienne pharmaceutique. Économies réalisées en 2019-2020 et projections pour 2020-2021.	RAMQ
542.	Pour la rémunération des médecins omnipraticiens, indiquer : a. le budget total pour 2019-2020 et indiquer la comparaison avec 2018-2019; b. la ventilation des dépassements estimés pour l'année 2020-2021.	RAMQ
543.	Pour la rémunération des médecins spécialistes, indiquer : a. le budget total pour 2019-2020 et la comparaison avec 2018-2019; b. la ventilation des dépassements estimés pour l'année 2020-2021.	RAMQ
544.	Rémunération moyenne d'un médecin spécialiste, par spécialité, en précisant le montant reçu pour la composante technique.	RAMQ
545.	Rémunération moyenne d'un médecin omnipraticien, en précisant le montant reçu pour la composante technique.	RAMQ
546.	Liste des primes et leur montant pour les médecins omnipraticiens en 2019-2020.	RAMQ
547.	Liste des primes et leur montant pour les médecins spécialistes en 2019-2020.	RAMQ
548.	Nombre de primes facturées et leur montant par les médecins omnipraticiens en 2019-2020.	RAMQ
549.	Nombre de primes facturées et leur montant par les médecins spécialistes en 2019-2020.	RAMQ
550.	Liste des primes abolies lors de l'entente établie avec la FMSQ sur la rémunération de ses membres en 2019.	RAMQ
551.	Liste des critères utilisés pour la vérification de la facturation des médecins.	RAMQ
552.	Ventilation détaillée de la rémunération des médecins, en précisant la progression du tarif à l'acte, la progression du nombre d'actes et le coût total.	RAMQ
553.	Nombre de médecins actifs en CLSC, en CH et en CHSLD, etc., et ce, au 31 mars 2019 et au 31 mars 2020.	RAMQ
554.	Liste des frais encourus pour fins de défense dans le cadre de poursuites légales impliquant la RAMQ et, le cas échéant, les revenus qui en ont découlé.	RAMQ
555.	Liste des causes devant les tribunaux en 2019-2020. Indiquer les parties en cause, l'instance devant laquelle elles se trouvent et, s'il y a lieu, fournir le jugement.	RAMQ
556.	Nombre de médecins omnipraticiens et spécialistes désengagés de la RAMQ, ainsi que leur liste, par région et par spécialité.	RAMQ
557.	Nombre de médecins omnipraticiens et spécialistes non participants à la RAMQ, ainsi que leur liste, par région et par spécialité.	RAMQ
558.	Nombre de médecins qui ont cessé de pratiquer en 2019-2020 : a. pour cause de retraite; b. pour cause de décès; c. pour cause de départ temporaire à l'étranger; d. pour cause de départ définitif à l'étranger; e. pour toute autre cause (bien vouloir spécifier, svp).	RAMQ

559.	Nombre de médecins ayant atteint leurs plafonds trimestriels. Indiquer le nombre de fois, les domaines de pratique, etc.	RAMQ
560.	Nombre de dentistes spécialisés en chirurgie pédiatrique au Québec. Nombre de chirurgies effectuées en 2019-2020. Indiquer si les plafonds ont été atteints en cours d'année, le nombre de fois, etc. Nombre de patients en attente d'une chirurgie pédiatrique.	RAMQ
561.	Nombre de médicaments et de produits retirés de la Liste des médicaments en 2019-2020. Indiquer le nom du médicament ou du produit et les motifs du retrait.	RAMQ
562.	Coûts d'administration et de gestion des programmes spécifiques tels que, notamment, le programme de médicaments d'exception, par année, au cours des cinq dernières années.	RAMQ
563.	Bilan détaillé des sommes investies dans le programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique (PEFSAD), les heures de services rendus et les montants payés, détails sur le profil de la clientèle et la répartition des entreprises, depuis 2008-2009.	RAMQ
564.	Provenance des sommes affectées au PEFSAD (enveloppe, fonds, programme).	RAMQ
565.	Nouvelles sommes ajoutées au PEFSAD en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.	RAMQ
566.	Nombre de plaintes au total et nombre de plaintes concernant les frais accessoires.	RAMQ
567.	Nombre de communications reçues (courriels, lettres et appels téléphoniques) au sujet des frais accessoires, des questions sur la facturation et des demandes de remboursement.	RAMQ
568.	Effectifs affectés : a. à l'étude ou à la mise en application des mesures contenues dans le projet de loi 83 et touchant la RAMQ; b. au dossier des GMF; c. au traitement des médicaments d'exception; d. au DSQ; e. au Registre des consentements au don d'organes et de tissus.	RAMQ
569.	Temps de réponse moyen des demandes d'autorisation relatives à un patient ou à un médicament d'exception. Étude et suivi accordés aux délais d'attente pour les patients.	RAMQ
570.	État de situation concernant les personnes stomisées (nombre, allocation annuelle, état des négociations, etc.).	RAMQ
571.	Liste des études effectuées sur la question des coûts des médicaments pour les maladies graves et incurables. Étude des impacts pour la RAMQ d'assumer les coûts non couverts par des assurances privées pour ces maladies.	RAMQ
572.	État de situation sur la méthode de calcul utilisée pour la détermination de la coassurance et de la franchise.	RAMQ
573.	Économies engendrées par l'abolition de la règle des 15 ans en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	RAMQ
574.	État de situation concernant les ruptures d'approvisionnement de médicaments, incluant notamment le nombre de ruptures en 2019-2020.	RAMQ
575.	Montant versé aux médecins en traitement différencié ou préférentiel pour les consultations de patients en isolement, au total ainsi que pour chaque spécialité médicale concernée.	RAMQ

576.	État de situation concernant l'application des solutions proposées par l'Association des pharmaciens propriétaires en juillet 2010 et en janvier 2011 au sujet des pénuries de médicaments.	RAMQ
577.	Nombre de Québécois non inscrits à la RAMQ, par groupe d'âge.	RAMQ
578.	Détail des contrats et des ententes signés avec les compagnies pharmaceutiques dans le cadre de la politique du médicament.	RAMQ
579.	Montant versé à titre d'honoraires aux pharmaciens en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020.	RAMQ
580.	Tout document ou échange intervenu entre le MSSS et l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires concernant la révision du mode de rémunération des pharmaciens.	RAMQ
581.	Nombre d'enfants privés de soins couverts en raison de leur statut migratoire ou de celui de leurs parents, et les mesures mises en place pour couvrir ce vide de couverture.	RAMQ
582.	Nombre de personnes avec qui la RAMQ transige en anglais.	RAMQ
583.	Estimation du coût des actes médicaux non payés par des personnes non couvertes par la RAMQ.	RAMQ
584.	État de situation au sujet du registre du don d'organes.	RAMQ
585.	Sommes consacrées au don d'organe, par région et par établissement, au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	RAMQ
586.	Pour les cinq dernières années, ventilation des dépenses du régime public par : a. Dépense totale (brut); b. Honoraires versés aux pharmaciens; c. Somme versée aux grossistes; d. Frais d'administration du régime public; e. Remboursement total de médicament; i. Médicaments innovateurs; ii. Médicaments génériques; iii. Autres.	RAMQ
587.	Liste des mesures et des montants économisés depuis l'année 2014-2015 en lien avec l'achat de médicaments.	RAMQ
588.	État de situation concernant la détermination du prix des médicaments génériques (balise de prix).	RAMQ
589.	Nombre de patients ayant reçu des soins de santé et des services hospitaliers hors Québec remboursés par la RAMQ.	RAMQ
590.	Montant total remboursé par la RAMQ au cours des cinq dernières années pour des services hospitaliers donnés en Ontario.	RAMQ
591.	Honoraires des médecins ontariens payés par la RAMQ au cours des cinq dernières années.	RAMQ
592.	État de situation quant à l'augmentation des pouvoirs (notamment d'inspection) demandée par la RAMQ afin de mieux remplir sa mission.	RAMQ
1593	Nombre de médecins ayant touché une prime à l'inscription (lettre d'entente 245) en 2019-2020 et sommes versées, en moyenne, par médecin.	RAMQ
594.	Nombre de médecins ayant touché une prime à l'inscription (lettre d'entente 245) totalisant une somme supérieure à 25 000 \$ en 2019-2020.	RAMQ

595.	Nombre de médecins ayant touché une prime à l'inscription (lettre d'entente 245) totalisant une somme supérieure à 50 000 \$ en 2019-2020.	RAMQ
596.	Somme totale déboursée par la RAMQ en lien avec les primes à l'inscription.	RAMQ
597.	Nombre de médecins ayant touché plus de 10 000 \$, plus de 20 000 \$ et plus de 50 000 \$ grâce aux primes à l'inscription en 2019-2020.	RAMQ
598.	Nombre de jours travaillés, par médecin (omnipraticiens et spécialistes), en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020.	RAMQ
599.	État de situation concernant la réglementation sur les aides techniques et les intentions du gouvernement quant à sa mise à jour.	RAMQ
600.	Mesures mises en place pour faciliter la reconnaissance des diplômes des médecins formés hors Québec.	RAMQ
601.	Nombre de cliniques privées gérées par des professionnels de la santé qui sont des participants au régime public et rémunérés par la RAMQ, par région, au 31 mars 2020.	RAMQ
602.	Nombre de cliniques privées gérées par des professionnels de la santé qui sont non participants au régime public et rémunérés par la RAMQ, par région, au 31 mars 2020.	RAMQ
603.	Ventilation des sommes supplémentaires versées aux médecins grâce à la clause remorque dont ils bénéficient par rapport aux hausses négociées par les employés du secteur public.	RAMQ
604.	Bilan de l'abolition du Commissaire à la santé et au bien-être. Nombre d'ETC ayant quitté la fonction publique. Nombre d'ETC ayant été réintégrés dans la fonction publique incluant dans quelle entité, par catégorie d'emploi.	RAMQ
605.	Nombre d'enquêtes conclues par la RAMQ, nombre de condamnations à la suite des enquêtes de la RAMQ, nombre d'ententes hors cour, nombre d'enquête en cours, le tout par type de professionnel sous enquête. Total des sommes récupérées.	RAMQ
606.	Budget consacré aux enquêtes de la RAMQ. Nombre d'ETC dédiés à ces enquêtes.	RAMQ
607.	Tout rapport, toute étude et estimations en lien avec la réouverture des ententes salariales avec les médecins omnipraticiens et les médecins spécialistes; estimations des économies à réaliser en 2019-2020 et pour les 10 années suivantes.	RAMQ
608.	Total des sommes surfacturées contrôlées par la RAMQ et total des sommes surfacturées récupérées. Ventilation par type de professionnel de la santé et par année, pour les cinq dernières années.	RAMQ
609.	Nombre de demandes d'exception pour l'approbation de médicaments reçues par la RAMQ par année, pour les cinq dernières années. Pourcentage des demandes d'exception acceptées et délais moyen, par année.	RAMQ
610.	Délai moyen entre l'approbation d'un médicament par Santé Canada et la couverture par la RAMQ, par année, pour les cinq dernières années. Nombre de nouveaux médicaments approuvés par Santé Canada qui ne sont pas couverts par la RAMQ, par année, pour les cinq dernières années.	RAMQ
611.	Nombre de cas de rougeole au Québec par année depuis cinq ans.	RAMQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 1

Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

.....

RÉPONSE NO 1

En 2019-2020, aucune demande d'accès à l'information n'a été transmise au cabinet ministériel pour approbation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 2

Liste des nouvelles mesures instaurées en 2019-2020 et, pour chacune, les mesures abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).

RÉPONSE NO 2

La réponse à cette question est fournie dans le *Cahier explicatif des crédits 2019-2020*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 3

Indiquer les sommes dépensées pour 2019-2020 par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

RÉPONSE NO 3

La réponse est fournie à la question no 1 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 4

Évolution au cours des dix dernières années des sommes dédiées aux services sociaux comparativement aux sommes dédiées aux services et soins de santé.

.....

RÉPONSE NO 4

La réponse est fournie à la question n° 4 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 5

Pour chaque direction du ministère et des organismes relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2019-2020 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.

RÉPONSE NO 5

La réponse à cette question est fournie à la question n° 5 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 6

Nombre de postes laissés vacants pour tous les titres d'emploi pour lesquels cette information est disponible au cours de la dernière année, par région et par établissement.

.....

RÉPONSE NO 6

La réponse est fournie à la question 7 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 7

Nombre de postes ayant été abolis pour tous les titres d'emploi pour lesquels cette information est disponible au cours de la dernière année, par région et par établissement.

.....

RÉPONSE NO 7

La gestion et la création de postes relèvent de chaque établissement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 8

Campagnes de publicité et de sensibilisation réalisées en 2019-2020, incluant les coûts et le nom des firmes ayant réalisé le mandat.

RÉPONSE NO 8

La réponse à cette question est fournie à la question no. 8 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 9

Liste de tous les sondages effectués en 2019-2020, incluant les coûts, les sujets et le nom des firmes les ayant réalisés.

RÉPONSE NO 9

La réponse à cette question est fournie à la question no. 9 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 10

Budget de fonctionnement de chacun des organismes relevant du ministre de la Santé et des Services sociaux.

.....

RÉPONSE NO 10

Le budget de fonctionnement de chacun des organismes relevant de la ministre de la Santé et des Services sociaux est présenté dans le volume « Budget de dépenses 2020-2021- Budget des organismes autres que budgétaires ».

Pour l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), le budget de fonctionnement est présenté dans le volume « Budget de dépenses 2020-2021- Crédits des ministères et organismes ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 11

Liste des CISSS, des CIUSSS et des centres non fusionnés qui ont contracté en 2019-2020 avec des prestataires de soins de santé issus d’entreprises privées lors d’un appel d’offres de services de répit et de présence-surveillance aux proches aidants. Fournir une copie des contrats.

RÉPONSE NO 11

CISSS ou CIUSSS	Nombre de contrats	Prestataires de soins de santé
CIUSSS du Saguenay-Lac-St-Jean.	3	Répit Confort inc.
		AQDR Chicoutimi
		Services Epajus inc.
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	5	Centre de loisirs Adaptés de la Maison Grandi-Ose
		L’Arche Mauricie
		Association des personnes handicapées de la MRC de Bécancour
		L’Association pour l’intégration sociale des Bois-Francis
		Association pour la déficience intellectuelle et trouble du spectre de l’autisme Centre-Mauricie/Mékinac
CIUSSS de l’Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	1	La Maison soutien aux aidants
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l’Île-de-Montréal	2	Sigma Santé
		Centre Évasion
Centre universitaire de santé McGill (CUSM)	1	Sigma Santé
CISSS des Îles	1	Association des personnes handicapées des Îles
CISSS de Laval	1	Fondation Le Pilier
CISSS Chaudière-Appalaches	1	Résidence le Con’for de Saint-Rédempteur
CISSS de Lanaudière	1 (renouvellement)	Le Baluchon Alzheimer

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 12

Crédits engagés, montants dépensés, actions menées, échéancier, état et suivi des recommandations des différents comités mis en place par le ministre de la Santé et des Services sociaux et relevant de celui-ci en 2019-2020.

RÉPONSE NO 12

La réponse à cette question est fournie à la question no 11 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 13

Coût total par région, par établissement et pour le Québec, de l'assurance salaire pour les cinq dernières années ainsi que les projections pour 2020-2021

.....

RÉPONSE NO 13

La réponse est fournie à la question 12 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 14

Taux d'absentéisme par type d'emploi, par établissement du réseau de la santé et des services sociaux, par région et au total pour 2018-2019 et 2019-2020.

RÉPONSE NO 14

La réponse est fournie à la question 13 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 15

La solidarité : une richesse pour le Québec : Orientations et **initiatives relevant du ministère de la Santé** ayant été maintenues pour 2019-2020, budgets qui y ont été accordés ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

RÉPONSE NO 15

Les orientations et initiatives ayant été maintenues sont les suivantes :

	Budget 2019-2020
Financement des organismes en matière de soutien à l'autonomie des aînés	10 M\$
Commission sur les soins de fin de vie	905 400 \$

Les données 2020-2021 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 16

Coût total pour les projets du CHUM, du CUSM, et de Sainte-Justine, incluant les coûts d'immobilisation

RÉPONSE NO 16

Évolution des budgets en immobilisation des CHU de Montréal depuis le 30 mars 2009 (en M\$)

Budgets autorisés par décret					
	CRCHUM	CHUM	CUSM	CHUSJ	TOTAL
Autorisation d'aller en appel de proposition	2008	2009	2008	trop tôt	
Budgets en immobilisation	287 \$	1 578 \$	1 856 \$	485 \$	4 206 \$
Risques généraux	36 \$	227 \$	129 \$		392 \$
Inflation et TPS nette	33 \$	354 \$	240 \$		627 \$
Total au 31 mars 2009	356 \$	2 159 \$	2 225 \$	485 \$	5 225 \$

Réajustements autorisés par décret					
Autorisations des ajustements	2010 - jan	2010 - déc	2010 - jan	2012 - mai	
Modifications autorisées par décret	81 \$	295 \$	80 \$	274 \$	730 \$
Risques généraux	12 \$	30 \$	- \$	41 \$	83 \$
Inflation et TPS nette	14 \$	145 \$	50 \$	126 \$	335 \$
Sous-total ajustements	107 \$	470 \$	130 \$	441 \$	1 148 \$
Total au 31 décembre 2011	463 \$	2 629 \$	2 355 \$	926 \$	6 373 \$

Ajustements budgétaires pour inscription au PQI					
Composantes autofinancées		180 \$	220 \$	55 \$	455 \$
TVQ nette	25 \$	135 \$	105 \$	40 \$	305 \$
Retrait du campus de la Montagne (HGM et Neuro)			(380) \$		(380) \$
Utilisation des prix de construction déclarés + éléments radiés	67 \$	131 \$	163 \$	(81) \$	280 \$
Sous-total des ajustements	92 \$	446 \$	108 \$	14 \$	660 \$
Budgets en immobilisation inscrits au PQI (30 06 2014)	555 \$	3 075 \$	2 463 \$	940 \$	7 033 \$

Au 31 mars 2011, le budget d'immobilisation total pour les trois projets de modernisation des CHU de Montréal était de 6,373 milliards.

Au 30 juin 2013, il était passé à 6,279 milliards à la suite de la signature du contrat du CHU Sainte-Justine, qui s'est avéré moins coûteux que ce qui avait été budgété. Depuis ce temps, il n'y a eu aucune hausse des budgets autorisés et les quelques changements acceptés ont été absorbés par les provisions prévues à cet effet.

Au Plan québécois des infrastructures (PQI), le total a atteint 7,033 milliards \$.

Le PQI contient le coût des éléments de nos projets qui doivent s'autofinancer comme les stationnements et les espaces commerciaux (455 M\$), et qui ont toujours été exclus des budgets des CHU. Même chose pour la TVQ nette (qui retourne dans les coffres de l'État québécois), à hauteur de 305 M\$.

Ces éléments, qui n'ont jamais fait partie de nos budgets, ne sont pas des dépenses additionnelles. Ils n'ajoutent rien aux trois projets de modernisation tels qu'autorisés entre 2010 et 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 17

Liste des études, analyses et recommandations effectuées par le MSSS ou commandées par celui-ci depuis 2014 et portant sur la construction des hôpitaux universitaires.

RÉPONSE NO 17

Au cours de l'année 2019-2020, des mandats ponctuels ont été réalisés pour assister le Centre hospitalier de l'Université de Montréal et le Centre universitaire de santé McGill dans la gestion et l'exploitation des ententes de partenariat.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 18

Coûts liés aux expropriations de six bâtiments situés derrière l'Hôpital Saint-Luc au 31 mars 2019.

RÉPONSE NO 18

- Le dernier de ces dossiers a été réglé en 2018.
- Le total des sommes déboursées pour les acquisitions et expropriations est de 74,7 M\$.
- Cette somme reste en deçà du budget et de la réserve allouée pour les acquisitions et expropriations.

QUESTION NO 19

Coûts de planification et de gestion pour les travaux effectués par les équipes de planification des CHU, par les gestionnaires de projets et par l'équipe du Bureau du directeur exécutif depuis avril 2003.

RÉPONSE NO 19

La réponse à cette question est fournie à la question n° 14 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 20

Concernant le bureau du directeur exécutif pour la réalisation des projets du CHUM, du CUSM et du CHU Sainte-Justine, fournir :

- a. le nom de tous les membres du comité ou de toute autre instance créée aux fins d'étude des projets CHUM et CUSM depuis juillet 2005;
- b. les qualifications spécifiques et compétences professionnelles des membres, relatives à la gestion de grands projets;
- c. la rémunération globale et les dépenses remboursées depuis juillet 2005 pour chacun des membres;
- d. toute dépense du bureau;
- e. la liste des études préparées ou commandées par ce comité et copie de chacune, le cas échéant;
- f. la liste et les coûts des voyages pour chacun des membres du bureau.

RÉPONSE NO 20

a) L'équipe du Bureau du directeur exécutif (DE) compte maintenant au total six personnes, incluant les professionnels et le personnel de soutien. Au plus fort des activités, il y avait seize personnes au Bureau du DE.

L'équipe de direction du Bureau du DE se limite maintenant au Directeur exécutif.

b) Voici ses qualifications spécifiques et ses compétences professionnelles :

François Quintal

Directeur exécutif et directeur des finances

Monsieur Quintal assure la gestion financière des projets de modernisation des CHU de Montréal depuis maintenant quatorze ans et la Direction exécutive depuis mars 2018. Il possède une expérience de plus de 35 années en gestion financière et comptable ainsi qu'en contrôle des coûts. De 2003 à 2006, au sein de la division construction d'Hydro-Québec, qui réalise des projets d'ingénierie et de construction d'aménagements hydroélectriques, de lignes et de postes de transport d'électricité, il a assumé la responsabilité fonctionnelle du contrôle des coûts des projets et a dirigé les évaluations de contrôle et de réclamations reliées à l'administration des contrats de construction. Au cours de sa carrière, il a agi à titre de contrôleur corporatif, vice-président et contrôleur, et de chef des finances d'une variété d'entreprises de grande envergure. Monsieur Quintal est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'École des hautes études commerciales de Montréal et est membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec depuis 1983.

c) Rémunération globale et dépenses remboursées depuis juillet 2005 pour chacun des membres

La rémunération globale de l'ensemble de l'équipe du Bureau du DE, en incluant les professionnels et le personnel de soutien pour l'année 2019-2020 est de 1,1 M\$.

Les dépenses du personnel, pour la même période, sont de 15 000 \$. Cela inclut les remboursements de frais pour des allers-retours Montréal-Québec pour la participation à des

travaux du ministère de la Santé et des Services sociaux ou du Conseil du trésor, pour du transport urbain à Montréal et pour de la formation.

d) Toute dépense du bureau

Bureau du Directeur exécutif			
Dépenses cumulatives réelles			
31 mars 2020			
(En milliers \$)			
	Total Cumulatif Mars-19	Réel Mars-20	Total Cumulatif Mars-20
<u>CATÉGORIE</u>			
Rémunération	26 166	1 074	27 240
Dépenses de personnel	822	15	837
Honoraires professionnels reliés au bureau du DE	2 310	160	2 470
Communications	291	0	291
Équipe de l'Agence de Mtl	805	0	805
Autres	746	124	870
Sous-total bureau du DE	31 140	1 373	32 513
Honoraires CHQ/SIQ	1 282	0	1 282
Services professionnels achetés pour support aux CHU	692	64	756
TOTAL	33 114	1 437	34 551

e) Frais pour des études

Support à la gestion et à l'exploitation des Ententes de partenariat : 64 000\$

f) Frais de voyage

En 2019-2020, les membres et le personnel du Bureau du DE n'ont fait aucun voyage à l'extérieur du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 21

État de situation concernant les dépenses engagées pour la construction du nouveau CHUM, par année, depuis le début du projet.

RÉPONSE NO 21

CHUM

Dépenses cumulatives au 31 mars 2020

En millions de dollars (M \$)

DESCRIPTION	Dépenses cumulatives au 31 mars 2020
CONSTRUCTION	
Paiements au PPP (Note 1)	1090,4 M\$
Coûts hors PPP reliés à la construction (Note 2)	69,2 M\$
COÛTS HORS CONSTRUCTION (Note 3)	488,4 M\$
Grand total toutes taxes de vente exclues	1 648,0 M\$

- NOTE 1 : Incluant la partie du règlement à l'amiable financée par les économies relatives aux paiements de services mensuels (78 M\$, taxes nettes incluses).
- NOTE 2 : Coûts de démolition (Roland-Bock), honoraires de validation et suivi de la construction PPP par les équipes maître et travaux hors site par la ville.
- NOTE 3 : Principalement les coûts d'acquisition et expropriation, les coûts des équipements médicaux, des projets de TI et télécom, de processus PPP et de gestion.

QUESTION NO 22

État de situation concernant les étapes à venir relativement à la construction du nouveau CHUM, avec les échéanciers et les coûts prévus.

RÉPONSE NO 22

A) État de situation du projet du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, complexe hospitalier et étapes à venir :

La réception provisoire de la phase 1 du projet de modernisation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) a eu lieu le 31 mars 2017. La construction de la phase 2 a débuté à l'automne 2017 et elle donnera lieu à une réception provisoire de cette dernière phase du projet dans la première moitié de l'année 2021. La valeur des travaux de cette dernière phase est d'environ 500 M\$.

Rappelons que le contrat en partenariat public-privé (PPP) du complexe hospitalier du CHUM a été signé au début de juin 2011 avec le consortium Collectif Santé Montréal pour une valeur actualisée de 1,973 G\$, alors que le critère d'abordabilité avait été établi à 2,089 G\$.

Le budget d'immobilisations du CHUM, comme il est inscrit au Plan québécois des infrastructures, est de 3,07 G\$.

B) État de situation du projet du Centre de recherche du CHUM :

Les travaux de construction du Centre de recherche du CHUM sont terminés et il est en opération depuis l'hiver 2014. Le projet aura finalement coûté 14 M\$ de moins que ce qui avait été prévu au budget.

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 23

État de situation concernant le financement provenant de la Fondation du CHUM pour le projet du nouveau CHUM.

.....

RÉPONSE NO 23

Le financement attendu de la Fondation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal pour le projet du nouveau CHUM totalise 200 M\$. De ce montant, 40 M\$ était à recevoir durant la période de construction (montant reçu) et 160 M\$ était à recevoir durant la période d'exploitation. Selon la cédule de versements attendus, les montants prévus étaient de 16M\$ par année pour une période de 10 ans. Suivant le report de la réception provisoire, la cédule a été retardée d'un an et établie de 2017-2018 à 2026-2027.

Au 31 mars 2020, une somme de 64,4 M\$ (40 M\$ + 24,4M\$) a été reçue à l'instar du 88,0 M\$ prévu initialement (40 M\$ + 48M\$ (16 M\$*3 ans)).

QUESTION NO 24

État de situation des dépenses engagées depuis le début du projet ainsi que des étapes à venir concernant la modernisation du CHU Sainte-Justine, avec les échéanciers et les coûts prévus.

RÉPONSE NO 24

La construction du volet clés en main du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine a débuté en 2012 et la réception provisoire a eu lieu en juin 2016, comme prévu. Le transfert des patients a eu lieu en novembre 2016 et le déménagement au Centre de recherche a eu lieu en février 2017.

La majeure partie des travaux de réaménagement des espaces existants, dernière phase du projet, se poursuivra vraisemblablement d'ici la fin de 2021.

Comme il est inscrit au Plan québécois des infrastructures, le budget d'immobilisations du projet est de 939 M\$. Cela inclut une somme de 132 M\$ pour les activités autofinancées (dont 47,6 M\$ pour le stationnement) et le financement provenant d'autres sources que le gouvernement du Québec.

Le budget du projet est toujours sous contrôle.

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 25

Montants versés aux consortiums retenus pour les projets CHUM, CUSM et CHU Sainte-Justine. Montants supplémentaires (imprévus) réclamés par ces consortiums, ventilés. Montants accordés et montants toujours en suspens.

RÉPONSE NO 25

Au 31 mars 2020, les dépenses de 1 648 M\$ avaient été effectuées pour la conception-construction du projet du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, en incluant les versements prévus à l'Entente de partenariat à ce jour qui comptent pour 1 090 M\$.

La conception-construction du Centre universitaire de santé McGill étant terminée, il n'y a plus de versement à cet effet au partenaire privé.

Les dépenses totales encourues pour le projet *Grandir en santé* du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine au 31 mars 2020 sont de 739 M\$, incluant les paiements au contrat clés en main, maintenant complétés, qui totalisent 448 M\$, en excluant les taxes de vente. Cela inclut également des travaux exécutés avant même le début du projet « clés en main » (exemple : reconstruction du Manoir Ronald McDonald, unité de néonatalogie) à hauteur de 57 M\$.

Montants supplémentaires réclamés par les consortiums

En 2019-2020 aucune somme supplémentaire n'a été réclamée par aucun des consortiums.

QUESTION NO 26

État de situation concernant le projet de nouveau complexe hospitalier (NCH) sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

RÉPONSE NO 26

1. RÉSUMÉ

- La réalisation du projet du NCH sur le site de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus (HEJ) suit son cours normal. Il est rendu à l'étape de réalisation des travaux de la Phase 1 – Centre intégré de cancérologie (CIC) dont le mode de réalisation retenu est la gérance de construction.
- Pour la Phase 2 – Soins critiques, centre de recherche, réaménagements dans l'HEJ, plateforme clinico-logistique hors site (plateforme), stationnements, hôtellerie et nouvelle composante relative aux ailes D, I, N et O, les travaux ont débuté pour la plateforme et certains lots de construction. Pour les autres composantes, la réalisation des plans et devis se poursuivent en prévision des appels d'offres par lots de construction.
Pour la majorité des composantes de cette phase, le mode de réalisation retenu est celui de la gérance de construction.
- L'estimation de 1 967,5 M\$ des coûts du projet global respecte le budget initial.

2. RAPPEL DU CONTEXTE

- L'Hôtel-Dieu de Québec (L'HDQ) est confronté à des problématiques physiques majeures qui entravent son développement et sa capacité à répondre à la demande accrue de services. Le manque d'espace généralisé, la vétusté des lieux, la non-conformité au Code du bâtiment et en sécurité incendie, des aménagements non fonctionnels, les déficits notables en ce qui concerne les circuits logistiques et l'exiguïté des lieux sont au nombre des lacunes à résoudre.
- À la suite de la fusion, en juillet 2012, entre le Centre hospitalier universitaire de Québec et le Centre hospitalier affilié universitaire de Québec qui crée le CHU de Québec – Université Laval (CHU de Québec – UL), la nécessité d'une plus grande complémentarité intra-CHU de Québec, la complexité du site de L'HDQ, les risques de dépassement de coûts du projet de réhabilitation de L'HDQ dans le Vieux-Québec ainsi que l'ajout du projet de consolidation de l'offre de soins et de services en cancérologie ont mené l'établissement à évaluer d'autres options pour le projet de L'HDQ dont, entre autres, la construction du NCH sur le site de l'HEJ, soit l'option retenue par le gouvernement en septembre 2013.
- La mise en place d'un comité devra permettre de statuer sur le plan de réhabilitation de L'HDQ une fois toutes ses activités transférées à l'HEJ.

3. PORTÉE

Description	Superficies (m ²)
Superficie existante de l'HEJ	100 671
Constructions neuves	168 365
Hôtellerie (transaction immobilière)	4 200
Démolition	(23 139)
Superficie à terme sur le site	250 097
Plateforme clinico-logistique hors site	8 128
Réaménagement de l'HEJ	27 492
Stationnements	2 600 places

4. ÉTAPES FRANCHIES

- Septembre 2013 : Orientation gouvernementale quant au choix du site de l'HEJ pour y établir le NCH.
- Décembre 2014 : Confirmation du choix du site de l'HEJ pour l'implantation du NCH. Autorisation d'élaboration du Dossier d'opportunité (DO) du NCH.
- Mars 2016 : Approbation du Conseil des ministres (CM) sur le mémoire relatif au DO.
- Septembre 2016 : Autorisation d'élaboration du dossier d'affaires (DA) – Phase 1 du NCH.
- Janvier 2017 : Autorisation d'élaboration du DA – Phase 2 du NCH.
- Mars 2017 : Approbation du CM sur le mémoire relatif au DA – Phase 1 et sur le mémoire relatif à la planification d'une plateforme hors site pour offrir les services alimentaires, l'entreposage et la distribution de fournitures, et la pharmacie à l'ensemble des hôpitaux du CHU de Québec – UL, et ce, à même le budget maximal présenté au DO. Autorisation de réalisation des travaux de construction de la Phase 1 et de la planification de la plateforme à l'intérieur du DA – Phase 2.
- Mai 2018 : Approbation du CM sur le mémoire relatif au DA Phase 2 – Soins critiques, réaménagements dans l'HEJ, recherche, plateforme clinico-logistique, hôtellerie et stationnements.
- Juin 2018 : Autorisation ministérielle pour la réalisation de la Phase 2.

5. ÉTAPES EN COURS

- Phase 1 : Appels d'offres par lots de construction et réalisation des travaux de construction jusqu'en mars 2021.
- Phase 2 : Réalisation des travaux de la plateforme et de certains lots de construction. Pour les autres composantes, plans et devis définitifs, appel d'offres par lots et travaux de construction jusqu'en décembre 2025.

6. LIVRAISON DU PROJET PAR PHASES (à la suite de la pandémie, certaines dates demeurent à être définies)

- Plateforme : Septembre 2020;
- Radio-oncologie : Juin 2020 (début des activités cliniques : à définir);
- CIC : Mars 2021 (CIC-RO, niveau 0-1000 : septembre 2020);
- Hôtellerie : Janvier 2021;
- Cyclotron : À définir;
- Centre de recherche : Mars 2022;
- Soins critiques : À définir;
- Nouveaux stationnements : 2020 et 2024;
- Réaménagements HEJ : Décembre 2025.

QUESTION NO 27

État de situation concernant les activités que conservera l'Hôtel-Dieu de Québec après le déménagement de plusieurs activités sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

RÉPONSE NO 27**CONTEXTE**

Le projet de construction d'un nouveau complexe hospitalier (NCH) sur le site de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus (HEJ) avance très rapidement et la livraison de la phase 1 est prévue pour 2020. Cette phase entraînera une première vague de déménagement d'activités du Pavillon de l'Hôtel-Dieu de Québec (L'HDQ) vers l'HEJ, ce qui aura comme impact de laisser quelques bâtiments sans usage, dès le début de l'année 2021. La livraison de la phase 2 du NCH, prévue par étapes entre 2023 et 2025, complètera le déménagement de toutes les activités cliniques et de recherche actuellement situées à L'HDQ. Il est donc essentiel de déterminer rapidement l'usage des bâtiments qui seront laissés vacants à partir de 2021.

ACTIONS POSÉES

- **Septembre 2013** : Orientation gouvernementale quant au choix du site de l'HEJ pour y établir un NCH et, par le fait même, la nécessité de trouver une nouvelle vocation pour les bâtiments de L'HDQ;
- **Avril 2018** : Mandat confié par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS) pour élaborer un nouveau scénario de réutilisation des bâtiments de L'HDQ;
- **Juin 2018** : Mise en place d'un comité directeur, sous la gouverne du CIUSSS, avec les différents partenaires impliqués dans le projet de réutilisation (le CIUSSS, le CHU de Québec – Université Laval, l'Université Laval, la Ville de Québec, les Augustines, l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec – Université Laval et l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ));
- **Juillet 2018** : Autorisation donnée au CIUSSS pour élaborer, en collaboration avec le CHU de Québec – UL, un Dossier d'opportunité (DO) du projet de réutilisation des bâtiments de L'HDQ.

ÉTAPES EN COURS

- Réalisation du mandat confié au CIUSSS pour l'élaboration du scénario des nouveaux usages pour le site de L'HDQ. Pour le moment, trois volets sont envisagés :
 - **Santé publique, santé des populations** : Réaliser un regroupement stratégique et unique d'expertises en santé publique, en santé des populations autour d'un concept de santé durable. Ce regroupement unique d'organismes dédiés à l'intervention, à l'expertise

scientifique, au transfert des connaissances, à la recherche, à la formation en santé publique et en santé durable;

- **Services cliniques** : Offre de services de santé et de services sociaux de première ligne variée répondant aux besoins de la population;
 - **Optimisation des espaces régionaux** : **Disposition** de certains bâtiments et la réutilisation de certains espaces afin d’optimiser le parc immobilier de la région (élimination d’espaces en location). Évaluation de la possibilité de démolir quelques étages de la tour principale.
- Les besoins exprimés par les différents partenaires (l’INSPQ, le CIUSSS et le CHU de Québec – UL, etc.) excède les superficies disponibles à L’HDQ.

ACTIONS À VENIR

- Optimisation des besoins;
- Présentation du rapport par le CIUSSS concernant le scénario de réutilisation des bâtiments de L’HDQ.
- Réaliser le DO qui permettra de définir la portée des travaux immobiliers en plus de préciser le budget, le mode de réalisation et l'échéancier de réalisation.

ÉCHÉANCIER

Activités	Échéance (fin de l'étape)
Plan de réutilisation (rapport du CIUSSS)	Été 2020
Programme fonctionnel et technique	Mai 2020
Approbation du DO par le Conseil des ministres	Mars 2021
Réalisation et approbation du Dossier d'affaires	À venir
Début des travaux	À venir

QUESTION NO 28

Bilan des investissements et des actions menées à l'égard des engagements pris par le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- a. au Rendez-vous national des régions;
- b. au Forum autochtone.

RÉPONSE NO 28

Généralités

Le *Rendez-vous national des régions* s'est tenu du 12 au 14 novembre 2002, à Québec. À cette occasion, les 14 régions du Québec se sont rencontrées et ont été invitées à bâtir le plan d'action Québec-Régions pour les prochaines années, en misant sur la culture pour soutenir leur développement.

Le Forum socioéconomique des Premières Nations s'est tenu les 25, 26 et 27 octobre 2006, dans la communauté innue de Mashteuiatsh. Il s'agissait du premier forum socioéconomique des Premières Nations et se voulait un forum de rencontres et d'échanges rassemblant autour d'une même table les Premières Nations et les Inuits, la société civile, les gouvernements du Québec et du Canada. Il cherchait notamment à rassembler toutes les parties concernées par les questions de développement social et économique des Premières Nations du Québec.

Dans ce contexte, et plus particulièrement à la suite du Forum socioéconomique des Premières Nations, le gouvernement du Québec a pris des engagements visant à apporter des solutions concrètes aux écarts socioéconomiques et de qualité de vie défavorable présents chez les membres des Premières Nations comparativement aux autres citoyens du Québec. Depuis, le gouvernement du Québec a entrepris la réalisation de ces engagements en collaboration étroite avec les représentants des Premières Nations et du gouvernement fédéral.

Dans le respect des engagements pris par le gouvernement du Québec, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) ainsi que le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) offrent leur soutien au développement des services de première ligne dans les communautés non conventionnées, notamment sous l'angle :

- Du transfert de connaissances et d'expertise aux intervenants des communautés (ex. : dépendances);
- De l'offre aux intervenants de programmes de formation qui sont destinés à ceux du RSSS;
- De l'accès aux applications informatiques du RSSS pour la gestion des dossiers en services sociaux de première ligne et en protection de la jeunesse.

Ce soutien au développement des services de première ligne dans les communautés non conventionnées se concrétise de la façon suivante :

Collaboration tripartite (Premières Nations, MSSS, Services Autochtones Canada)

Depuis 2007, les Premières Nations, le ministère des Services aux Autochtones Canada et le gouvernement du Québec (ministère de la Santé et des Services sociaux) ont mis en place des comités tripartites afin de travailler en collaboration à améliorer l'état de santé des populations autochtones dans le respect des obligations qui incombent à chacun des paliers de gouvernement. Les travaux de ces comités portent notamment sur :

- La négociation d'ententes en vertu de l'article 37.5 de la Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ);
- L'élaboration d'un cadre de référence sur les projets de vie des enfants autochtones;
- Les enjeux particuliers que soulèvent le choix et l'actualisation des projets de vie pour ces enfants, notamment le maintien des liens avec leur famille et avec leur communauté;
- Les responsabilités légales, financières et cliniques lors du transfert d'un enfant membre des Premières Nations;
- L'élaboration d'un canevas d'entente bipartite destinée à être signée entre, d'une part, les établissements du réseau de la santé et des services sociaux exploitant un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse et, d'autre part, les Premières Nations non conventionnées (article 37.6 LPJ);
- Divers dossiers de santé publique, personnes âgées, santé mentale;
- Processus de gouvernance en santé et en services sociaux des Premières Nations au Québec.

Contribution financière annuelle pour la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL)

Conformément aux engagements pris lors du Forum socioéconomique des Premières Nations en octobre 2006, le MSSS accorde une subvention annuelle pour le fonctionnement de la CSSSPNQL. Pour l'année 2019-2020, la subvention a été de 307 000 \$.

Le MSSS finance également, selon les demandes reçues, d'autres projets particuliers en santé et services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 29

Sommes consacrées par le MSSS et les établissements de santé à la lutte contre les maladies nosocomiales, depuis 2004. Indiquer les sommes par établissement, par région et au total.

RÉPONSE NO 29

Le budget pour la lutte aux infections nosocomiales fait partie du budget des établissements publics en santé.

QUESTION NO 30

Nombre de cas et de décès par établissement liés à une maladie nosocomiale depuis 2004, par année et au total. Même question pour les EPC.

RÉPONSE NO 30

Explications :

- À noter que pour l'année 2019-2020, les données sont partielles et préliminaires.
- Les cases sans donnée indiquent soit que l'établissement ne participe pas à cette surveillance ou qu'ils n'ont saisi aucun cas ou aucun décès. Les cases avec un zéro indiquent que l'établissement n'a pas eu de cas ou pas eu de décès (selon la page consultée).
- Source des données : Portail de surveillance, Infocentre, INSPQ, 15 juin 2020.

Programmes de surveillance :

- Diarrhées à *Clostridioides difficile* (DACD) : surveillance obligatoire des cas depuis le 22 août 2004 et des décès pour les cas nosocomiaux depuis le 17 août 2008.
- Bactériémies nosocomiales à *Staphylococcus aureus* (SARM) : surveillance obligatoire des cas depuis le 7 janvier 2007 et des décès depuis le 1^{er} avril 2013.
- Surveillance des infections à entérocoque résistant à la vancomycine (ERV) : surveillance obligatoire des infections à ERV depuis le 11 septembre 2011.
- Surveillance des bactériémies nosocomiales panhospitalières (BACTOT) : Surveillance optionnelle depuis 2007-2008 et obligatoire depuis le 22 septembre 2013.
- Surveillance des bactériémies nosocomiales sur cathéters centraux aux soins intensifs (BAC-USI) : Surveillance obligatoire depuis le 1^{er} avril 2007 pour les unités de 10 lits et plus, mais est demeurée volontaire pour les unités de 6 à 9 lits. Le nombre d'unités de soins intensifs participant à la surveillance a donc varié au fil des ans, ce qui doit être pris en compte lors de l'interprétation de l'évolution temporelle.
- Surveillance des bactériémies nosocomiales associées à un accès vasculaire en hémodialyse : Surveillance obligatoire depuis le 1^{er} avril 2011 pour les établissements de santé ayant une unité d'hémodialyse.
- Surveillance des infections à bactéries à Gram négatif productrices de carbapénémases (BGNPC) : Surveillance obligatoire depuis le 1^{er} avril 2017.

Surveillance des diarrhées à *Clostridium difficile* (DACD) :

Nombre de cas nosocomiaux, par établissement

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	29
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	46
03	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	105
	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	4
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	17
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	86
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CHU DE SHERBROOKE	103
06	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	66
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	92
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	98
	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	63
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	85
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	73
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	13
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	42
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	14
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	3
11	CISSS DE LA GASPÉSIE	8
	CISSS DES ÎLES	3
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	54
13	CISSS DE LAVAL	37
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	27
15	CISSS DES LAURENTIDES	62
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	110
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	81
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	46
TOTAL		1378

Surveillance des diarrhées à *Clostridium difficile* (DACD) :

Nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic, par établissement

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	5
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	5
03	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	9
	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	0
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	1
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	10
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	7
06	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	8
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	1
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	13
	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	5
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	8

Région	Établissement	2019-2020
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	7
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	0
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	0
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	1
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	0
11	CISSS DE LA GASPÉSIE	2
	CISSS DES ÎLES	0
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	7
13	CISSS DE LAVAL	2
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	3
15	CISSS DES LAURENTIDES	8
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	6
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	11
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	6
TOTAL		128

Surveillance des bactériémies nosocomiales à *Staphylococcus aureus* (SARM) :
Nombre de cas, par établissement, par année

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	1
	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	4
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	3
	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	6
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	4
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	3
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	1
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	1
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	
	CISSS DE LA GASPÉSIE	1
11	CISSS DES ÎLES	
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	
13	CISSS DE LAVAL	3
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	
15	CISSS DES LAURENTIDES	
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	2
TOTAL		29

Surveillance des bactériémies nosocomiales à *Staphylococcus aureus* (SARM) :
Nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic, par établissement

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	1
	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	2
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	1
	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	1
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	1
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	1
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	
	CISSS DE LA GASPÉSIE	1
11	CISSS DES ÎLES	
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	
13	CISSS DE LAVAL	2
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	
15	CISSS DES LAURENTIDES	
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	2
TOTAL		12

Surveillance des infections à entérocoque résistant à la vancomycine (ERV) :
Nombre de cas nosocomiaux, par établissement

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	
	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	
	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	6
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	2
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	2
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	2

Région	Établissement	2019-2020
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	25
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	
11	CISSS DE LA GASPÉSIE	
	CISSS DES ÎLES	
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	
13	CISSS DE LAVAL	
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	
15	CISSS DES LAURENTIDES	2
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	1
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	
TOTAL		40

Surveillance des infections à entérocoque résistant à la vancomycine (ERV) : Nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic, par établissement, par année

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	
	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	
	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	4
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	2
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	2
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	
11	CISSS DE LA GASPÉSIE	
	CISSS DES ÎLES	
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	
13	CISSS DE LAVAL	
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	
15	CISSS DES LAURENTIDES	1
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	1
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	
TOTAL		10

Surveillance des bactériémies nosocomiales panhospitalières (BACTOT) :
Nombre de cas nosocomiaux, par établissement, par année

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	41
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	75
03	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	422
	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	2
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	31
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	66
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	171
06	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	343
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	69
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	271
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	179
	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	60
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	180
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	22
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	121
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	24
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	80
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	13
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	19
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	
11	CISSS DE LA GASPÉSIE	14
	CISSS DES ÎLES	2
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	65
13	CISSS DE LAVAL	100
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	82
15	CISSS DES LAURENTIDES	122
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	114
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	85
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	62
TOTAL		2835

Surveillance des bactériémies nosocomiales panhospitalières (BACTOT) :
Nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic, par établissement, par année

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	9
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	17
03	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	59
	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	0
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	9
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	9
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	37
06	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	51
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	6
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	39
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	35
	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	12
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	49
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	4
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	32

Région	Établissement	2019-2020
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	3
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	19
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	2
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	
11	CISSS DE LA GASPÉSIE	5
	CISSS DES ÎLES	0
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	5
13	CISSS DE LAVAL	18
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	11
15	CISSS DES LAURENTIDES	29
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	28
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	24
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	20
TOTAL		533

Surveillance des bactériémies nosocomiales sur cathéters centraux aux soins intensifs :
Nombre de cas, par établissement, par année

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	1
	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	7
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	4
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	8
	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	11
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	11
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	21
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	6
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	10
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	2
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	4
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	3
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	2
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	
11	CISSS DE LA GASPÉSIE	
	CISSS DES ÎLES	
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	
13	CISSS DE LAVAL	1
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	2
15	CISSS DES LAURENTIDES	1
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	1
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	1
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	2
TOTAL		98

**Surveillance des bactériémies nosocomiales sur cathéters centraux aux soins intensifs :
Nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic, par établissement, par année**

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	0
	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	1
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	3
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	1
	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	2
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	1
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	6
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	2
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	3
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	1
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	0
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	2
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	0
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	
11	CISSS DE LA GASPÉSIE	
	CISSS DES ÎLES	
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	
13	CISSS DE LAVAL	0
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	0
15	CISSS DES LAURENTIDES	1
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	0
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	1
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	2
TOTAL		26

**Surveillance des bactériémies nosocomiales associées à un accès vasculaire en hémodialyse :
Nombre de cas nosocomiaux, par établissement, par année**

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	1
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	3
	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	5
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	5
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	2
	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	15
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	2
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	9
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	11
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	3
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	6
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	1
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	4
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	10

Région	Établissement	2019-2020
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	1
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	
11	CISSS DE LA GASPÉSIE	
	CISSS DES ÎLES	
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	
13	CISSS DE LAVAL	6
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	3
15	CISSS DES LAURENTIDES	3
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	19
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	6
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	3
TOTAL		118

Surveillance des bactériémies nosocomiales associées à un accès vasculaire en hémodialyse :
Nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic, par établissement, par année

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	0
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	1
	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	1
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	0
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	0
	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	0
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	0
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	2
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	0
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	0
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	2
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	0
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	1
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	3
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	0
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	
11	CISSS DE LA GASPÉSIE	
	CISSS DES ÎLES	
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	
13	CISSS DE LAVAL	1
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	0
15	CISSS DES LAURENTIDES	0
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	2
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	0
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	0
TOTAL		13

Surveillance des infections à bactéries à Gram négatif productrices de carbapénémases (BGNPC) : Nombre de cas nosocomiaux, par établissement, par année

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	1
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	2
	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	1
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	1
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	3
	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	2
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	2
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	4
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	2
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	2
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	1
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	
	CISSS DE LA GASPÉSIE	
11	CISSS DES ÎLES	
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	
13	CISSS DE LAVAL	4
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	
15	CISSS DES LAURENTIDES	
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	2
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	1
TOTAL		28

Surveillance des infections à bactéries à Gram négatif productrices de carbapénémases (BGNPC) : Nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic, par établissement, par année

Région	Établissement	2019-2020
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	
	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	
	INST. UNIV. DE CARDIO ET PNEUMO DE QUEBEC	
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUEBEC	
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE	
	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	1
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	1
06	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	1
	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	1
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	

Région	Établissement	2019-2020
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTREAL	
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS	
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD	
10	C. RÉG. DE SANTÉ ET DE SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	
11	CISSS DE LA GASPÉSIE	
	CISSS DES ÎLES	
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	
13	CISSS DE LAVAL	
14	CISSS DE LANAUDIÈRE	
15	CISSS DES LAURENTIDES	
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	1
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	
TOTAL		5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 31

Montant octroyé par le MSSS aux établissements du réseau de la santé et des services sociaux pour l'amélioration de la qualité de l'air en 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2020-2021. Indiquer les sommes par établissement, par région et au total.

RÉPONSE NO 31

La réponse à cette question est fournie à la question n° 82 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 32

Dépenses du réseau de la santé et des services sociaux par programme-clientèle (programme-service), et ce, par région et par établissement pour 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021. Indiquer le total par région, par établissement et le total national.

RÉPONSE NO 32

La réponse est fournie à la question n° 15 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 33

Nombre de titulaires d'emplois supérieurs et de cadres du MSSS (et leur rémunération totale), par catégorie d'emploi :

- a. Sous-ministres;
- b. Sous-ministres associés ou adjoints;
- c. Autres titulaires d'emplois supérieurs;
- d. Cadres autres que les titulaires d'emplois supérieurs.

RÉPONSE NO 33

La réponse est fournie à la question n° 16 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 34

Évolution des effectifs du MSSS, des CISSS et des CIUSSS au 31 mars 2019 et au 31 mars 2020.

RÉPONSE NO 34

La réponse à cette question est fournie à la question 15 j) des questions générales du ministère de la Santé et des Services sociaux.

QUESTION NO 35

Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes au sein de chacun des conseils d'administration des CISSS, des CIUSSS et des autres établissements de santé non fusionnés. Indiquer les mesures prises en 2019-2020 pour tendre vers la parité pour les ordres avec une sous-représentation féminine.

RÉPONSE NO 35

En vertu de l'article 17 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (RLRQ, chapitre O-7.2) (LMRSSS), les conseils d'administration (C. A.) doivent être constitués en parts égales de femmes et d'hommes. Lorsque la différence entre les femmes et les hommes est d'au plus deux, l'égalité entre eux est présumée.

En fonction du même article de la LMRSSS, le nombre de femmes et d'hommes exclut le membre observateur et la présidente-directrice générale ou le président-directeur général de l'établissement (PDG).

Le nombre de femmes au sein de chacun des C.A. est indiqué dans le tableau ci-dessous.

Région Nom de l'établissement	Nbr femmes	Nombre d'hommes	Nombre de postes vacants	Différence
Région 1				
Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) du Bas-Saint-Laurent	10	6	0	4
Région 2				
CISSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean	7	9	0	2
Région 3				
CHU de Québec – Université Laval	9	9	0	0
Institut de cardiologie et de pneumologie de Québec – Université Laval	9	9	0	0
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale	7	5	6	2
Région 4				
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	8	7	3	1
Région 5				
CIUSSS de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	8	10	0	2
Région 6				
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	10	7	1	3
Région 6 (suite)				

Région Nom de l'établissement	Nbr femmes	Nombre d'hommes	Nombre de postes vacants	Différence
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	9	9	0	0
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	8	10	0	2
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	10	7	1	3
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	7	8	3	1
Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)	9	7	2	2
Centre universitaire de santé McGill (CUSM)	9	9	0	0
Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine	9	9	0	0
Institute de cardiologie de Montréal (ICM)	9	7	2	2
Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel	8	8	2	0
Région 7				
CISSS de l'Outaouais	7	8	1	1
Région 8				
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	6	7	3	1
Région 9				
CISSS de la Côte-Nord	8	6	2	2
Région 10				
Centre régional de santé et de services sociaux (CRSSS) de la Baie-James	En cours de renouvellement			
Région 11				
CISSS de la Gaspésie	7	6	3	1
CISSS des Îles	8	3	5	5
Région 12				
CISSS de Chaudière-Appalaches	8	6	2	2
Région 13				
CISSS de Laval	8	6	2	2
Région 14				
CISSS de Lanaudière	9	6	1	3
Région 15				
CISSS des Laurentides	7	8	1	1
Région 16				
CISSS de la Montérégie-Centre	8	7	1	1
CISSS de la Montérégie-Est	6	7	3	1
CISSS de la Montérégie-Ouest	10	5	1	5

Mesures prises en 2019-2020 pour tendre vers la parité pour les ordres avec une sous-représentation féminine

Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre du C. A. est comblée pour la durée non écoulée du mandat.

Dans le cas d'un membre désigné, la vacance est comblée par résolution du C. A. pourvu que la personne visée par la résolution possède les qualités requises. Le C. A. doit également tenir en compte la parité dans ses nominations.

Dans le cas d'un membre nommé, la vacance est comblée par la ministre de la Santé et des Services sociaux qui peut demander au PDG de l'établissement de lui fournir des propositions de candidatures en fonction de la parité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 36

Nombre de postes de cadres abolis par année depuis le 1er avril 2014, par établissement et par région, et les montants versés en indemnités de départ

RÉPONSE NO 36

La réponse est fournie à la question 17 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 37

Économies liées à la mise en œuvre du projet de loi 10, par région et par établissement, pour l'année 2019-2020.

RÉPONSE NO 37

En 2017-2018, la révision de l'organisation et la gouvernance des services de santé et des services sociaux a généré des économies de 220 M\$, et ce, de façon récurrente.

QUESTION NO 38

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 10, par année, par région et par établissement :

- a. Nombre de baux résiliés et coûts associés à ces résiliations;
- b. Nombre de propriétés vendues et revenus associés à ces ventes;
- c. Nombre de locaux loués de la SQI et jugés excédentaires.

RÉPONSE NO 38

a. L'entrée en vigueur de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) notamment par l'abolition des agences régionales a engendré un exercice d'optimisation de l'espace locatif dans chacun des établissements.

Ainsi, les baux devenus caducs, dont l'échéance était à court terme, ont été résiliés. Les lieux loués à long terme et les propriétés du RSSS ont été utilisés afin de centraliser les activités. Plusieurs regroupements d'activités sont encore à l'étude par les établissements, mais ne pourront être réalisés que lorsque les échéances des baux des lieux concernés arriveront.

b. Les ventes exécutées entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2019 se résument ainsi :

- L'ancien édifice de l'Hôpital de Montréal pour enfants (Centre universitaire de santé McGill), excédentaire à la suite du déménagement des activités au site Glen;
 - Deux immeubles appartenant au CHU de Québec – Université Laval, soit un terrain vacant (terrain Charlevoix) et un édifice portant les numéros 4-6-8, rue Carleton, devenus excédentaires par la relocalisation du Nouveau complexe hospitalier (NCH);
 - Une parcelle de terrain du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest vendue à la Commission scolaire afin de favoriser l'implantation d'une nouvelle école;
 - La vente d'une parcelle de terrain par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal à sa Fondation pour permettre l'agrandissement d'une maison de soins palliatifs;
 - La vente d'un petit immeuble au 1331, 2^e avenue à Saguenay par le Centre intégré de santé et de services sociaux du Saguenay – Lac-Saint-Jean (CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean), vacant depuis de nombreuses années;
 - Le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière a cédé à la municipalité de Saint-Charles-Borromée deux terrains, lots 5 242 638 et 5 242 640;
 - La vente du 4921, rue des Peupliers, La Doré (CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean) à Saguenay Lac-Saint-Jean Réservations inc.;
 - Le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière a cédé à la Commission scolaire des Samares le terrain vacant, lot 5 676 219;
 - Le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue a vendu au Comité de la condition féminine au Témiscamingue le 28, rue Notre-Dame de Lourdes en la Ville de Ville-Marie;
-

- Le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches a vendu à Jonathan Dupont et Dominique Lagrange, le 7, avenue du Foyer à Sainte-Perpétue.
- La vente d'un immeuble sis au 2700, rue Angus appartenant au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, cet immeuble était vacant depuis plusieurs années;
- La cession d'une partie du terrain de l'Hôpital Sainte-Anne par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal en faveur de la Ville de Sainte-Anne;
- La vente du 4055, Papineau qui appartenait à la Société québécoise des infrastructures (SQI) (portefeuille santé pour le Centre hospitalier de l'Université de Montréal) à la Ville de Montréal.

Pour ce qui est de la période entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020 :

- La vente du 7500 St-Denis appartenant à l'Hôpital Chinois de Montréal, établissement regroupé au CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île de Montréal, à la ville de Montréal pour la somme de 3 521 250\$;

c. Les locaux loués de la SQI ont tous été maintenus puisqu'ils sont utiles à la mission des établissements locataires.

QUESTION NO 39

Coûts associés à la mise en œuvre du projet de loi 10, pour le MSSS et pour les établissements, notamment :

- a. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique des établissements;
- b. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les établissements dans la gestion du changement;
- c. les sommes versées aux membres du personnel ayant perdu ou quitté leur poste, notamment pour des indemnités de départ, des allocations de transition et des retraites anticipées;
- d. tout autre coût de transition lié à l'entrée en vigueur du projet de loi 10.

RÉPONSE NO 39

Les économies totales ont été de 220 M\$ et ont été réparties sur 3 ans.

Depuis 2017-2018 : 220 M\$ d'économies récurrentes.

Aucune somme n'a été dépensée au chapitre de l'embauche de personnes-ressources sur le budget du ministère de la Santé et des Services sociaux.

L'information sur les montants versés au personnel d'encadrement est fournie à la question 36 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 40

Concernant l'intégration des systèmes informatiques, informationnels et de l'ensemble des infrastructures en technologie de l'information liés à l'abolition des agences de santé et de l'entrée en vigueur du projet de loi 10 :

- a. nombre de systèmes à intégrer;
- b. échéancier de l'intégration;
- c. coûts estimés de l'intégration.

RÉPONSE NO 40

L'adoption du projet de loi 10 est le point de départ de l'action ministérielle pour les ressources informationnelles, plus particulièrement :

- Optimiser l'organisation de services;
- Améliorer l'accès aux services;
- Soutenir la pertinence des soins;
- Implanter le financement axé sur le patient;
- Rationaliser les technologies de l'information;
- A priori, un seul système par domaine d'affaires pour le Québec;
- Indépendance envers les fournisseurs.

Depuis juillet 2015, le MSSS impose un moratoire sur toute démarche et projet visant l'acquisition, le développement ou l'évolution d'un système informatique en lien avec la gestion des activités cliniques, administratives et financières des établissements, incluant les systèmes comptables et d'approvisionnement.

Le Ministère a annoncé aux établissements, en décembre 2015, son orientation stratégique en technologie de l'information : des systèmes d'information unifiés. Le Ministère travaille actuellement à la mise en œuvre de son orientation stratégique avec le réseau et ses partenaires.

En 2019-2020, l'état d'avancement des projets d'unification à l'étude ou ayant débutés est le suivant :

Projets	Phase du projet	Activités
Environnement numérique d'apprentissage (ENA)	Clôture	Maintien d'actif
Coût par parcours de soins et de services (CPSS)	Exécution	Déploiement
Système d'information unifié d'index patient organisationnel (IPO)	Exécution	Déploiement
Système d'information unifié d'agent d'intégration	Exécution	Déploiement
Système d'information unifié en endoscopie	Exécution	Travaux préparatoires au déploiement

Projets	Phase du projet	Activités
Système d'information unifié de numérisation	Exécution	Travaux préparatoires au déploiement
Système d'information unifié de laboratoire (SIL)	Exécution	Travaux préparatoires au déploiement
Système d'information unifié pour l'accès priorisé aux soins et services (APSS) et de rendez-vous	Planification	Dossier d'affaires
Système d'information unifié en ressources humaines volet santé et sécurité au travail	Planification	Processus d'appel d'offres
Système d'information unifié en ressources humaines et de la paie	Planification	Dossier d'affaires / devis
Système d'information unifié en gestion des finances et de l'approvisionnement	Planification	Dossier d'affaires / devis
Dossier santé numérique (DSN)	Planification	Dossier d'opportunité
Système d'information unifié de laboratoire d'anatomopathologie	Planification	Dossier d'affaires / devis
Système d'information unifié d'intelligence d'affaires	Planification	Dossier d'affaires
Système d'information Agir tôt	Planification	Processus d'appel d'offres
Télésanté	Planification	Dossier d'affaires / devis

Les projets de déploiement locaux sont financés à même les budgets disponibles en réaménageant les priorités. Quant aux travaux pour le FAP, tel qu'indiqué au Plan économique du Québec de mars 2017 en page A.44, le financement des travaux a été prévu notamment par la Provision pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé du ministère des Finances

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 41

Effectifs affectés au MSSS et aux établissements : budget, nombre de ETC et nombre de médecins (de famille et spécialistes), par région

RÉPONSE NO 41

Depuis le 1^{er} avril 2016, l'unité de mesure utilisée pour le contrôle et le suivi des effectifs au MSSS est l'heure rémunérée suivant une décision du Conseil du trésor du 17 mai 2016. La consommation d'heures rémunérées pour l'exercice 2019-2020 est de 2 177,60 milliers d'heures. Le système de suivi des heures rémunérées ne nous permet pas de faire la ventilation par région. Cette donnée inclut le personnel du Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux (FRISSSS), du Commissaire à la santé et au bien-être et du Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis.

Les informations sur les effectifs des établissements du réseau sont fournies à la question 21 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Budget de rémunération figurant au livre des crédits 2019-2020 pour le MSSS : 74 008 800 \$.

Source : SCT – Budget de dépenses 2019-2020.

Budget de rémunération 2019-2020 pour le FRISSSS est de : 23 252 532 \$.

Source : Directrice des services administratifs – informatique.

Le budget de rémunération des médecins est prévu aux états financiers de la RAMQ.

Nombre de ETC et nombre de médecins selon la région, 2018-2019						
Région	Nombre de ETC ¹			Nombre de médecins ²		
	Omni.	Spec.	Total	Omni.	Spec.	Total
01 Bas-Saint-Laurent	254	217	471	274	248	522
02 Saguenay - Lac-St-Jean	341	271	612	364	303	667
03 Capitale-Nationale	807	1 235	2 042	919	1 267	2 186
04 Mauricie et Centre-du-Québec	550	457	1 007	587	483	1 070
05 Estrie	508	578	1 086	576	633	1 209
06 Montréal	2 049	3 732	5 780	2 266	4 343	6 609
07 Outaouais	392	269	661	427	290	717
08 Abitibi-Témiscamingue	193	132	325	214	146	360
09 Côte-Nord	157	69	226	161	72	233
10 Nord-du-Québec	42	10	52	36	8	44
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	183	92	275	203	107	310
12 Chaudière-Appalaches	429	343	772	434	390	824
13 Laval	396	313	709	402	346	748
14 Lanaudière	436	332	768	468	359	827
15 Laurentides	526	392	918	602	404	1 006
16 Montérégie	1 164	986	2 150	1 280	1 075	2 355
17 Nunavik	46	6	52	50	5	55
18 Terres-Cries-de-la-Baie-James	76	6	82	76	5	81
Total	8 550	9 438	17 988	9 339	10 484	19 823

Source : MSSS, Données budgétaires 2018-2019 de la RAMQ.

¹ Les ETC sont calculés en divisant les revenus du médecin par une moyenne de revenu.

² Un médecin est comptabilisé si sa rémunération est supérieure à 5 000 \$ et est considéré installé dans la région où il a facturé la majorité de ses revenus.

QUESTION NO 42

Effectifs en prêt de services : nombre de ETC et sources de financement.

RÉPONSE NO 42

La réponse est fournie à la question n° 18 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 43

Nombre d'infirmières, d'infirmières auxiliaires, d'IPS et de préposés aux bénéficiaires à temps plein et à temps partiel dans le réseau de la santé et des services sociaux, au total ainsi que par région et par établissement, au 31 mars 2019 et au 31 mars 2020.

RÉPONSE NO 43

La réponse est fournie à la question 120 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 44

Bilan complet du projet pilote sur les ratios patients-infirmière, par établissement et par unité de soins.

RÉPONSE NO 44

Voici la synthèse des effectifs en soins infirmiers avant et après les projets-pilotes ainsi que le nombre d'ETC ayant été ajouté en application des ratios. Il est à noter que la hausse des effectifs moyenne est de 22 %, dont 51 % en centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD).

Établissement/ installation	Secteur et organisation syndicale visés	Nbre d'ETC d'infirmières		Nbre d'ETC d'infirmières auxiliaires		Nbre d'ETC ajouté
		Avant	Après	Avant	Après	
CISSS Chaudière-Appalaches/Hôtel-Dieu de Lévis	Médecine / FIQ	16,8	19,6	16,8	16,8	2,8
CISSS Gaspésie/Hôpital de Maria	Médecine / FSQ-CSQ	11,2	15,4	9,8	12,6	7,0
CISSS Bas-St-Laurent/CH régional du Grand-Portage	Médecine / FIQ	12,2	14,0	7,0	9,8	4,6
CHUQ-UL/Hôpital de l'Enfant-Jésus	Médecine / FIQ	27,6	30,4	16,8	16,8	2,8
CIUSSS ODIM/Hôpital général du Lakeshore	Médecine / FIQ	18,2	28,0	7,0	7,0	9,8
CISSS Lanaudière/Hôpital Le Gardeur	Médecine / FIQ	16,8	21,0	12,6	15,4	7,0
Sous-total Médecine:		102,80	128,40	70,00	78,40	34,00
CIUSSS MCQ/CHAUR de Trois-Rivières	Chirurgie / FIQ	14,0	19,6	11,2	12,6	7,0
CIUSSS NIM/Hôpital du Sacré-Coeur	Chirurgie / FIQ	13,32	17,67	4,42	7,36	7,29
CISSS Montérégie Ouest/Hôpital du Suroît	Chirurgie / FIQ	10,0	14,00	12,00	14,0	6,0
CISSS Laval/Hôpital de la Cité-de-la Santé	Chirurgie / FSQ-CSQ	19,64	21,27	8,18	13,09	6,54
CISSS Abitibi-Témiscamingue/CH d'Amos	Chirurgie / FIQ	8,00	12,00	4,0	6,0	6,0
Sous-total Chirurgie:		64,96	84,54	39,80	53,05	32,83
CISSS Outaouais/Hôpital de Hull	Urgence / FIQ	46,2	49,0	5,6	11,2	8,4
Sous-total Urgence:		46,20	49,00	5,60	11,20	8,40
CISSS Laurentides/CH de Mont-Tremblay	CHSLD /FIQ	5,6	11,2	9,8	9,8	5,6
CISSS Saguenay/LSJ/CHSLD de Bagotville	CHSLD /FIQ	4,8	9,85	7,0	7,0	5,05
CIUSSS Capitale nationale/Hôpital Général de Québec	CHSLD /FIQ	1,86	5,0	3,75	4,0	3,39
CIUSSS Estrie-CHUS/Hôpital et CH Argyll	CHSLD /FIQ	6,0	8,0	5,0	6,0	3,0
CHSLD Groupe Champlain - Chanoine-Audet (EPC)	CHSLD /FIQ	n/d	n/d	n/d	n/d	5,25
Sous-total CHSLD:		18,26	34,05	25,55	26,80	22,29
CISSS Montérégie-Centre/réseau local d'intégration de services de santé de Champlain	SAD / FIQ	36,00	36,0	9,00	9,8	0,8
Sous-total SAD:		36,00	36,00	9,00	9,80	0,80
CUSM/Hôpital général de Mtl - unité de soins intensifs	Inhalothérapie/ FIQ	Projet non démarré				
CISSS Côte-Nord/Hôpital de Sept-Iles	Médecine-Chirurgie / FSQ-CSQ	Projet abandonné				
TOTAL :		268,22	331,99	149,95	179,25	98,32

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 45

Ventilation complète des coûts engendrés par les ratios patients-infirmière, par établissement et par unité de soins.

RÉPONSE NO 45

Un budget de 5,3 M\$ a été réservé pour la période financière 2018-2019 afin de couvrir les 18 projets-pilotes sur les ratios professionnels en soins/patients.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 46

Fournir toutes les dates des rencontres du comité paritaire sur les projets ratios patients-infirmière, les noms des personnes présentes, les rapports préliminaires et les résultats du comité. Fournir un échéancier pour le dépôt du rapport et des recommandations.

RÉPONSE NO 46

En date d’aujourd’hui, il y a eu un total de 56 rencontres pour le comité paritaire CPNSSS-FIQ et 18 pour le comité paritaire CPNSSS-FSQ. Vous trouverez ci-dessous les dates des rencontres CPNSSS-FIQ ayant eu lieu entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020 ainsi que les noms des personnes présentes. Aucune rencontre du comité paritaire CPNSSS-FSQ n’a eu lieu au cours de cette même période.

DATES DES RENCONTRES FIQ	REPRÉSENTANTS PATRONAUX	REPRÉSENTANTS SYNDICAUX
6 juin 2019	Ingrid Tremblay Marie-France Fournier Monia Audy Martin Bédard	Jérôme Rousseau Marie-Ève Viau Katia Fecteau
20 juin 2019	Ingrid Tremblay Marie-France Fournier Monia Audy Martin Bédard Nydia Morin-Rivest Thomas Vigneault	Jérôme Rousseau Marie-Ève Viau Katia Fecteau
11 septembre 2019	Ingrid Tremblay Marie-France Fournier Martin Bédard Thomas Vigneault	Jérôme Rousseau Marie-Ève Viau Katia Fecteau
6 décembre 2019	Ingrid Tremblay Marie-France Fournier Monia Audy	Jérôme Rousseau Marie-Ève Viau Katia Fecteau
31 janvier 2020	Ingrid Tremblay Marie-France Fournier Monia Audy	Jérôme Rousseau Marie-Ève Viau Katia Fecteau

Les rapports finaux, non conjoints de la FIQ et du CPNSSS ne sont pas disponibles.

Les rapports finaux du comité paritaire FSQ-CPNSSS ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 47

Sommes dépensées pour la rémunération du personnel soignant autre que des médecins, par catégorie d'emploi, en 2019-2020

RÉPONSE NO 47

La réponse est fournie à la question 121 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 48

Ventilation des primes octroyées aux professionnels de la santé autres que des médecins en 2019-2020, par catégorie d'emploi.

RÉPONSE NO 48

La réponse est fournie à la question 122 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 49

Plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) en médecine de famille et plans d'effectifs médicaux (PEM) en spécialité pour chaque spécialité, par région, par établissement et par réseau local de services (RLS).

RÉPONSE NO 49

La réponse est fournie à la question n° 19 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 50

Titres d'emploi en veille ou jugés vulnérables dans le réseau de la santé, déficit projeté de main-d'œuvre et effectif requis – ventilés par région

.....

RÉPONSE NO 50

La réponse est fournie à la question 20 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 51

Budget d'opération et effectif, par catégorie d'emploi et par établissement, des CISSS, des CIUSSS et des établissements non fusionnés.

RÉPONSE NO 51

La réponse est fournie à la question no 21 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 52

Budget d'opération et effectif, par catégorie d'emploi et par établissement, dédiés aux centres jeunesse, aux centres de réadaptation en déficience physique (CRDP), aux centres de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDITED) et aux centres de réadaptation en dépendance.

.....

RÉPONSE NO 52

La réponse est fournie à la question no 21 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 53

Ventilation de l'annualisation des nouveaux services implantés au cours des trois dernières années par programme, par région et par établissement.

.....

RÉPONSE NO 53

La réponse à cette question est fournie dans le *Plan budgétaire du Québec de mars 2020*.

Pour ce qui est de la demande de répartition par région et par établissement, cette information n'est pas disponible.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 54

Coût de l'administration du réseau de la santé et des services sociaux :

- a. Montant total;
- b. MSSS;
- c. CISSS et CIUSSS par mission/direction/programme-service;
- d. Établissements non fusionnés par mission/direction/programme-service.

RÉPONSE NO 54

La réponse est fournie à la question n° 22 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 55

Budget octroyé à chacun des CISSS, des CIUSSS et des autres établissements de santé non fusionnés pour les indemnités liées aux déplacements pour les patients qui reçoivent des soins à l'extérieur de leur région.

.....

RÉPONSE NO 55

Les données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 56

Pour chacun des CISSS, des CIUSSS et des autres établissements de santé non fusionnés, le montant établi pour le remboursement des frais de transport par kilomètre parcouru, des frais de repas par jour et des frais d'hébergement par nuit pour le patient qui doit recevoir des soins à l'extérieur de sa région et pour son accompagnateur.

RÉPONSE NO 56

Les montants de l'aide financière sont prévus dans la Politique de déplacement des usagers à l'annexe 3 – *Particularités s'appliquant aux usagers devant recevoir, à la demande de leur médecin et de façon élective, des soins et des services non disponibles dans leur région* de la circulaire 2009-005 - *Politique de déplacement des usagers* (01 01 40 10) sur le site du ministère de la Santé et des Services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 57

Nombre de patients qui ont reçu des indemnités de déplacement en 2019-2020.

RÉPONSE NO 57

Les données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 58

Tableau détaillé des services médicaux spécialisés offerts dans les CISSS, les CIUSSS et les autres établissements de santé non fusionnés, ainsi que la liste des services médicaux spécialisés que ces CISSS, CIUSSS et autres établissements de santé non fusionnés doivent référer à l'externe.

RÉPONSE NO 58

L'information demandée n'est pas disponible.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 59

Ventilation des dépenses autres que salariales et des revenus.

RÉPONSE NO 59

La réponse se trouve dans les documents *Budget de dépenses 2020-2021 (Crédits des ministères et organismes)* et *Comptes de la santé 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 60

Ventilation des coûts de système par programme ou poste de dépenses, plus précisément : à combien sont estimés les coûts de système pour maintenir les programmes et les services actuels?

.....

RÉPONSE NO 60

La réponse à cette question est fournie dans le volume *Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses 2020-2021* et dans le Cahier explicatif des *Crédits 2020-2021* pour le détail par programme-service.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 61

Pour les chirurgies, coûts par région et par type d'intervention :

- a. hanche;
- b. genou;
- c. cataracte;
- d. bariatrique;
- e. autre.

RÉPONSE NO 61

La réponse est fournie à la question n° 167 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 62

Nombre de chirurgies réalisées, par type de chirurgie, par établissement et par année, au cours des cinq dernières années.

.....

RÉPONSE NO 62

La réponse est fournie à la question n^o 168 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 63

Nombre de chirurgies pratiquées dans le privé au service du public sans frais pour les patients en 2018-2019 et en 2019-2020.

RÉPONSE NO 63

La réponse est fournie à la question n^o 169 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 64

Pour chaque type de chirurgie, incluant notamment la chirurgie de la cataracte et la neurochirurgie, par région et par établissement, en 2018-2019 et en 2019-2020:

- a. Coût moyen;
- b. Durée moyenne de séjour;
- c. Nombre de chirurgies effectuées.

RÉPONSE NO 64

La réponse est fournie à la question n° 170 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 65

Pour les 3 dernières années, les dépenses d'administration générale (centre d'activités 7300), par région et par établissement.

RÉPONSE NO 65

Dépenses d'administration générale	
Centre d'activités 7300	
Région	2018-2019
RSS 01 Bas-Saint-Laurent	32 131 032
RSS 02 Saguenay--Lac-Saint-Jean	36 873 443
RSS 03 Capitale-Nationale	112 135 311
RSS 04 Mauricie et Centre-du-Québec	66 562 729
RSS 05 Estrie	60 388 632
RSS 06 Montréal	379 219 149
RSS 07 Outaouais	37 747 515
RSS 08 Abitibi-Témiscamingue	27 802 395
RSS 09 Côte-Nord	20 754 447
RSS 10 Nord-du-Québec	5 517 211
RSS 11 Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	16 869 350
RSS 12 Chaudière-Appalaches	46 682 772
RSS 13 Laval	34 042 564
RSS 14 Lanaudière	36 383 821
RSS 15 Laurentides	49 411 230
RSS 16 Montérégie	126 814 737
RSS 17 Nunavik	23 386 407
RSS 18 Terres-Cries-de-la-Baie-James	20 857 877
TOTAL QUÉBEC	1 133 580 622

La réponse est fournie en annexe.

Réponse no 65
Dépenses d’administration générale (centre d’activités 7300)

RSS	CORPO	Nom CISSS / CIUSSS
1	11045119	CISSS du Bas-Saint-Laurent
2	11045127	CIUSSS du Saguenay Lac St-Jean
2	23182884	CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-FRANÇOIS INC.
3	11045051	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL
3	11045135	CIUSSS de la Capitale Nationale
3	13027073	CENTRE D'HÉBERGEMENT DU BOISÉ LTÉE
3	13623616	INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC - UL
3	25457094	HÔPITAL STE-MONIQUE INC.
3	27508456	CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
3	28694321	CENTRE HOSPITALIER ST-FRANÇOIS INC.
3	51230175	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN DES MONTAGNES
3	54583091	CHSLD VIGI SAINT-AUGUSTIN
4	11045143	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec
4	29490414	FOYER SAINTS-ANGES DE HAM-NORD INC.
4	51225563	CHSLD VIGI LES CHUTES
5	11045150	CIUSSS de L'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
5	51230506	CHSLD VIGI SHERMONT
5	51233104	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN-DE-LA-ROSE-BLANCHE
6	11042280	CENTRE LE CARDINAL INC.
6	11042918	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
6	11044823	CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal
6	11045176	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
6	11045192	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal
6	11045200	CIUSSS de L'Est-de-l'Île-de-Montréal
6	11755501	CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
6	12114922	ATELIER LE FIL D'ARIANE INC.
6	12326849	RÉSIDENCE ANGÉLICA
6	12366043	C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.
6	12383907	RÉSIDENCE BERTHIAUME-DUTREMBLAY
6	12431656	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
6	12452645	HÔP. MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE
6	12453676	CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE ST-CHARLES
6	12562179	MAISON ÉLIZABETH
6	12599213	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
6	12652384	HAVRE-JEUNESSE
6	12694659	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
6	12797577	INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL
6	13000732	LES CÈDRES-CENTRE D'ACCUEIL POUR PERSONNES ÂGÉES
6	13506472	HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
6	15103658	CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
6	29530060	CHSLD BOURGET INC.
6	29530078	CHSLD BUSSEY (QUÉBEC) INC.
6	29732187	VILLA MÉDICA INC.
6	51218162	CHSLD LE ROYER
6	51225407	CHSLD VIGI REINE-ÉLIZABETH
6	51227957	CHSLD SAINT-GEORGES
6	51232627	CHSLD VIGI MARIE-CLARET
6	51234003	CENTRE D'HÉBERGEMENT SAINT-VINCENT-MARIE INC.
6	51234300	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN-DE-GOUIN
6	54583208	CHSLD VIGI DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
6	54583232	CHSLD VIGI DE PIERREFONDS
6	54982822	CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN - MARIE-VICTORIN
6	55477988	CHSLD VIGI DE MONT-ROYAL
7	11045218	CISSS de L'Outaouais
7	51223311	CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN GATINEAU
7	51223329	CHSLD VIGI DE L'OUTAOUAIS
8	11045226	CISSS de L'Abitibi-Témiscamingue
9	11043866	CLSC NASKAPI
9	11045234	CISSS de la Côte-Nord
10	11042686	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James
11	11044088	CISSS des Iles
11	11045242	CISSS de la Gaspésie
12	11045333	CISSS de Chaudière-Appalaches
12	13317037	PAVILLON BELLEVUE INC.
12	26370254	CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.
12	51224921	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN - CHANOINE-AUDET
12	51232122	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN-DE-L'ASSOMPTION
12	51232619	CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE
12	54601018	CHSLD VIGI NOTRE-DAME-DE-LOURDES
13	11045267	CISSS de Laval
13	12825188	RÉSIDENCE RIVIERA INC.
13	13625587	MANOIR ST-PATRICE INC.
13	51223204	CHSLD VIGI L'ORCHIDÉE BLANCHE
13	51230183	CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN SAINT-FRANÇOIS
13	51233997	CHSLD SAINT-JUDE
13	53956983	SANTÉ COURVILLE DE LAVAL
14	11043791	CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.
14	11045275	CISSS de Lanaudière
14	12653192	CHSLD HEATHER INC,
14	51223337	CHSLD VIGI YVES-BLAIS
14	51230217	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN LE CHÂTEAU
15	11045283	CISSS des Laurentides
15	51223303	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN-DE-LA-VILLA-SOLEIL
15	51231215	CHSLD VIGI DE DEUX-MONTAGNES
16	11045291	CISSS de la Montérégie-Centre
16	11045309	CISSS de la Montérégie-Est

Dépenses d'administration générale (centre d'activités 7300)

RSS	CORPO	Nom CISSS / CIUSSS
16	11045317	CISSS de la Montérégie-Ouest
16	13578448	ACCUEIL DU RIVAGE INC.
16	27368703	CENTRE D'ACCUEIL MARCELLE FERRON INC.
16	28609360	RÉSIDENCE SOREL-TRACY INC.
16	51223345	CHSLD VIGI DE BROSSARD
16	51225993	SANTÉ COURVILLE DE WATERLOO
16	51230209	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN JEAN-LOUIS LAPIERRE
16	51232635	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN DES POMMETIERS
16	54661442	CHSLD VIGI DE MONTÉRÉGIE
16	54780366	CENTRE HOSP. KATERI MEMORIAL-TEHSAKOTITSEN : THA
16	54982830	CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN CHÂTEAUGUAY
17	12730628	CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA
17	14665293	RRSSS Nunavik
17	18456327	CENTRE DE SANTÉ INUULITSIVIK
18	16258899	CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES
		Total

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 66

Liste d'attente pour une chirurgie d'un jour, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 66

La réponse est fournie à la question n^o 171 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 67

Liste d'attente pour une chirurgie bariatrique, par région et par établissement.

.....

RÉPONSE NO 67

La réponse est fournie à la question n^o 172 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 68

Liste d'attente pour une chirurgie oncologique, par région et par établissement.

.....

RÉPONSE NO 68

La réponse est fournie à la question n° 286 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 69

Délais pour les chirurgies, par région :

- a. Cancer colorectal;
- b. Cancer du sein;
- c. Cancer de la prostate;
- d. Cancer du poumon;
- e. Cancer de la peau;
- f. Cancer des glandes salivaires.

RÉPONSE NO 69

La réponse est fournie à la question n°173 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 70

Nombre de chirurgies en attente, par région et par établissement, depuis plus de :

- a) 3 mois;
- b) 6 mois.

RÉPONSE NO 70

Les données du nombre de chirurgies en attente de plus de trois mois et de plus de six mois sont présentées dans le tableau suivant. (Source : SIMASS, P13, le 31 mars 2020)

Région	Établissements	+ de 3 mois	+ de 6 mois
01 – Bas-Saint-Laurent	CISSS du Bas-Saint-Laurent	866	95
02 – Saguenay – Lac-Saint-Jean	CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean	2 174	884
03 – Capitale-Nationale	CIUSSS de la Capitale-Nationale	29	4
	CHU de Québec – Université Laval	3 452	1 156
	Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec	278	124
04 – Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	1 975	515
05 – Estrie	CIUSSS de l’Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	3 891	1 566
06 – Montréal	CIUSSS de l’Ouest-de-l’Île-de-Montréal	1 904	544
	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l’Île-de-Montréal	426	31
	CIUSSS du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal	1 950	894
	CIUSSS du Nord-de-l’Île-de-Montréal	2 346	752
	CIUSSS de l’Est-de-l’Île-de-Montréal	4 539	1 754
	Centre hospitalier de l’Université de Montréal	4 289	2 390
	Centre universitaire de santé McGill	3 085	1 209
	CHU de Sainte-Justine	2 845	1 844
	Institut de cardiologie de Montréal	3	3
	Hôpital Shriners pour Enfants (Québec) inc.	132	54
07 – Outaouais	CISSS de l’Outaouais	2 653	1 540
08 – Abitibi-Témiscamingue	CISSS de l’Abitibi-Témiscamingue	1 150	554
09 – Côte-Nord	CISSS de la Côte-Nord	314	100
10 – Nord-du-Québec	CRSSS de la Baie-James	37	11
11 – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	CISSS de la Gaspésie	224	79
	CISSS des Îles	16	4
12 – Chaudière-Appalaches	CISSS de Chaudière-Appalaches	2 103	489
13 – Laval	CISSS de Laval	1 962	1 051
14 – Lanaudière	CISSS de Lanaudière	2 791	1 457
15 – Laurentides	CISSS des Laurentides	4 311	1 657
16 – Montérégie	CISSS de la Montérégie-Centre	2 177	872
	CISSS de la Montérégie-Est	3 464	1 387
	CISSS de la Montérégie-Ouest	3 118	1 693

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 71

Nombre de patients en attente hors des délais médicalement acceptables par mois, par type de chirurgie et au total en 2019-2020, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 71

La réponse est fournie à la question n° 174 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 72

Délais par région et par établissement pour obtenir les résultats d'un test Pap, en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020.

RÉPONSE NO 72

Le troisième exercice de mesure de temps de réponse pour le test Pap pour tous les établissements de la province a été effectué au début de l'année 2018. Le quatrième exercice de mesure de temps de réponse pour le test Pap pour toutes les grappes de laboratoires de la province a été effectué au début de l'année 2019. Les grappes de biologie médicale ont fourni a posteriori les données de tous les cas reçus du 1^{er} au 30 avril 2018 inclusivement. Ce sont les plus récentes données disponibles dont l'analyse est complétée. La cible ministérielle recommandée par le comité ministériel en anatomopathologie du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est que 80 % des tests Pap soient réalisés dans un temps de réponse inférieur à 60 jours ouvrables.

Les installations du Centre hospitalier régional du Grand-Portage, de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, de l'Hôpital de Gatineau, de l'Hôpital de la Cité-de-la-Santé et de l'Hôpital Pierre-Le Gardeur n'ont pas été en mesure de respecter la cible ministérielle de temps de réponse. Les codirecteurs des grappes de laboratoire concernées ont été questionnés par le MSSS au sujet de ces résultats. Toutes les grappes ont indiqué que le manque de cytotechnologistes pour effectuer la lecture des lames du test Pap fragilise les équipes qui se retrouvent en situation de pénurie dès qu'une absence prolongée a lieu (ex. : congé de maternité, maladie, etc.). Les directions des grappes concernées effectuent un suivi mensuel de la situation. Ces grappes ont transféré et régionalisé la lecture des tests Pap dans toute la grappe pour offrir un service adéquat à la population.

Voici le tableau de la compilation des données par établissement et par installation ayant un laboratoire d'anatomopathologie effectuant les tests Pap en 2018 :

Établissement	Installation	Nombre de cas mesuré	% de cas respectant le temps de réponse cible
01 – CISSS du Bas-Saint-Laurent	Centre hospitalier régional du Grand-Portage	480	10 %
	Hôpital régional de Rimouski	690	100 %
02 – CIUSSS du Saguenay– Lac-Saint-Jean	Hôpital d'Alma	423	85 %
	Hôpital de Chicoutimi	1 287	99 %
03 – CHU de Québec – Université Laval	Hôpital du Saint-Sacrement	397	100 %

Établissement	Installation	Nombre de cas mesuré	% de cas respectant le temps de réponse cible
04 – CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Centre hospitalier régional de Trois-Rivières	1 064	99 %
	Hôpital du Centre-de-la-Mauricie	461	100 %
	Hôpital Sainte-Croix	758	100 %
	Hôtel-Dieu d'Arthabaska	615	100 %
05 – CIUSSS de l'Estrie – CHUS	CHUS	1 926	100 %
	Hôpital de Granby	522	100 %
06 – Centre hospitalier de l'Université de Montréal	CHUM	3 635	100 %
06 – Centre universitaire de Santé McGill	CUSM (site Glen adulte)	5 304	100 %
06 – CHU Sainte-Justine	CHU Sainte-Justine	240	100 %
06 – CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	Hôpital Maisonneuve-Rosemont	1 774	45 %
	Hôpital Santa Cabrini	969	98 %
06 – CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	Centre hospitalier de St. Mary	816	98 %
	Hôpital général du Lakeshore	592	92 %
06 – CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	Hôpital de Verdun	2 462	100 %
06 – CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal	1 236	100 %
	Hôpital Jean-Talon	459	99 %
07 – CISSS de l'Outaouais	Hôpital de Gatineau	2 029	14 %
08 – CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	Hôpital de Val-d'Or	0	0 %
12 – CISSS de Chaudière-Appalaches	Hôpital de Saint-Georges	100	100 %
	Hôtel-Dieu de Lévis	1 471	100 %
	Hôpital de Montmagny	54	100 %
13 – CISSS de Laval	Hôpital de la Cité-de-la-Santé	2 849	30 %
14 – CISSS de Lanaudière	Centre hospitalier régional de Lanaudière	847	99 %
	Hôpital Pierre-Le Gardeur	1 825	24 %
15 – CISSS des Laurentides	Hôpital de Saint-Eustache	707	100 %
	Hôpital régional de Saint-Jérôme	2 297	100 %
16 – CISSS de la Montérégie-Centre	Hôpital Charles-Le Moyne	2 018	99 %
	Hôpital du Haut-Richelieu	1 103	100 %
16 – CISSS de la Montérégie-Est	Hôpital Honoré-Mercier	1 398	100 %
	Hôpital Pierre-Boucher	1 800	100 %
16 – CISSS de la Montérégie-Ouest	Centre hospitalier Anna-Laberge	490	100 %
	Hôpital du Suroît	1 217	100 %
Totaux Québec		47 221	86 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 73

État de situation et ventilation des 15 millions annoncés dans le budget 2017-2018 ainsi que des 8,6 millions annoncés le 11 février 2018 pour les chirurgies.

RÉPONSE NO 73

En 2017-2018, le MSSS a financé un montant de 218,1 M\$ pour la production chirurgicale supplémentaire.

Financement par région
pour le programme d'accès à la chirurgie
pour l'année 2017-2018

Région	Montant (en millions de \$)
Bas-Saint-Laurent	5,7
Saguenay – Lac-Saint-Jean	5,2
Capitale-Nationale	29,8
Mauricie-et-Centre-du-Québec	12,0
Estrie	13,7
Montréal	55,1
Outaouais	7,5
Abitibi-Témiscamingue	1,4
Côte-Nord	2,3
Nord-du-Québec	0,0
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	2,1
Chaudières-Appalaches	12,2
Laval	4,7
Lanaudière	15,9
Laurentides	18,3
Montérégie	32,0
Total	218,1

De plus, un montant de 18,3 M\$ a été versé en 2017-2018 pour la production chirurgicale et sous scopie pour les trois cliniques privées du projet expérimental de comparaison des coûts liés aux chirurgies et aux procédures sous scopie.

De plus, le MSSS a financé un montant de 7,4 M\$ pour la production supplémentaire en tomodensitométrie et résonance magnétique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 74

Nombre d'otites diagnostiquées au total chez des enfants de moins de 10 ans, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 74

Ces données ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 75

Nombre d'infections urinaires diagnostiquées, par région et par établissement.

.....

RÉPONSE NO 75

Ces données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 76

Revenus provenant d'autres organismes :

- a. Contribution de Loto-Québec pour les joueurs pathologiques et les PAPA;
- b. Paiement de la CSST à la RAMQ pour les accidentés du travail.

RÉPONSE NO 76

La réponse est fournie à la question n° 23 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 77

Transferts fédéraux pour la santé au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE NO 77

La réponse à la question est fournie à la question no 24 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 78

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2019-2020 :

- a. l'objet des consultations;
- b. le moyen utilisé;
- c. les dates des rencontres;
- d. les communautés et les personnes consultées;
- e. les résultats des consultations;
- f. les montants afférents.

RÉPONSE NO 78

La réponse à cette question est fournie à la question n° 25 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 79

Le nombre de postes de résidence (autorisés, comblés et non comblés) en médecine familiale et en spécialité, par année, en 2019-2020 et les estimations pour 2020-2021.

RÉPONSE NO 79

La réponse à cette question est fournie à la question 153 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 80

Le nombre de médecins et d'infirmières qui ont pris leur retraite en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020

RÉPONSE NO 80

Pour les infirmières, la réponse est fournie à la question 125 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Pour les médecins, la réponse est fournie à la question 154 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 81

Coût de formation d'un médecin, d'une infirmière et d'une infirmière praticienne spécialisée

RÉPONSE NO 81

Cette question doit être adressée au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

QUESTION NO 82

Indiquer, par région et par établissement :

- a. le nombre total d'infirmières nécessaires pour combler les besoins;
 - b. le nombre total d'infirmières praticiennes spécialisées nécessaires pour combler les besoins;
 - b. le nombre total de médecins omnipraticiens nécessaires pour combler les besoins;
 - c. le nombre total de médecins spécialistes nécessaires pour combler les besoins;
 - d. le nombre total d'infirmières auxiliaires nécessaires pour combler les besoins;
 - e. le nombre total de préposés aux bénéficiaires nécessaires pour combler les besoins;
 - f. le nombre total d'inhalothérapeutes nécessaires pour combler les besoins
-

RÉPONSE NO 82

La réponse est fournie à la question 130 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 83

Copie du plan d'action pour contrer la pénurie persistante de préposés aux bénéficiaires.

.....

RÉPONSE NO 83

Le Plan d'action pour l'attraction et la fidélisation des préposés aux bénéficiaires et des auxiliaires aux services de santé et sociaux est disponible sur le site internet du ministère de la Santé et des Services sociaux à l'adresse suivante :

<https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2019/19-503-12W.pdf>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 84

Liste des personnes, groupes ou organismes ayant élaboré le plan d'action pour contrer la pénurie persistante de préposés aux bénéficiaires.

RÉPONSE NO 84

Le plan d'action pour l'attraction et la fidélisation des PAB et des ASSS a été élaboré au MSSS par la Direction générale du personnel réseau et ministériel en collaboration avec la Direction générale des aînés et des proches aidants, la Direction générale des affaires universitaires, médicales, infirmières et pharmaceutiques ainsi que la Direction générale des programmes dédiés aux personnes, aux familles et aux communautés.

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ainsi que Secrétariat du Conseil du trésor ont également été consultés.

QUESTION NO 85

Suivi des mesures prises à la suite du dépôt du plan d'action pour contrer la pénurie persistante de préposés aux bénéficiaires en 2019-2020, et prévisions pour 2020-2021.

RÉPONSE NO 85

Le contexte lié à la Covid-19 a provoqué le ralentissement de certaines mesures visées dans le plan d'action pour l'attraction et la fidélisation des PAB et des ASSS:

- Mesure 1 - Plan prévisionnel des effectifs : analyse et rédaction en cours du rapport de main-d'œuvre sur les soins d'assistance;
- Mesure 2 - DEP APED : mise en place de programmes de formation accrue en milieu de travail;
- Mesure 3 - Vigie des programmes de formation : rencontres avec le MEES pour le DEP APED, révision en cours de l'AEP AP-RPA par le MEES pour une mise en place en septembre 2020, renouvellement du contrat pour la formation des préposés aux activités de la vie quotidienne des EESAD;
- Mesure 4 - Promotion : campagnes menées au niveau national par le MSSS et au niveau régional par les établissements. Renforcement de la complémentarité entre les deux;
- Mesure 5 - Bourses PAB : octroi de plus de 1700 bourses;
- Mesure 6 - RSQ : développement de projets pour le recrutement international;
- Mesure 7 - Tables d'adéquation emploi-formation : mise en place de tables régionales réunissant divers acteurs (les travaux se poursuivent et toutes les régions ont déjà organisé une première rencontre pour la mise en place pérenne de ces tables);
- Mesure 8 - Plan Santé : poursuite de la collaboration avec le MTESS pour la mise en place du plan santé;
- Mesure 9 - Accueil et intégration : dépôt du cadre de référence sur l'accueil et l'intégration des PAB. Mise en place dans les établissements;
- Mesure 10 - Stabilité des postes : création et rehaussement de postes vers du temps complet;
- Mesure 11 - Formation continue partagée : création de contenus destinés aux PAB;
- Mesure 15 - Conditions de travail : négociations en cours.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 86

Nombre d'infirmières praticiennes en pratique, par spécialité et par établissement.

RÉPONSE NO 86

La réponse est fournie à la question n° 126 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 87

Nombre de postes d'infirmière praticienne qui ne sont présentement pas comblés, par spécialité et par établissement.

RÉPONSE NO 87

La réponse est fournie à la question n° 127 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 88

Nombre d'infirmières praticiennes en formation, par spécialité, par année de début de leur formation et par institution d'enseignement supérieur.

.....

RÉPONSE NO 88

La réponse est fournie à la question n° 128 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 89

Nombre d'infirmières praticiennes qui ont gradué et débuté leur pratique au cours de l'année 2019-2020.

RÉPONSE NO 89

La réponse est fournie à la question n° 129 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 90

Nombre d'admissions en médecine, en pharmacie et dans les sciences infirmières au cours des dix dernières années, par année et par institution d'enseignement supérieur.

RÉPONSE NO 90

Pour les admissions en sciences infirmières et en pharmacie, la réponse est fournie à la question 145 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Pour les admissions en médecine, la réponse est fournie à la question 150 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 91

Bilan complet de l'implantation des GMF au 31 mars 2020 (nombre de GMF accrédités par région et au total, nombre de demandes en attente, objectifs d'accréditation d'ici le 31 mars 2021, coûts récurrents et non récurrents, évaluation de la formule, etc.).

RÉPONSE NO 91

La réponse est fournie à la question n° 252 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 92

Nombre et pourcentage de GMF qui respectent leur entente au 31 mars 2020 :

- a. quant aux heures d'ouverture;
- b. quant au nombre de patients inscrits.

.....

RÉPONSE NO 92

La réponse est fournie à la question n° 253 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 93

Nombre et pourcentage de GMF qui ont, au 31 mars 2020, un taux d'assiduité de :

- a. 80 % et plus;
- b. 79 à 79,9 %;
- c. 78 à 78,9 %;
- d. 77 à 77,9 %;
- e. 76 à 76,9 %;
- f. 75 à 75,9 %;
- g. 70 à 74,9 %;
- h. moins de 70 %.

RÉPONSE NO 93

La réponse est fournie à la question n° 254 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 94

Nombre de lits de courte durée, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.

.....

RÉPONSE NO 94

La réponse est fournie à la question n° 256 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 95

Nombre de lits de longue durée, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.

.....

RÉPONSE NO 95

La réponse est fournie à la question n° 255 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 96

Nombre de lits en ressource de type familial, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.

RÉPONSE NO 96

La réponse est fournie à la question n° 202 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 97

Taux d'occupation des lits dans chacun des établissements du réseau de la santé et des services sociaux par établissement, par région et au total.

RÉPONSE NO 97

La réponse est fournie à la question n° 257 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 98

Montant payé par des centres hospitaliers à des cliniques privées avec médecins non participants pour des soins donnés à des clients de ces cliniques privées :

- a. Montant total pour le Québec;
- b. Montant payé par établissement.

RÉPONSE NO 98

La réponse est fournie à la question n^o 259 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 99

Liste des établissements ayant signé des ententes avec des cliniques privées de chirurgie ou d'ophtalmologie et le nom des cliniques concernées, ainsi que les sommes versées aux cliniques. Sommes spécifiques pour les frais d'administration.

.....

RÉPONSE NO 99

La réponse est fournie à la question n^o 260 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 100

Pour chaque année depuis 2012 :

- a. Nombre de radiologistes qui sont actionnaires d'une ou de plusieurs supercliniques;
- b. Nombre de radiologistes qui sont actionnaires d'un ou de plusieurs GMF-Réseau.

.....

RÉPONSE NO 100

Les données ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 101

État de situation concernant les revenus provenant de la tarification des stationnements :

- a. Pour chaque installation et établissement, incluant les CHSLD, le revenu annuel issu de la tarification des stationnements depuis 2012;
- b. Pour chaque installation et établissement, incluant les CHSLD, le revenu annuel issu de toute autre source de revenus depuis 2012.

RÉPONSE NO 101

- a) Vous trouverez en annexe le revenu annuel issu de la tarification des stationnements.

Puisque les revenus considérés ne sont pas ventilés par installation dans les rapports financiers des établissements, les revenus totaux provenant des activités de stationnements ont été comptabilisés dans l'établissement. Le cas échéant, les revenus comptabilisés dans un organisme de bienfaisance enregistré (OBE) sont exclus. Selon la circulaire, si un établissement présente une situation déficitaire au regard de ses résultats en fin d'exercice, il doit comptabiliser les revenus nets découlant de l'exploitation d'un parc de stationnements par un OBE, jusqu'à concurrence minimale du montant nécessaire pour atteindre l'équilibre budgétaire.

- b) Le MSSS ne dispose pas de cette information.

RÉPONSE NO 101

**Revenus résultant des activités de
stationnement comptabilisés dans
l'établissement**

(AS-471, page 660, L31 et 34, C04, C/A 0500)

Région	Nom de l'établissement	2018-2019
	1 CISSS du Bas-Saint-Laurent	2 536 778 \$
	2 CIUSSS Saguenay-Lac-Saint-Jean	6 255 273 \$
	3 CHU de Québec-UL	13 371 137 \$
	3 CIUSSS Capitale-Nationale	5 943 019 \$
	3 IUCPQ/Inst.univ.card.pneumo.Qc	2 695 705 \$
	4 CIUSSS Mauricie-Centre-Québec	4 906 920 \$
	5 CIUSSS Estrie-CHUS	8 454 958 \$
	6 CHUM/Cent.hosp. univ. Montréal	7 277 125 \$
	6 CIUSSS Ouest-Ile-de-Mtl	4 377 518 \$
	6 CIUSSS Centre-Ouest-Ile-de-Mtl	4 201 725 \$
	6 CIUSSS Centre-Sud-Ile-de-Mtl	3 181 615 \$
	6 CIUSSS Nord-Ile-de-Mtl	5 889 120 \$
	6 CIUSSS Est-Ile-de-Mtl	5 546 406 \$
	6 ICM/Inst. cardiologie Montréal	1 420 692 \$
	6 CUSM/Centre univ. santé McGill	15 981 850 \$
	6 CHU Ste-Justine	4 997 785 \$
	6 Institut nat. Philippe-Pinel	281 958 \$
	7 CISSS de l'Outaouais	1 478 602 \$
	8 CISSS Abitibi-Témiscamingue	916 306 \$
	9 CISSS de la Côte-Nord	578 104 \$
	10 CRSSS de la Baie-James	18 074 \$
	11 CISSS de la Gaspésie	1 587 353 \$
	12 CISSS Chaudière-Appalaches	7 619 319 \$
	13 CISSS de Laval	7 267 755 \$
	14 CISSS de Lanaudière	6 011 719 \$
	15 CISSS des Laurentides	6 077 335 \$
	16 CISSS Montérégie-Centre	3 015 799 \$
	16 CISSS Montérégie-Est	2 917 452 \$
	16 CISSS Montérégie-Ouest	3 283 201 \$
	Total	<u>138 090 603 \$</u>

QUESTION NO 102

État de situation concernant l'avis d'intention #2016-875-01-01 publié le 3 février 2016 en lien avec l'implantation du financement à l'activité :

- a. Bilan du banc d'essai;
- b. État d'avancement du projet;
- c. Montants versés à PowerHealth Solutions et à ses sous-traitants;
- d. Échéancier pour 2019-2020.

RÉPONSE NO 102

- a. À la suite de l'avis d'intention du 3 février 2016 où deux fournisseurs étaient conformes aux exigences, un premier appel d'offres a été lancé le 7 juillet 2016 et fermé le 10 août 2016. Cet appel d'offres a été annulé. Un deuxième appel d'offres a été lancé le 7 septembre 2016 et fermé le 21 septembre 2016. Le contrat a été octroyé le 23 mai 2017 à la suite de la réussite du banc d'essai.
- b. La réponse est fournie à la question no 26-a des questions particulières de l'Opposition officielle.
- c. La réponse est fournie à la question no 26-b des questions particulières de l'Opposition officielle.
- d. La réponse est fournie à la question no 26-c des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 103

État de situation du projet Optilab, incluant les sommes investies et l'échéancier de réalisation des mesures associées, par établissement.

.....

RÉPONSE NO 103

La réponse est fournie à la question n° 27 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 104

Paramètres de l'entente signée (projet pilote) pour la réalisation de chirurgies à Rockland, à Dix30 et à Opmedic, notamment en ce qui concerne la rémunération des médecins qui y pratiquent.

RÉPONSE NO 104

Le 16 mai 2016, le décret sur les conditions de mise en œuvre du projet expérimental de comparaison des coûts liés aux chirurgies et aux procédures sous scopie entre le réseau public de la santé et des services sociaux et les cliniques CHIRURGIE DIX30 INC., Centre de chirurgie RocklandMD et Groupe Opmedic inc. a été déposé, donnant ainsi le coup d'envoi aux activités.

La rémunération des médecins qui pratiquent dans le cadre du projet pilote pour la réalisation de chirurgies, est celle du Manuel de facturation telle qu'elle a été convenue avec les fédérations médicales.

QUESTION NO 105

Liste détaillée des chirurgies visées par l'entente avec Rockland, Dix30 et Opmedic.

RÉPONSE NO 105

Principalement, les chirurgies visées par cette entente (également appelée le projet expérimental) sont des chirurgies ou des procédures sous scopie pour lesquelles il existe une liste d'attente importante. L'organisation des services, en collaboration avec les cliniques, est sous la responsabilité des établissements publics de santé et de services sociaux.

Liste des chirurgies visées par l'entente sont :

- Chirurgie générale;
- Chirurgie vasculaire;
- Gastroentérologie;
- Gynécologie;
- Chirurgie maxillo-facial;
- Médecine interne;
- Oto-rhino-laryngologie;
- Orthopédie;
- Plastie;
- Urologie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 106

Nombre de chirurgies qui ont été réalisées dans chaque clinique depuis l'entrée en vigueur de l'entente entre le MSSS et les trois cliniques privées (Dix30, Opmedic et Rockland) et montants versés à ces cliniques, ventilés par catégorie.

RÉPONSE NO 106

La réponse à cette question est fournie en annexe.

Réponse no 106

CHIRURGIE DIX30 INC. (Projet expérimental)
Nombre d'interventions et sommes associées par spécialité
Cumulatif de mai 2016 à février 2020

Spécialité	Sommes des volumes	Sommes des avances
Chirurgie générale	1 546	2 000 901 \$
Chirurgie vasculaire		- \$
Endoscopie digestive	1 214	822 200 \$
Gynécologie		- \$
Maxillo-facial		- \$
Médecine interne		- \$
Ophtalmologie	37 573	31 172 436 \$
Orthopédie	1 008	1 786 300 \$
Oto-rhino-laryngologie	58	123 537 \$
Plastie	4 788	4 419 097 \$
Urologie	489	342 146 \$
Total	46 676	40 666 615 \$

Groupe Opmedic inc. (Projet expérimental)
Nombre d'interventions et sommes associées par spécialité
Cumulatif de janvier 2017 à février 2020

Spécialité	Sommes des volumes	Sommes des avances
Chirurgie générale	4 361	2 684 790 \$
Chirurgie vasculaire	75	154 880 \$
Gastroentérologie	5 453	3 026 672 \$
Gynécologie	367	591 806 \$
Maxillo-facial		- \$
Médecine interne		- \$
Ophtalmologie		- \$
Orthopédie	13	1 877 \$
Oto-rhino-laryngologie	179	244 376 \$
Plastie	1 221	1 286 814 \$
Urologie	1 122	1 367 940 \$
Total	12 791	9 359 156 \$

Centre de chirurgie RocklandMD (Projet expérimental)
Nombre d'interventions et sommes associées par spécialité
Cumulatif de janvier 2017 à février 2020

Spécialité	Sommes des volumes	Sommes des avances
Chirurgie générale	7 342	10 426 516 \$
Chirurgie vasculaire	44	78 969 \$
Gastroentérologie	3 511	2 774 952 \$
Gynécologie	1 117	1 755 813 \$
Maxillo-facial	40	69 329 \$
Médecine interne	7	2 170 \$
Ophtalmologie		- \$
Orthopédie	1 069	2 637 773 \$
Oto-rhino-laryngologie	572	873 922 \$
Plastie	1 397	2 457 649 \$
Urologie	385	506 982 \$
Total	15 484	21 584 075 \$

QUESTION NO 107

Depuis 2014, subvention moyenne versée à une clinique-réseau pour débiter ses activités, subvention moyenne pour les années suivantes et total des subventions versées. Ventilation par type de financement.

RÉPONSE NO 107

Le modèle des cliniques-réseau (CR) n'existe plus depuis le 1^{er} avril 2017 et le financement y étant rattaché n'est plus en fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 108

Depuis 2014, subvention moyenne versée à une superclinique pour débiter ses activités, subvention moyenne pour les années suivantes et total des subventions versées. Ventilation par type de financement.

RÉPONSE NO 108

La réponse est fournie à la question n° 270 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 109

État de situation au sujet du paiement des traitements contre l'infertilité au cours des cinq dernières années et pour l'année 2019-2020 :

- a. sommes engagées dans le Programme québécois de procréation assistée par année depuis 2010 par région et par établissement;
- b. ententes avec les cliniques privées;
- c. déploiement dans les régions;
- d. ventilation des coûts;
- e. établissements publics où le service est présentement offert ou sera éventuellement offert (avec échéancier);
- f. échéancier;
- g. listes d'attente;
- h. nombre de cycles de FIV réalisés;
- i. naissances issues de la FIV et plus globalement de la PMA;
- j. etc.

RÉPONSE NO 109

- a. sommes engagées dans le Programme québécois de procréation assistée par année depuis 2010 par région et par établissement;
- d. ventilation des coûts :

Coûts du programme de procréation médicalement assistée – 2019-2020	
Établissements	Montants versés pour activités
Centres hospitaliers universitaires	
CUSM (incluant coût du loyer)	956 406 \$
CHUM (incluant coût du loyer)	350 000 \$
CHUSJ	503 305 \$
CHU de Québec – Université Laval	250 000 \$
CHUS	250 000 \$
Centres régionaux	
CHRTR	250 000 \$
Centre hospitalier de Chicoutimi	250 000 \$
Paillettes de sperme	
Montants versés aux établissements publics par la RAMQ	2 401 292 \$
Cliniques privées	
Centre de fertilité de Montréal	
OVO	
Procréa Montréal	
Procréa Québec	
Montant versé pour le privé par la RAMQ	6 989 697 \$
Montants versés pour les médicaments par la RAMQ	3 146 191 \$
Grand total	15 346 891 \$

b. ententes avec les cliniques privées :

Un montant forfaitaire était négocié avec les cliniques privées par cycle de fécondation in vitro (FIV). Le forfait était divisé en quatre actes et incluait la composante technique et la rémunération des médecins :

• Consultation pré-FIV :	150 \$
• Stimulation ovarienne :	1 150 \$
• Prélèvement d'ovules :	2 050 \$
• Transfert d'embryon :	<u>1 400 \$</u>
• Total :	4 750 \$

c. déploiement dans les régions;

e. établissements publics où le service est présentement offert ou sera éventuellement offert (avec échéancier) :

Les traitements de base pour la stimulation ovarienne et les inséminations intra-utérines sont offerts dans les centres régionaux suivants :

- CHUS;
- CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean;
- CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec;
- CHU de Québec – Université Laval (stimulations ovariennes hors FIV);
- CHUM.

Il est possible pour la clientèle d'être suivie par ces centres régionaux conjointement avec les centres tertiaires afin de permettre aux patientes qui auront une FIV de demeurer chez elles ou près de chez elles jusqu'à la journée de la ponction des ovules.

Les centres tertiaires de procréation médicalement assistée offrant les services non assurés de FIV (troisième ligne) sont les suivants :

Établissements publics :

- CUSM;
- CHU Sainte-Justine.

f. échéancier :

Aucun échéancier disponible.

g. listes d'attente :

Ces données ne sont pas disponibles, car elles ne sont pas répertoriées.

h. nombre de cycles de FIV réalisés :

Pour l'année civile 2019, il y a eu 3 134 cycles de FIV initiés

i. naissances issues de la FIV et plus globalement de la PMA :

Ces données ne sont pas disponibles, car elles ne sont pas répertoriées.

QUESTION NO 110

État de situation quant à l'engagement du ministre à mettre sur pied un registre sur les activités de PMA, conformément aux recommandations du Commissaire à la santé et au bien-être.

RÉPONSE NO 110

Mise en contexte

- La Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée (RLRQ, chapitre A-5.01), qui vise à assurer une pratique de qualité, sécuritaire et éthique en matière de procréation assistée au Québec, a été adoptée à l'Assemblée nationale le 18 juin 2009.
- La Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée (2015, chapitre 25) a été sanctionnée et adoptée à l'Assemblée nationale le 10 novembre 2015. Cette loi a mis fin à la couverture du régime public d'assurance maladie pour la fécondation in vitro.
- L'article 44 de la Loi sur les activités cliniques et de recherches en matière de procréation assistée prévoit que la ministre de la Santé et des Services sociaux recueille des renseignements, personnels ou non, conformément à la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) à des fins de surveillance continue de l'état de santé des personnes ayant eu recours à des activités de procréation assistée ainsi que des enfants qui en sont issus. Sa finalité est d'évaluer les impacts et les effets des interventions de procréation médicalement assistée (PMA) sur l'état de santé de la population visée par la loi.
- La mise en place d'un système d'information permettra d'évaluer les impacts et les effets des interventions de PMA sur l'état de santé de la population visée par la loi, et d'analyser les impacts à court et long termes des activités de la PMA sur la santé des mères et des enfants qui en sont issus.
- Les obligations en lien avec le volet surveillance prévu à l'article 44 de la Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée relèvent de la Direction générale de la santé publique (DGSP).
- Le 15 mai 2019, la ministre de la Santé et des Services sociaux a annoncé le retour d'un programme public d'accès à la fécondation *in vitro* (FIV) en 2020.

Travaux de développement du système de surveillance de la PMA

- Afin d'assurer le bon fonctionnement du nouveau programme de PMA (suivi), éviter les dépassements de coût (baliser) et surveiller l'état de santé des personnes qui ont eu recours à la PMA et des enfants qui en sont issus, il est nécessaire de mettre en place un système d'information qui permettra d'assurer le suivi clinico-administratif et la surveillance, responsabilités qui incombent au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).
 - L'élaboration du plan de surveillance de la PMA a débuté en 2011, sous la coordination de la Direction générale adjointe de la santé publique. Depuis l'automne 2019, il est en cours de révision avec la collaboration entre autres de l'Institut national de santé publique du Québec.
 - D'ailleurs, les renseignements nécessaires à l'exercice d'une surveillance continue ont été
-

identifiés en 2011 et des consultations ont été réalisées auprès des partenaires et d'experts du domaine. Cette liste de renseignements sera également revue dans le cadre des travaux sur le plan de surveillance de la PMA.

- La DGSP, en collaboration avec la Direction générale des programmes dédiés aux personnes, aux familles et aux communautés qui est responsable du programme de PMA, a produit en 2018 un énoncé d'un besoin d'informatisation concernant le développement d'un système d'information et de gestion en PMA qui a été priorisé.
- Actuellement, le MSSS, en collaboration avec la Régie de l'assurance maladie du Québec, travaille à la mise en place du système d'information permettant, d'une part, d'obtenir l'accès aux données nécessaires à la surveillance continue de l'état de santé des personnes ayant eu recours à des activités de PMA ainsi que des enfants qui en sont issus et, d'autre part, d'obtenir des informations sur le suivi clinico-administratif de la PMA et à la gestion de l'admissibilité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 111

Économies réalisées en 2019-2020 et estimées pour 2020-2021 grâce à la désassurance de la FIV.

.....

RÉPONSE NO 111

La réponse est fournie à la question n° 109 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 112

Pour 2019-2020, économies totales liées à l'entrée en vigueur du projet de loi 20 et prévisions pour 2020-2021.

RÉPONSE NO 112

La réponse est fournie à la question n° 109 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 113

Montants versés en crédit d'impôt pour la FIV au cours de l'année 2019-2020.

RÉPONSE NO 113

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances.

QUESTION NO 114

Nombre de grossesses multiples au cours des trois dernières années, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 114

Le nombre de grossesses multiples n’est pas répertorié. Voici le nombre de naissances multiples par lieu de naissance de l’enfant pour l’année 2018. Les données pour 2019 ne sont pas disponibles.

Nombre de naissances multiples

Région	Établissement	2018*
		Nombre
1	CISSS du Bas-Saint-Laurent	38
2	CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	80
3	CHU de Québec – Université Laval	253
3	CIUSSS de la Capitale-Nationale	0
4	CIUSSS de la Mauricie-et-du-centre-du-Québec	128
5	CIUSSS de l'Estrie-CHUS	134
6	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal	36
6	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	171
6	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	191
6	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	104
6	CHUM	73
6	CHU Sainte-Justine	224
6	CUSM	177
7	CISSS de l'Outaouais	60
8	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	39
9	CISSS de la Côte-Nord	28
10	CISSS de la Baie-James	0

Région	Établissement	2018*
11	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie	8
11	Centre intégré de santé et de services sociaux des Îles	-
12	CISSS de Chaudière-Appalaches	70
13	CISSS de Laval	101
14	CISSS de Lanaudière	104
15	CISSS des Laurentides	74
16	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre	79
16	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est	94
16	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest	65

* : Données provisoires

Selon la Loi sur l'assurance maladie et les directives de protection des renseignements personnels, les données fournies doivent être anonymes. Par conséquent, certaines données ne peuvent être fournies si elles représentent moins de 5 individus ou moins de 3 dispensateurs, ceci afin de ne pouvoir les relier à une personne particulière. C'est pourquoi certaines données par établissement ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 115

Pour les cinq dernières années, fournir les dépenses totales des établissements de santé en matière de médicaments.

RÉPONSE NO 115

La réponse est fournie à la question n° 30 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 116

Pour chaque établissement et installation du réseau de la santé, indiquer les sommes dépensées pour l'achat de médicaments génériques ainsi que la répartition des sommes par fournisseur de médicaments.

RÉPONSE NO 116

L'information n'est pas disponible.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 117

Pour chaque établissement et installation du réseau de la santé, indiquer les sommes dépensées pour l'achat de médicaments novateurs ainsi que la répartition des sommes par fournisseur de médicaments.

RÉPONSE NO 117

L'information n'est pas disponible.

QUESTION NO 118

État de situation du rehaussement de l'offre de service en échographie au Québec.

RÉPONSE NO 118

Mise en place de quatre centres dédiés à l'échographie musculosquelettique pour accroître l'offre de service.

Financement de douze échographes (+ sondes) permettant d'accroître la production.

Financement supplémentaire octroyé par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) pour soutenir l'augmentation des heures travaillées par les technologues en imagerie médicale (budget d'opération, formation).

Financement supplémentaire octroyé par le MSSS pour soutenir la différence salariale des technologues en pratique autonome dans le secteur de l'échographie.

Développement d'un nouveau programme collégial spécifique à l'échographie appelé *Technologie de l'échographie médicale* (vingt diplômés supplémentaires par année).

QUESTION NO 119

État de situation du rehaussement de l'offre de services en physiatrie.

RÉPONSE NO 119

Le nombre de physiatres facturant à la Régie de l'assurance maladie du Québec est passé de 73 en 2010 à 89 en 2018, soit une augmentation de 22 % en huit ans.
(Source : Fichier M2020914_2019T2, DASI)

La Table de concertation permanente sur la planification de l'effectif médical au Québec a ciblé ce programme de formation pour un recrutement prioritaire afin d'augmenter les effectifs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 120

Copie du rapport sur la décision de ne pas implanter une salle d'hémodynamie à l'Hôpital de Rimouski ainsi que la liste des experts ayant rédigé ce rapport.

RÉPONSE NO 120

Le rapport de l'INESSS visant à dresser portrait de la revascularisation coronarienne par intervention coronarienne percutanée au Québec selon les bases de données médico-administratives n'est pas publié à ce jour.

QUESTION NO 121

Copie de l'entente intervenue en janvier 2017 avec la FMSQ concernant la couverture, par le régime public, des échographies réalisées en clinique privée.

RÉPONSE NO 121

Les détails de l'entente intervenue avec la FMSQ relativement à la couverture par le régime public, des échographies réalisées en clinique privée sont prévus à la Modification 81.

Les détails de cette modification sont disponibles sur le site Internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec (infolettre 410-7 du 29 mars 2018) à l'adresse suivante:

<http://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2018/info410-7.pdf>

QUESTION NO 122

Copie de l'entente également intervenue en janvier dernier avec la FMSQ relativement aux frais accessoires.

RÉPONSE NO 122

Les détails de l'entente intervenue avec la FMSQ relativement aux frais accessoires sont prévus à la Modification 82 de l'Accord-cadre.

Les détails de cette modification sont disponibles sur le site internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec à l'adresse suivante :

<http://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2017/info046-7.pdf>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 123

Copie de l'entente également intervenue avec la FMOQ relativement aux frais accessoires.

RÉPONSE NO 123

Les détails de l'entente intervenue avec la FMOQ relativement aux frais accessoires sont prévus à l'Amendement no 159.

Les détails de cet Amendement sont disponibles sur le site Internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec (infolettre 011 du 19 avril 2017) à l'adresse suivante:

<http://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2017/info011-7.pdf>

QUESTION NO 124

Copie de l'entente intervenue avec la FMSQ relativement à la rémunération de ses membres.

.....

RÉPONSE NO 124

Les détails de l'Accord-cadre entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins spécialistes du Québec aux fins de l'application de la loi sur l'Assurance maladie sont disponibles sur les sites Internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec et du Secrétariat du Conseil du trésor aux adresses suivantes :

https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/manuels/syra/medecins-specialistes/154-brochure-1-specialistes/Specialistes_Brochure_no1.html#90959

https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_humaines/Protocole_d_accord_FMSQ.pdf

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 125

État de situation quant à l'engagement du premier ministre, en campagne électorale en 2014, de couvrir par le régime public les résonances magnétiques, scans et échographies réalisés en clinique privée dès 2015-2016.

RÉPONSE NO 125

Ultrasonographie

Les examens d'ultrasonographie réalisés en clinique privée ont été ajoutés au panier de services assurés en 2016.

Le Conseil du trésor a approuvé l'entente de principe intervenue avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), laquelle prévoit que les coûts découlant de l'amélioration de l'offre de service dispensée par les médecins radiologistes en ultrasonographie seront assumés, jusqu'à concurrence de 30 M\$, à même l'enveloppe budgétaire globale de rémunération des médecins spécialistes.

IRM et TDM

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et la FMSQ ont conclu une entente de principe (l'Entente) qui prévoit la création d'un programme d'accès à l'imagerie par résonance magnétique (IRM) et à la tomodensitométrie (TDM). Ce programme vise à réaliser ces examens dans les délais médicalement requis en optimisant et en intensifiant l'utilisation des équipements disponibles dans les établissements publics de santé et de services sociaux ainsi qu'en prévoyant des outils pour améliorer les pertinences des requêtes dans ces deux domaines.

L'Entente prévoit qu'au 1er janvier 2020, le MSSS et la FMSQ analyseront les résultats du programme d'accès à l'IRM et à la TDM. À la suite de cette évaluation et à la lumière de ses conclusions, le gouvernement pourra considérer d'assurer les services d'imagerie médicale et de tomodensitométrie hors des établissements publics de santé et de services sociaux si le programme ne donne pas les effets escomptés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 126

Nombre et liste détaillée des nouveaux permis de clinique de radiologie octroyés au cours des trois dernières années, par année.

RÉPONSE NO 126

La réponse est fournie à la question no 261 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 127

Le nombre de demandes de nouveaux permis de clinique de radiologie reçues au cours des trois dernières années, par année et par région.

RÉPONSE NO 127

La réponse est fournie à la question no 262 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 128

Le nombre de renouvellement de permis émis et la liste des cliniques de radiologie ayant obtenu un renouvellement de permis au cours des trois dernières années, par année.

RÉPONSE NO 128

La réponse est fournie à la question no 263 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 129

État de situation concernant les projets de modernisation des buanderies publiques, notamment dans les régions de Lanaudière et de la Capitale-Nationale. Fournir le détail des sommes investies dans ces projets en date du 31 mars 2020.

RÉPONSE NO 129

**Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière
Buanderie Lavérendière**

Mise en contexte

La Buanderie Lavérendière dessert des installations de santé et de services sociaux de Lanaudière et des Laurentides. L'installation actuelle, située dans le Centre hospitalier de Lanaudière (CHDL), a atteint ses limites de production et devra à court terme faire l'objet d'investissements importants, s'il est souhaité de maintenir les services existants. De plus, la croissance du volume de linge à traiter est évaluée à 2,5 % par année en moyenne. Ainsi, étant donné la vétusté des équipements et la croissance soutenue des volumes, une nouvelle construction s'avérerait nécessaire.

Volet immobilier

Nouveau bâtiment d'une superficie d'environ 4185 m² relié au CHDL par un tunnel de service.

Coût du projet

Le budget financé du projet est de 23,645 M\$. Au 31 mars 2020, les déboursés représentent un montant de 10,332 M\$ en travaux de construction, honoraires professionnels, études et équipements.

Financement

Le projet est présentement autofinancé, assuré par les économies générées par la fonctionnalité du nouveau bâtiment, par la performance des nouveaux équipements, par l'utilisation du fonds Carrel et de budget du Plan de conservation de l'équipement et du mobilier.

Étapes franchies

- Mars 2013 : Autorisation de conception (concept et plans et devis préliminaires).
- Octobre 2014 : Demande du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) de surseoir au projet, et ce, en vue d'un appel d'offres pour l'impartition des services de buanderie pour les établissements de la région de Lanaudière.
- Mars 2016 : Annonce ministérielle de la poursuite du projet de construction de la nouvelle buanderie Lavérendière à la suite des résultats de l'appel d'offres.
- Novembre 2017 : Autorisation de réalisation.
- Décembre 2018 : Appel d'offres pour construction.

Avril 2019 : Ouverture des soumissions.
Mai 2019 : Mobilisation et début des travaux de construction.

Étape à venir

Mai 2020 : Réception avec réserves (incluant les deux mois d'arrêt de la crise sanitaire).
Septembre 2020 : Fin de l'installation des équipements.
Octobre 2020 : Début de la période de la mise en opération (trois mois d'essais planifiés).
Janvier 2021 : Mise en opération de la buanderie.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale Buanderie Partagec

Mise en contexte

±
Par le passé, la région de la Capitale-Nationale s'est dotée d'une organisation de service de buanderie centralisée pour la majorité des établissements de santé sur son territoire. Ce regroupement a permis, à l'époque et encore aujourd'hui, de générer des économies d'échelle servant à atteindre des objectifs de compressions budgétaires exigés par les autorités gouvernementales.

Partagec, située dans les locaux de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus depuis sa création en 1966 et également à l'Institut universitaire en santé mentale de Québec, devait être relocalisé afin de permettre au CHU de Québec – Université Laval de poursuivre son développement clinique et immobilier et de permettre l'amélioration des opérations de buanderie.

Le 22 mars 2013, le ministre de la Santé et des Services sociaux autorisait la conception du projet. À la suite de la décision du MSSS le 24 mars 2016, de maintenir au public les deux projets de buanderie (Partagec et Lavérendière), le ministre autorisait le 24 août 2016 la phase exécution du projet d'une nouvelle buanderie pour Partagec.

Volet immobilier

Regroupement et relocalisation des deux installations de Partagec sur un terrain de 29 197 m² localisé dans le parc industriel de Beauport dans un nouveau bâtiment d'une superficie de l'ordre de 9 600 m².

Coût du projet

Le budget global du projet est de 37,5 M\$. Au 31 mars 2020, les déboursés représentent un montant de 37,5 M\$.

Financement

Le projet est entièrement autofinancé par les économies générées par la fonctionnalité du nouveau bâtiment et par la performance des nouveaux équipements.

Étapes franchies

Mars 2013 : Autorisation de conception (concept et plans et devis préliminaires).
Septembre 2014 : Fin de l'étape de conception.
Octobre 2014 : Demande du MSSS de surseoir au projet, et ce, en vue d'un appel d'offres pour l'impartition des services de buanderie pour les établissements de la région de la Capitale-Nationale.
Mars 2016 : Annonce ministérielle de la poursuite du projet de construction de la nouvelle buanderie Partagec inc. à la suite des résultats de l'appel d'offres et inscription au Plan québécois des infrastructures 2016-2026 à titre de projet autofinancé.
Août 2016 : Autorisation d'exécution (plans et devis d'exécution et travaux de construction).

Juin 2018 : Début des réceptions avec réserves par secteur.

Septembre 2018 : Mise en opération progressive.

Novembre 2018 : Mise en opération de la deuxième ligne de production.

2019 : Opération de la buanderie avec les deux lignes de production.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 130

Nombre de personnes ayant été prises en charge par un médecin de famille par le biais du GAMF en 2019-2020, par région et par catégorie de patient (A à E).

.....

RÉPONSE NO 130

La réponse est fournie à la question n° 264 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 131

Au 31 décembre 2017, différence entre le nombre de personnes prises en charge par un médecin de famille et le nombre de personnes requises pour atteindre l'objectif ministériel de 85 %.

RÉPONSE NO 131

Au 31 mars dernier, 312 397 personnes auraient dû être inscrites à un médecin de famille pour atteindre l'objectif d'inscription de 85 % de la population admissible, tel que prévu à l'Entente de principe intervenue entre la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux afin d'accroître et d'améliorer l'accessibilité aux services médicaux de première ligne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 132

Nombre de patients inscrits auprès d'un médecin de famille, nombre de patients en attente (GAMF) et taux d'inscription, au 31 mars 2019, par tranche d'âge et par catégorie de patient (A à E), pour chaque région et pour chaque RLS.

RÉPONSE NO 132

La réponse à cette question est fournie à la question n° 189 des questions particulières de l'Opposition officielle de l'année passée.

RTS RLS Priorité	Groupe d'âge								
	0 à 1 an	2 à 5 ans	6 à 17 ans	18 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Total
0514 RLS DE COATICOOK	65	103	447	1379	591	557	358	287	3787
A	2			21	8	14	10	18	73
B			7	53	22	26	20	18	146
C	63	36	58	234	171	238	313	251	1364
D		10	34	193	118	130	8		493
E		57	348	878	272	149	7		1711
0515 RLS DE SHERBROOKE	426	736	2188	10 854	2899	2970	1925	759	22 757
A	2		5	58	36	46	51	32	230
B			19	600	295	351	251	111	1627
C	424	315	195	1555	893	1271	1530	616	6799
D		31	315	2189	508	496	35		3574
E		390	1654	6452	1167	806	58		10 527
0516 RLS DE VAL SAINT-FRANÇOIS	37	62	234	1048	477	545	322	158	2883
A				9	4	5	5	4	27
B		1	3	11	13	8	9	4	49
C	37	17	46	245	205	306	293	150	1299
D		3	26	178	74	92	7		380
E		41	159	605	181	134	8		1128
0517 RLS D'ASBESTOS	21	42	112	383	169	354	295	117	1493
A	1		2	10	7	11	18	12	61
B			2	24	11	31	25	8	101
C	20	14	16	71	67	178	247	97	710
D			3	49	16	32	2		102
E		28	89	229	68	102	3		519
0518 RLS DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS	4	25	89	445	180	159	71	25	998
A				2	4	1	1	1	9
B			1	24	9	8	5	2	49
C	4	3	16	107	61	77	61	22	351
D		5	12	73	30	21	2		143
E		17	60	239	76	52	2		446
0519 RLS DU GRANIT	1	36	181	506	329	401	227	81	1762
A				2		3			5
B				1	1	2	2		6
C	1	7	22	79	80	161	204	81	635
D		1	11	66	77	94	7		256
E		28	148	358	171	141	14		860
06-1 Montréal (Ouest)	37	190	959	9340	2439	1827	1102	607	16 501
0611 RLS DE PIERREFONDS - LAC - SAINT-LOUIS	9	76	621	7167	1972	1449	877	467	12 638
A	1		1	21	10	9	9	15	66
B			1	46	22	27	23	12	131
C	8	3	6	606	389	433	797	440	2682
D		2	57	1389	468	380	27		2323
E		71	556	5105	1083	600	21		7436
0612 RLS DE DORVAL - LACHINE - LASALLE	28	114	338	2173	467	378	225	140	3863
A			2	11	7	6	12	7	45
B	1	1	2	24	10	4	3	9	54
C	27	10	7	153	102	125	203	124	751
D		1	20	420	117	100	1		659
E		102	307	1565	231	143	6		2354

RTS RLS Priorité	Groupe d'âge								
	0 à 1 an	2 à 5 ans	6 à 17 ans	18 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Total
06-2 Montréal (Centre-Ouest)	111	456	1528	11 787	1466	1006	604	255	17 213
0621 RLS DE CÔTE-SAINT-LUC - NDG - MONTRÉAL-OUEST	24	130	509	3126	479	344	234	113	4959
A				4	2		1		7
B				3		1	1		5
C	24	8	7	129	92	83	220	113	676
D		3	35	657	124	106	4		929
E		119	467	2333	261	154	8		3342
0622 RLS DE CÔTE-DES-NEIGES - MÉTRO - PARC-EXTENSION	87	326	1019	8661	987	662	370	142	12 254
A				1		1	3	1	6
B				3	1	2			6
C	87	48	6	260	150	171	334	141	1197
D		11	102	1869	273	201	11		2467
E		267	911	6528	563	287	22		8578
06-3 Montréal (Centre-Sud)	218	403	1069	19 828	2821	2256	1052	434	28 081
0631 RLS DE VERDUN - CÔTE ST-PAUL - ST-HENRI - POINTE-ST-CHARLES	96	143	419	7230	1051	903	451	230	10 523
A	2			42	13	22	13	12	104
B	1		3	111	35	28	17	9	204
C	93	18	20	500	248	330	392	209	1810
D		4	44	1621	269	224	18		2180
E		121	352	4956	486	299	11		6225
0632 RLS DES FAUBOURGS - PLATEAU-MONT-ROYAL - ST-LOUIS-DU-PARC	122	260	650	12 598	1770	1353	601	204	17 558
A		3		70	38	33	30	11	185
B			3	205	63	47	27	9	354
C	122	75	27	702	339	410	489	184	2348
D		14	67	2971	454	378	23		3907
E		168	553	8650	876	485	32		10 764
06-4 Montréal (Nord)	318	555	1763	21 426	3636	2651	1329	660	32 338
0641 RLS DU NORD DE L'ÎLE - SAINT-LAURENT	109	374	1270	7347	1231	755	421	200	11 707
A			2	7	2	5	5	4	25
B	1	2	1	13	2	5	3	3	30
C	108	210	118	443	249	239	384	193	1944
D		7	582	1515	321	222	13		2660
E		155	567	5369	657	284	16		7048
0642 RLS D'AHUNTSIC - MONTRÉAL-NORD	81	70	193	7509	1654	1334	765	391	11 997
A	2			18	9	8	4	4	45
B	1		2	48	14	15	3	6	89
C	78	70	7	479	392	512	758	381	2677
D			182	1248	367	296			2093
E			2	5716	872	503			7093
0643 RLS DE LA PETITE PATRIE - VILLERAY	128	111	300	6570	751	562	143	69	8634
A	2			5	3	7	3	2	22
B	1			18	2	5			26
C	125	105	11	297	125	174	131	67	1035
D			249	1125	202	126	6		1708
E		6	40	5125	419	250	3		5843

RTS RLS Priorité	Groupe d'âge								
	0 à 1 an	2 à 5 ans	6 à 17 ans	18 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Total
06-5 Montréal (Est)	632	459	2385	27 665	6143	4947	2516	1197	45 944
0651 RLS DE SAINT-LEONARD - SAINT-MICHEL	115	126	675	6027	1111	663	239	168	9124
A				1			2	3	6
B				1	2	2		1	6
C	115	126	13	141	128	131	237	164	1055
D			660	1194	334	250			2438
E			2	4690	647	280			5619
0652 RLS DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - ANJOU - MONTRÉAL-EST	225	167	943	8186	2449	2123	1128	503	15 724
A					1			2	3
B			3	6	1	4	1	2	17
C	225	158	33	720	666	840	1125	499	4266
D			898	1954	680	662	2		4196
E		9	9	5506	1101	617			7242
0653 RLS DE HOCHELAGA - MERCIER-OUEST - ROSEMONT	292	166	767	13 452	2583	2161	1149	526	21 096
A				2	1	4	4	3	14
B				45	20	26	26	8	125
C	292	159	19	1053	585	837	1118	515	4578
D		1	744	3382	766	656	1		5550
E		6	4	8970	1211	638			10 829
07 Outaouais	324	818	2278	11 083	3341	3213	1837	663	23 557
0711 RLS DU PONTIAC	14	31	113	384	195	226	141	30	1134
A		1	1	5	1	1	3	2	14
B			3	9	5	5	6	2	30
C	14	8	7	98	74	105	128	26	460
D		1	18	58	28	35			140
E		21	84	214	87	80	4		490
0712 RLS DE LA VALLEE-DE-LA-GATINEAU	4	11	20	122	64	60	31	9	321
A				2	1	4	1		8
B				3	1		1	1	6
C	4		3	25	30	33	27	8	130
D			4	29	13	9	1		56
E		11	13	63	19	14	1		121
0713 RLS DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS	13	33	99	313	121	102	38	8	727
A				2		1			3
B		1	5	9	3	1		1	20
C	13	4	9	49	39	38	36	7	195
D		1	7	63	30	26			127
E		27	78	190	49	36	2		382
0714 RLS DE GRANDE-RIVIÈRE - HULL - GATINEAU	266	686	1822	9280	2456	2203	1204	466	18 383
A			1	36	12	24	13	6	92
B	1	4	13	143	78	105	93	37	474
C	265	128	146	1068	680	825	1064	423	4599
D		45	179	1920	564	502	15		3225
E		509	1483	6113	1122	747	19		9993

RTS RLS Priorité	Groupe d'âge								
	0 à 1 an	2 à 5 ans	6 à 17 ans	18 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Total
0715 RLS DE LA VALLÉE-DE-LA-LIÈVRE ET DE LA PETITE-NATION	27	57	224	984	505	622	423	150	2992
A		1	2	10	9	6	7	2	37
B			2	27	27	34	33	11	134
C	27	9	41	246	250	350	371	137	1431
D		4	24	159	60	78	4		329
E		43	155	542	159	154	8		1061
08 Abitibi-Témiscamingue	169	305	929	4800	1571	1156	525	134	9589
0811 RLS DE L'ABITIBI-OUEST	9	16	68	415	135	115	49	18	825
A						3			3
B			1	4	2	2			9
C	9	3	10	98	39	39	47	18	263
D		3	10	88	26	29			156
E		10	47	225	68	42	2		394
0812 RLS DE L'ABITIBI	3		16	128	11	8	8	1	175
A									
B									
C	3			6	1	4	7	1	22
D			2	14	1	1			18
E			14	108	9	3	1		135
0813 RLS DE ROUYN-NORANDA	60	111	301	1966	697	503	240	60	3938
A	1			2	1	4	3	1	12
B	1			69	31	22	15	1	139
C	58	70	12	206	150	159	179	58	892
D		1	33	474	192	145	23		868
E		40	256	1215	323	173	20		2027
0814 RLS DE LA VALLÉE-DE-L'OR	93	153	441	1987	613	428	186	48	3949
A	2	3	2	19	5	7	9	2	49
B	1	4	2	41	23	17	4	3	95
C	90	42	29	206	124	118	162	43	814
D		4	36	428	151	106	5		730
E		100	372	1293	310	180	6		2261
0815 RLS DU TÉMISCAMING	4	25	103	304	115	102	42	7	702
A				9	1	3	3		16
B		1		16	6	2	1	1	27
C	4	7	6	23	21	27	34	6	128
D			9	52	17	14	1		93
E		17	88	204	70	56	3		438
09 Côte-Nord	29	115	499	2513	1002	896	423	161	5638
0911 RLS DE CANIAPISCAU	1	6	15	55	11	3			91
A									
B			1	1	3				5
C	1	1	1	6	4	1			14
D			1	8					9
E		5	12	40	4	2			63
0912 RLS DE LA HAUTE-CÔTE-NORD - MANICOUAGAN	10	45	259	1260	632	595	295	119	3215
A		1	1	10	5	11	7	9	44
B			22	129	59	65	37	18	330
C	10	17	43	233	213	263	233	92	1104
D		7	58	286	173	136	16		676
E		20	135	602	182	120	2		1061

RTS RLS Priorité	Groupe d'âge								
	0 à 1 an	2 à 5 ans	6 à 17 ans	18 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Total
0913 RLS DE PORT-CARTIER		3	5	132	8	13	4		165
A			1	1		3			5
B				7	1	1			9
C			2	20	3	3	4		32
D			1	33	1	4			39
E		3	1	71	3	2			80
0914 RLS DE SEPT-ÎLES	9	30	113	797	257	196	95	39	1536
A	1	1		27	5	3	2	2	41
B	1	1	5	82	25	22	14	5	155
C	7	14	18	143	102	98	73	32	487
D		2	17	134	45	39	3		240
E		12	73	411	80	34	3		613
0915 RLS DE LA MINGANIE	9	31	107	269	94	89	29	3	631
A			1	4	2		2	1	10
B			2	8	2	2			14
C	9	5	8	64	34	45	23	2	190
D		6	19	48	17	21	2		113
E		20	77	145	39	21	2		304
10 Nord-du-Québec	4	14	41	187	61	85	41	5	438
RLS inconnu	4	14	41	187	61	85	41	5	438
A	1		1				1		3
B				2					2
C	3	1	3	35	20	31	40	5	138
D			3	40	13	17			73
E		13	34	110	28	37			222
11-1 Gaspésie	13	31	105	573	208	319	190	75	1514
1111 RLS DE LA BAIE-DES-CHALEURS	8	23	69	354	144	234	144	65	1041
A	2		1	4	3	5	3		18
B		1	1	21	9	9	4	3	48
C	6	2	9	69	48	102	133	62	431
D		1	14	74	43	69	3		204
E		19	44	186	41	49	1		340
1112 RLS DE LA HAUTE-GASPÉSIE	2	2	16	105	38	51	32	4	250
A				1		1	1		3
B				1		1			2
C	2	2	5	24	27	32	31	4	127
D			1	32	3	12			48
E			10	47	8	5			70
1113 RLS DE LA COTE-DE-GASPÉ	1	1	3	37	6	8	5	1	62
A				2		1			3
B							1	1	2
C	1		2	9		1	3		16
D				5	2	1			8
E		1	1	21	4	5	1		33
1114 RLS DU ROCHER-PERCÉ	2	5	17	77	20	26	9	5	161
A						1			1
B				7	1	2		1	11
C	2	1	3	34	8	15	9	4	76
D			1	6	5	3			15
E		4	13	30	6	5			58

RTS RLS Priorité	Groupe d'âge								
	0 à 1 an	2 à 5 ans	6 à 17 ans	18 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Total
11-2 Îles-de-la-Madeleine	3	4	4	367	237	226	121	36	998
1121 RLS DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	3	4	4	367	237	226	121	36	998
A				2		2		1	5
B				2		2	1		5
C	3	2		124	154	178	116	35	612
D				39	23	13	1		76
E		2	4	200	60	31	3		300
12 Chaudière-Appalaches	255	787	3047	12 082	4868	5401	3067	1131	30 638
1211 RLS ALPHONSE-DESJARDINS	210	598	2219	8611	3449	3778	2261	844	21 970
A				3	1	5	2		11
B				6	2	1	5	9	23
C	210	81	248	1374	1050	1508	2236	835	7542
D		29	209	1340	605	778	11		2972
E		488	1762	5888	1791	1486	7		11 422
1212 RLS DE LA RÉGION DE THETFORD	12	20	64	488	190	200	87	20	1081
A							1		1
B				1	2	1	2	1	7
C	12	3	5	91	71	67	78	19	346
D		2	7	96	32	48	2		187
E		15	52	300	85	84	4		540
1213 RLS DE BEAUCE	18	113	578	2142	881	966	522	194	5414
A	1					2			3
B				1	1	2		2	6
C	17	16	49	367	287	421	482	192	1831
D		6	38	285	165	205	26		725
E		91	491	1489	428	336	14		2849
1214 RLS DES ETCHEMINS	2	13	61	237	96	104	45	14	572
A									
B				1			1		2
C	2	1	2	27	23	40	42	14	151
D			6	35	20	25			86
E		12	53	174	53	39	2		333
1215 RLS DE MONTMAGNY-L'ISLET	13	43	125	604	252	353	152	59	1601
A					1	1			2
B								1	1
C	13	9	18	126	87	157	147	58	615
D		2	8	79	46	69	2		206
E		32	99	399	118	126	3		777
13 Laval	82	398	1968	10 115	2528	1766	1046	479	18 382
1311 RLS DE LAVAL	82	398	1968	10 115	2528	1766	1046	479	18 382
A	1		1	16	6	17	14	6	61
B		1	9	114	103	104	83	51	465
C	81	6	28	845	577	646	947	422	3552
D		18	122	1726	612	470	2		2950
E		373	1808	7414	1230	529			11 354
14 Lanaudière	447	752	4109	16 947	6159	5989	3433	1108	38 944
1411 RLS DE LANAUDIÈRE-NORD	209	431	1763	8191	3572	4004	2365	783	21 318
A	4	2	2	52	55	60	62	26	263
B	1	4	11	168	111	98	67	36	496
C	204	108	141	1378	1194	1859	2095	721	7700
D		27	219	1666	743	761	61		3477
E		290	1390	4927	1469	1226	80		9382

RTS RLS Priorité	Groupe d'âge								
	0 à 1 an	2 à 5 ans	6 à 17 ans	18 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Total
1412 RLS DE LANAUDIÈRE-SUD	238	321	2346	8756	2587	1985	1068	325	17 626
A	3			25	9	9	13	8	67
B		1	3	34	19	8	6	6	77
C	235	44	102	889	677	810	1037	311	4105
D		27	318	1643	540	416	1		2945
E		249	1923	6165	1342	742	11		10 432
15 Laurentides	300	810	4150	24 265	8955	8534	5039	1839	53 892
1511 RLS D'ANTOINE-LABELLE	4	21	178	644	289	332	162	60	1690
A			1	9	3	4	6	2	25
B			2	65	28	33	24	9	161
C	4	2	48	148	83	136	124	49	594
D		1	18	125	77	83	5		309
E		18	109	297	98	76	3		601
1512 RLS DES LAURENTIDES	15	38	233	1370	790	999	522	153	4120
A			1	13	9	19	16	7	65
B				72	82	99	63	24	340
C	15	7	25	256	254	406	419	122	1504
D		5	32	251	162	202	9		661
E		26	175	778	283	273	15		1550
1513 RLS DES PAYS-D'EN-HAUT	12	30	191	1184	826	1032	735	296	4306
A		1		3	10	35	19	16	84
B			1	73	77	94	88	41	374
C	12	1	22	240	259	419	602	239	1794
D		1	23	215	159	250	18		666
E		27	145	653	321	234	8		1388
1514 RLS D'ARGENTEUIL	15	33	161	691	266	265	140	31	1602
A				4	5	5		1	15
B			2	18	13	11	13	3	60
C	15	3	17	98	81	107	124	27	472
D		3	21	121	54	59	1		259
E		27	121	450	113	83	2		796
1515 RLS DE DEUX-MONTAGNES - MIRABEL-SUD	73	181	866	5318	1685	1387	717	268	10 495
A	2	3	2	31	25	24	23	19	129
B		2	13	232	108	133	73	42	603
C	71	50	103	607	338	443	560	207	2379
D		11	122	1172	500	403	38		2246
E		115	626	3276	714	384	23		5138
1516 RLS DE LA RIVIÈRE-DU-NORD - MIRABEL-NORD	117	347	1252	8946	3064	2836	1687	603	18 852
A	3	3	4	92	39	61	55	29	286
B	1	1	16	464	300	365	238	135	1520
C	113	95	118	1059	741	954	1309	439	4828
D		33	178	1963	804	778	54		3810
E		215	936	5368	1180	678	31		8408
1517 RLS DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	64	160	1269	6112	2035	1683	1076	428	12 827
A			2	30	16	28	33	19	128
B	2	1	16	218	120	120	120	51	648
C	62	32	98	613	343	467	868	358	2841
D		16	183	1276	605	523	33		2636
E		111	970	3975	951	545	22		6574

RTS RLS Priorité	Groupe d'âge								
	0 à 1 an	2 à 5 ans	6 à 17 ans	18 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Total
16-1 Montérégie (Centre)	361	916	5039	22 432	6502	5788	3448	1112	45 598
1611 RLS DE CHAMPLAIN	205	587	3160	14 726	3852	3361	2039	732	28 662
A	1		2	12	9	31	27	21	103
B		1	3	88	42	60	54	43	291
C	204	91	140	1273	820	1250	1856	668	6302
D		64	369	3448	1057	929	57		5924
E		431	2646	9905	1924	1091	45		16 042
1612 RLS DU HAUT-RICHELIEU - ROUVILLE	156	329	1879	7706	2650	2427	1409	380	16 936
A		1	4	20	8	7	7	3	50
B			1	33	28	28	38	26	154
C	156	64	245	1544	986	1289	1300	351	5935
D		30	239	1475	529	469	30		2772
E		234	1390	4634	1099	634	34		8025
16-2 Montérégie (Est)	317	917	5225	27 606	9454	9242	5880	2034	60 675
1621 RLS PIERRE-BOUCHER	186	539	2961	15 836	4800	4369	2771	969	32 431
A	1	1	3	31	14	36	26	15	127
B		1	13	376	131	111	62	30	724
C	185	93	301	2020	1387	1789	2673	924	9372
D		31	367	3615	1221	1138	5		6377
E		413	2277	9794	2047	1295	5		15 831
1622 RLS DE RICHELIEU-YAMASKA	51	235	1611	9184	3328	3077	1772	496	19 754
A	3		1	19	20	40	28	16	127
B		1	1	76	35	27	23	15	178
C	48	19	239	1625	1008	1342	1687	465	6433
D		28	195	1876	781	748	1		3629
E		187	1175	5588	1484	920	33		9387
1623 RLS PIERRE-DE SAUREL	80	143	653	2586	1326	1796	1337	569	8490
A	4	3	3	25	13	33	26	17	124
B		2	4	112	48	35	28	21	250
C	76	25	101	708	660	1106	1258	531	4465
D		22	103	526	297	360	21		1329
E		91	442	1215	308	262	4		2322
16-3 Montérégie (Ouest)	278	519	2364	10 561	3174				
1631 RLS DE VAUDREUIL-SOULANGES	26	76	335	1792	460	2585	1386	625	21 492
A				6	4	341	144	59	3233
B			1	10	4	7	6	2	25
C	26	2	18	184	101		4	7	26
D		9	43	368	118	118	132	50	631
E		65	273	1224	233	84	1		623
1632 RLS DU SUROIT	21	26	125	719	203	132	1		1928
A				5	1	258	203	150	1705
B			4	30	15	2	3	1	12
C	21	2	11	139	99	14	7	17	87
D		2	16	129	24	123	191	132	718
E		22	94	416	64	58	1		230
1633 RLS DU HAUT-SAINT-LAURENT	19	36	111	423	311	61	1		658
A				3	5	326	266	125	1617
B			1	7	7	5	4		17
C	19	4	22	132	172	15	8	8	46
D		6	8	80	52	191	249	117	906
E		26	80	201	75	55	4		205

RTS RLS Priorité	Groupe d'âge								
	0 à 1 an	2 à 5 ans	6 à 17 ans	18 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Total
1634 RLS DE JARDINS-ROUSSILLON	212	381	1793	7627	2200	1660	773	291	14 937
A		2		28	6	12	12	14	74
B	2	2	12	99	44	29	19	22	229
C	210	56	162	949	659	704	715	255	3710
D		34	210	1463	468	394	11		2580
E		287	1409	5088	1023	521	16		8344
Total général	6167	12 980	53 203	308 188	91 039	87 602	51 521	20 022	630 722

Nombre de patients en attente (GAMF) au 31 mars 2020 par RTS et par catégorie de patients (A à E)

RTS	Priorité					
	A	B	C	D	E	Total
01 Bas-Saint-Laurent	74	303	5 339	1 407	4 705	11 828
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	118	101	2 595	1 085	3 281	7 180
03 Capitale-Nationale	935	2 934	24 010	12 293	37 682	77 854
04 Mauricie et Centre-du-Québec	298	745	12 947	5 053	13 742	32 785
05 Estrie	626	2 275	17 504	7 213	22 025	49 643
06-1 Montréal (Ouest)	111	185	3 433	2 982	9 790	16 501
06-2 Montréal (Centre-Ouest)	13	11	1 873	3 396	11 920	17 213
06-3 Montréal (Centre-Sud)	289	558	4 158	6 087	16 989	28 081
06-4 Montréal (Nord)	92	145	5 656	6 461	19 984	32 338
06-5 Montréal (Est)	23	148	9 899	12 184	23 690	45 944
07 Outaouais	154	664	6 815	3 877	12 047	23 557
08 Abitibi-Témiscamingue	80	270	2 119	1 865	5 255	9 589
09 Côte-Nord	100	513	1 827	1 077	2 121	5 638
10 Nord-du-Québec	3	2	138	73	222	438
11-1 Gaspésie	25	63	650	275	501	1 514
11-2 Îles-de-la-Madeleine	5	5	612	76	300	998
12 Chaudière-Appalaches	17	39	10 485	4 176	15 921	30 638
13 Laval	61	465	3 552	2 950	11 354	18 382
14 Lanaudière	330	573	11 805	6 422	19 814	38 944
15 Laurentides	732	3 706	14 412	10 587	24 455	53 892
16-1 Montérégie (Centre)	153	445	12 237	8 696	24 067	45 598
16-2 Montérégie (Est)	378	1 152	20 270	11 335	27 540	60 675
16-3 Montérégie (Ouest)	128	388	5 965	3 638	11 373	21 492
Total général	4 745	15 690	178 301	113 208	318 778	630 722

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 133

Nombre de patients inscrits au GAMF depuis moins de 3 mois, entre 3 et 6 mois, entre 6 et 9 mois, entre 9 et 12 mois, et depuis plus d'un an.

RÉPONSE NO 133

La réponse est fournie à la question n° 265 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 134

Nombre de médecins omnipraticiens inscrits au GAMF pour obtenir des patients.

.....

RÉPONSE NO 134

La réponse est fournie à la question n° 159 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 135

Nombre et pourcentage des spécialistes inscrits au Centre de répartition des demandes de services (CRDS), par région. Nombre de rendez-vous présentement en attente d'être répartis à un spécialiste, par région. Nombre de rendez-vous référés par ce centre de répartition depuis sa mise en place.

RÉPONSE NO 135

La réponse est fournie à la question n^o 160 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 136

Délai moyen d'attente avant qu'une personne enregistrée au GAMF soit prise en charge, par région et par catégorie de patient (A à E).

RÉPONSE NO 136

La réponse est fournie à la question n° 265 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 137

Délai moyen d'attente avant qu'une personne prise en charge obtienne une première consultation avec un médecin de famille, par région et par catégorie de patient (A à E).

RÉPONSE NO 137

La réponse est fournie à la question n° 157 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 138

Répartition des GMF, cliniques réseau et supercliniques par territoire de CISSS et CIUSSS.

.....

RÉPONSE NO 138

La réponse est fournie aux questions n° 266 et n° 272 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 139

Bilan de l'entente conclue en mai 2015 avec la FMOQ concernant le taux d'assiduité des médecins et la prise en charge de patients. État de situation et tableau de bord détaillé de l'atteinte des objectifs.

RÉPONSE NO 139

La réponse est fournie à la question n° 140 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d’opposition

QUESTION NO 140

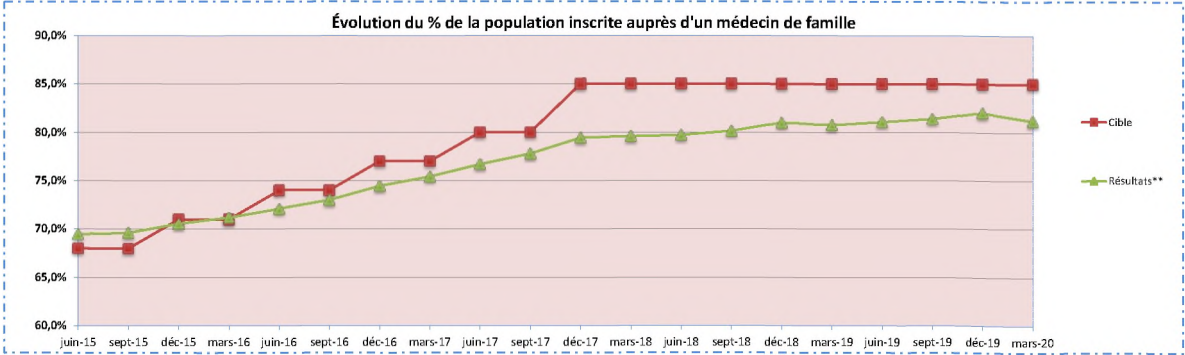
Copie des rapports trimestriels transmis par le comité paritaire en 2015-2016, en vertu des articles 26, 27, 31 et 33 de l’entente conclue avec la FMOQ en vue de surseoir à la mise en vigueur du projet de loi 20.

RÉPONSE NO 140

Ci-dessous est présenté le tableau de bord permettant de suivre les indicateurs de l’Entente de principe entre la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux afin d’accroître et d’améliorer l’accessibilité aux services médicaux de première ligne pour l’exercice terminé le 31 mars 2020.

Pourcentage de la population inscrite auprès d'un médecin de famille

			Suivi de l'indicateur en % Données temporaires			Suivi de l'indicateur en % Données permanentes			Données du rapport 1 Numérateur	Données du rapport 6 Dénominateur	
	Trimestre	Cible (%)	Date d'extraction des données	Résultat temporaire	Écart	Date d'extraction des données	Résultat permanent	Écart	Données permanentes	Population admissible 2015	7 890 355
% de la population inscrite auprès d'un médecin de famille	30-juin-15	68,0%	03-sept-15	69,4%	1,4%	15-oct-15	69,4%	1,4%	5 479 768	Population admissible 2016	7 900 479
	30-sept-15	68,0%	02-nov-15	69,8%	1,8%	15-janv-16	69,6%	1,6%	5 507 303	Population admissible 2017	7 919 679
	31-déc-15	71,0%	15-janv-16	70,6%	-0,4%	15-avr-16	70,6%	-0,4%	5 567 721	Population admissible 2018	7 984 058
	31-mars-16	71,0%	15-avr-16	71,2%	0,2%	15-juil-16	71,3%	0,3%	5 623 544	Population admissible 2019	8 041 926
	30-juin-16	74,0%	15-juil-16	72,1%	-1,9%	25-oct-16	72,1%	-1,9%	5 695 748		
	30-sept-16	74,0%	25-oct-16	73,0%	-1,0%	15-janv-17	73,0%	-1,0%	5 766 434		
	31-déc-16	77,0%	15-janv-17	74,4%	-2,6%	24-avr-17	74,4%	-2,6%	5 878 427		
	31-mars-17	77,0%	24-avr-17	75,4%	-1,6%	20-juil-17	75,4%	-1,6%	5 971 834		
	30-juin-17	80,0%	20-juil-17	76,7%	-3,3%	27-oct-17	76,7%	-3,3%	6 071 892		
	30-sept-17	80,0%	27-oct-17	77,8%	-2,2%	15-janv-18	77,9%	-2,1%	6 160 656		
	31-déc-17	85,0%	15-janv-18	79,4%	-5,6%	24-avr-18	79,4%	-5,6%	6 286 054		
	31-mars-18	85,0%	24-avr-18	79,6%	-5,4%	18-juil-18	79,5%	-5,5%	6 343 439		
	30-juin-18	85,0%	18-juil-18	79,7%	-5,3%	25-oct-18	79,6%	-5,4%	6 354 520		
	30-sept-18	85,0%	24-oct-18	80,1%	-4,9%	16-janv-19	80,1%	-4,9%	6 393 671		
	31-déc-18	85,0%	16-janv-19	81,0%	-4,0%	06-mai-19	80,9%	-4,1%	6 455 853		
	31-mars-19	85,0%	03-mai-19	80,7%	-4,3%	18-juil-19	80,7%	-4,3%	6 487 843		
	30-juin-19	85,0%	18-juil-19	81,1%	-3,9%	22-oct-19	80,9%	-4,1%	6 506 253		
	30-sept-19	85,0%	22-oct-19	81,4%	-3,6%	30-janv-20	81,3%	-3,8%	6 533 784		
	31-déc-19	85,0%	30-janv-20	82,0%	-3,0%	28-avr-20	82,0%	-3,0%	6 595 048		
	31-mars-20	85,0%	28-avr-20	81,2%	-3,8%				6 621 786*		



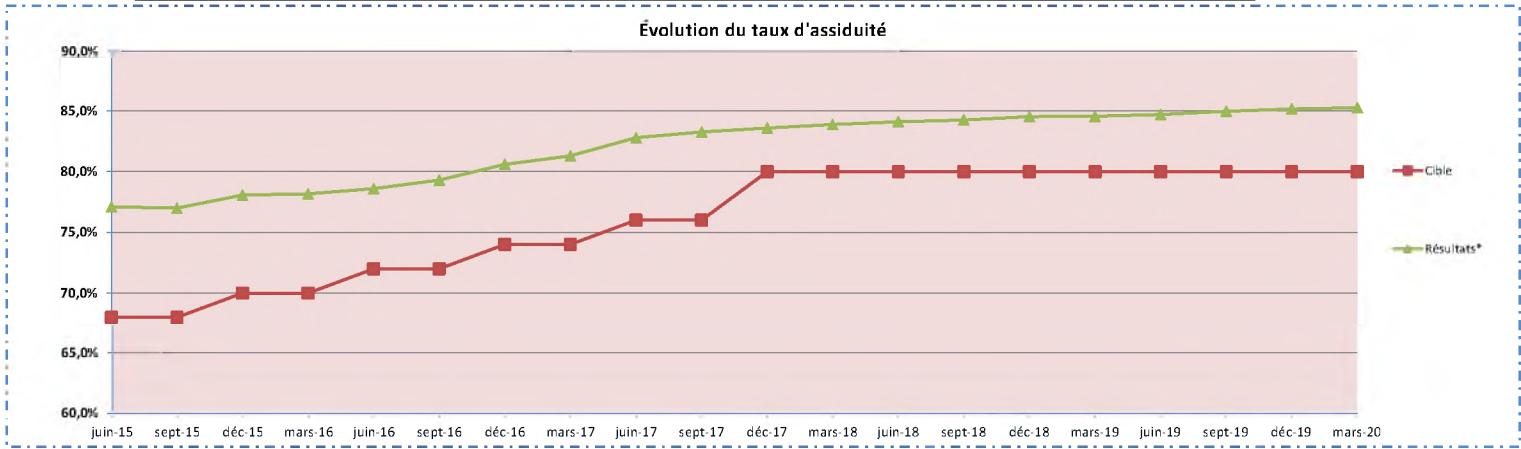
* Ce numérateur correspond à la donnée temporaire.

** La dernière lecture du % de la population inscrite auprès d'un médecin de famille correspond au résultat temporaire en date du 31 mars 2020.

Taux d'assiduité

			Suivi de l'indicateur en % Données temporaires			Suivi de l'indicateur en % Données permanentes		
	Trimestre	Cible(%)	Date d'extraction des données	Résultat temporaire	Écart	Date d'extraction des données	Résultat permanent	Écart
Tx assiduité provincial	30-juin-15	68,0%	03-sept-15	76,8%	8,8%	15-oct-15	77,1%	9,1%
	30-sept-15	68,0%	02-nov-15	77,3%	9,3%	15-janv-16	77,0%	9,0%
	31-déc-15	70,0%	15-janv-16	77,1%	7,1%	15-avr-16	78,1%	8,1%
	31-mars-16	70,0%	15-avr-16	77,9%	7,9%	15-juil-16	78,2%	8,2%
	30-juin-16	72,0%	15-juil-16	78,4%	6,4%	24-oct-16	78,6%	6,6%
	30-sept-16	72,0%	24-oct-16	79,1%	7,1%	15-janv-17	79,3%	7,3%
	31-déc-16	74,0%	15-janv-17	79,9%	5,9%	24-avr-17	80,6%	6,6%
	31-mars-17	74,0%	24-avr-17	81,0%	7,0%	18-juil-17	81,3%	7,3%
	30-juin-17	76,0%	18-juil-17	81,6%	5,6%	27-oct-17	82,8%	6,8%
	30-sept-17	76,0%	27-oct-17	83,1%	7,1%	15-janv-18	83,3%	7,3%
	31-déc-17	80,0%	15-janv-18	83,5%	3,5%	24-avr-18	83,6%	3,6%
	31-mars-18	80,0%	24-avr-18	83,9%	3,9%	18-juil-18	84,0%	4,0%
	30-juin-18	80,0%	18-juil-18	84,1%	4,1%	24-oct-18	84,2%	4,2%
	30-sept-18	80,0%	24-oct-18	84,3%	4,3%	16-janv-19	84,4%	4,4%
	31-déc-18	80,0%	16-janv-19	84,4%	4,4%	06-mai-19	84,5%	4,5%
	31-mars-19	80,0%	06-mai-19	84,6%	4,6%	18-juil-19	84,7%	4,7%
	30-juin-19	80,0%	18-juil-19	84,7%	4,7%	22-oct-19	84,9%	4,9%
	30-sept-19	80,0%	22-oct-19	85,0%	5,0%	30-janv-20	85,1%	5,1%
	31-déc-19	80,0%	30-janv-20	85,2%	5,2%	29-avr-20	85,3%	5,3%
	31-mars-20	80,0%	29-avr-20	85,3%	5,3%			

NOTE : Le résultats temporaire pour le trimestre du 30 juin 2015 correspond à la période du 1er juin 2014 au 31 mai 2015. Le taux d'assiduité provincial à ce moment était disponible seulement en date du 1er juin 2015.



* La dernière lecture du taux d'assiduité provincial correspond au résultat temporaire en date du 31 mars 2020.

Nouvelles inscriptions et désinscriptions à un médecin de famille

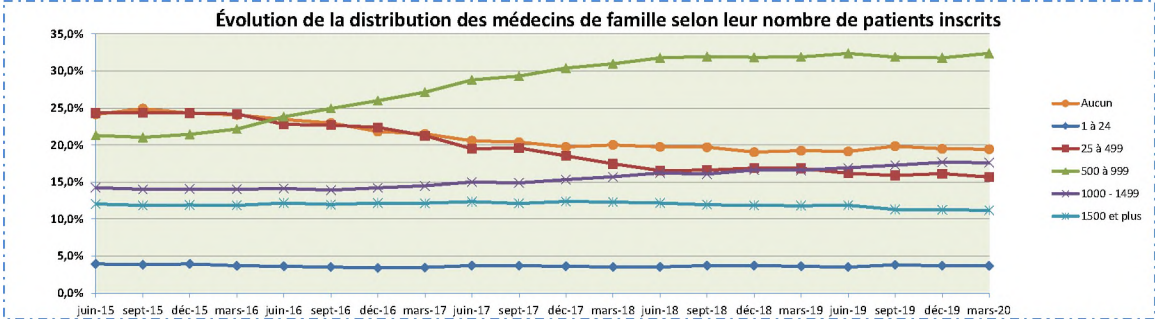
		Suivi de l'indicateur par période mensuelle (date d'extraction de la donnée)											
		Avril 2017 2017-07-21	Mai 2017 2017-07-21	Juin 2017 2017-07-20	Juillet 2017 2017-10-23	Août 2017 2017-10-23	Septembre 2017 2017-10-23	Octobre 2017 2018-01-15	Novembre 2017 2018-01-15	Décembre 2017 2018-01-15	Janvier 2018 2018-04-24	Février 2018 2018-04-24	Mars 2018 2018-04-24
Nombre de personnes assurées nouvellement inscrites durant la période		51 316	58 017	42 406	44 486	46 555	47 413	60 892	52 320	46 292	68 631	40 470	35 664
Nombre de personnes dont l'inscription a pris fin durant la période	Déménagement/ Départ/Décès/Volontaire (personne assurée seulement)	8 344	9 150	5 990	8 835	8 872	7 736	10 091	10 275	5 158	12 006	10 172	7 719
	Changement médecin de famille (décès du médecin, dissolution du GMP, fin d'adhésion du médecin au GMP, etc.)	4 033	3 393	4 245	5 491	3 839	2 534	4 164	3 902	3 678	3 695	4 567	3 302
	Changement de pratique (cessation de prise en charge, changement significatif de lieu de pratique, modification de la pratique)	7 797	1 400	2 149	10 876	4 931	2 293	1 825	400	400	17 823	3 839	7 159
	Total :	20 174	14 003	12 383	25 202	17 642	12 563	16 070	14 577	9 236	33 524	18 587	18 179
Ajout (diminution) net* de personnes inscrites à un médecin de famille durant la période		28 282	41 526	32 660	15 873	33 804	36 623	47 530	42 499	40 662	12 796	25 113	22 616

		Suivi de l'indicateur par période mensuelle (date d'extraction de la donnée)													
		Avril 2018 2018-07-18	Mai 2018 2018-07-18	Juin 2018 2018-07-18	Juillet 2018 2018-10-24	Août 2018 2018-10-24	Septembre 2018 2018-10-24	Octobre 2018 2019-01-16	Novembre 2018 2019-01-16	Décembre 2018 2019-01-16	Janvier 2019 2019-05-06	2019-05	Février 2019 2019-05-06	2019-05	Mars 2019 2019-05-06
Nombre de personnes assurées nouvellement inscrites durant la période		39 775	40 296	26 978	33 863	33 926	32 118	39 353	41 804	27 896	34 263		33 022		29 152
Nombre de personnes dont l'inscription a pris fin durant la période	Déménagement/ Départ/Décès/Volontaire (personne assurée seulement)	9 526	9 168	5 633	7 809	6 682	5 285	8 773	7 359	3 310	10 405		6 531		4 918
	Changement médecin de famille (décès du médecin, dissolution du GMP, fin d'adhésion du médecin au GMP, etc.)	4 783	4 189	4 674	6 756	3 077	5 220	3 296	2 359	5 064	3 372		3 825		4 284
	Changement de pratique (cessation de prise en charge, changement significatif de lieu de pratique, modification de la pratique)	4 092	8 901	5 033	11 204	2 233	2 369	3 177	3 494	1 368	22 750		5 645		4 363
	Total :	18 401	22 257	15 340	25 769	12 002	12 894	15 236	13 202	9 742	36 527		16 001		13 565
Ajout (diminution) net* de personnes inscrites à un médecin de famille durant la période		9 748	16 846	(15 081)	(8 490)	19 933	22 412	24 319	19 797	20 424	(6 651)		16 972		21 542

		Suivi de l'indicateur par période mensuelle (date d'extraction de la donnée)														
		Avril 2019 2019-07-18	2019-07-18	Mai 2019 2019-07-18	2019-07-18	Juin 2019 2019-07-19	2019-07-19	Juillet 2019 2019-10-22	2019-10-22	Août 2019 2019-10-22	2019-10-22	Septembre 2019 2019-10-22	2019-10-22	Octobre 2019 2020-01-30	2020-01-30	Novembre 2019 2020-01-30
Nombre de personnes assurées nouvellement inscrites durant la période		29 148		28 588		23 734		31 900		28 792		36 133		38 005		34 493
Nombre de personnes dont l'inscription a pris fin durant la période	Déménagement/ Départ/Décès/Volontaire (personne assurée seulement)	6 566		5 556		4 413		8 320		7 311		4 904		10 191		8 629
	Changement médecin de famille (décès du médecin, dissolution du GMP, fin d'adhésion du médecin au GMP, etc.)	2 967		3 506		4 814		5 764		5 365		5 229		4 727		2 908
	Changement de pratique (cessation de prise en charge, changement significatif de lieu de pratique, modification de la pratique)	18 157		2 951		4 017		12 978		8 339		4 278		7 268		5 063
	Total :	27 690		12 013		13 244		27 062		21 015		14 411		22 126		16 800
Ajout (diminution) net* de personnes inscrites à un médecin de famille durant la période		(3 834)		16 636		12 554		(11 392)		12 130		25 059		9 693		21 457

Distribution des médecins de famille selon leur nombre de patients inscrits

			Suivi de l'indicateur en nombre et en % de médecins de famille par strate de patients inscrits (excluant les médecins de famille rémunérés uniquement à vacation)						
	Trimestre	Date d'extraction des données	0 patient inscrit	1 - 24 patients inscrits	25 - 499 patients inscrits	500 - 999 patients inscrits	1000 - 1499 patients inscrits	1500 patients inscrits et plus	Total
Distribution des médecins de famille selon leur nombre de patients inscrits	30-juin-15	08-sept-15	2 025 24,1%	331 3,9%	2 040 24,3%	1 787 21,3%	1 195 14,2%	1 010 12,0%	8 388
	30-sept-15	02-nov-15	2 135 24,9%	330 3,9%	2 086 24,3%	1 803 21,0%	1 202 14,0%	1 015 11,8%	8 571
	31-déc-15	15-janv-16	2 089 24,3%	339 3,9%	2 090 24,3%	1 843 21,4%	1 210 14,1%	1 023 11,9%	8 594
	31-mars-16	15-avr-16	2 070 24,1%	318 3,7%	2 082 24,2%	1 906 22,2%	1 208 14,0%	1 019 11,8%	8 600
	30-juin-16	15-juil-16	2 003 23,4%	309 3,6%	1 947 22,8%	2 036 23,8%	1 208 14,1%	1 040 12,2%	8 542
	30-sept-16	24-oct-16	1 998 23,0%	305 3,5%	1 971 22,7%	2 166 24,9%	1 209 13,9%	1 040 12,0%	8 687
	31-déc-16	15-janv-17	1 890 21,8%	296 3,4%	1 939 22,4%	2 252 26,0%	1 231 14,2%	1 054 12,2%	8 661
	31-mars-17	24-avr-17	1 885 21,5%	300 3,5%	1 845 21,3%	2 354 27,1%	1 257 14,5%	1 053 12,1%	8 674
	30-juin-17	18-juil-17	1 767 20,6%	319 3,7%	1 677 19,5%	2 476 28,8%	1 290 15,0%	1 081 12,4%	8 590
	30-sept-17	27-oct-17	1 793 20,4%	326 3,7%	1 723 19,6%	2 577 29,3%	1 308 14,9%	1 084 12,1%	8 791
	31-déc-17	15-janv-18	1 741 19,8%	319 3,6%	1 633 18,5%	2 679 30,4%	1 351 15,3%	1 091 12,4%	8 814
	31-mars-18	24-avr-18	1 766 20,0%	312 3,5%	1 541 17,5%	2 733 31,0%	1 386 15,7%	1 065 12,3%	8 823
	30-juin-18	18-juil-18	1 724 19,7%	309 3,5%	1 445 16,6%	2 774 31,8%	1 417 16,2%	1 062 12,2%	8 731
	30-sept-18	24-oct-18	1 751 19,7%	330 3,7%	1 475 16,6%	2 839 32,0%	1 428 16,1%	1 080 11,9%	8 883
	31-déc-18	16-janv-19	1 697 19,0%	332 3,7%	1 506 16,9%	2 839 31,9%	1 483 16,0%	1 058 11,8%	8 913
	31-mars-19	06-mai-19	1 724 19,2%	325 3,6%	1 510 16,8%	2 859 31,9%	1 486 16,6%	1 058 11,8%	8 962
	30-juin-19	18-juil-19	1 701 19,1%	312 3,5%	1 439 16,2%	2 878 32,4%	1 505 16,9%	1 055 11,9%	8 890
	30-sept-19	22-oct-19	1 603 19,8%	347 3,8%	1 444 15,9%	2 897 31,9%	1 569 17,3%	1 028 11,3%	9 086
	31-déc-19	30-janv-20	1 781 19,5%	337 3,7%	1 474 16,1%	2 903 31,8%	1 614 17,7%	1 027 11,2%	9 136
	31-mars-20	29-avr-20	1 776 19,4%	337 3,7%	1 432 15,7%	2 959 32,4%	1 610 17,6%	1 022 11,2%	9 135



Personnes en attente d'inscription à un médecin de famille (Guichet d'accès)

Suivi de l'indicateur en nombre de patients et en % par rapport au total de patients en attente (selon le système GACO)								
	Trimestre	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	En attente de priorisation	Total
Nombre de patients inscrits au guichet d'accès et en attente de référence	30-juin-15	1 486 0,4%	29 370 7,0%	73 163 17,4%	104 516 24,9%	177 206 42,2%	34 323 8,2%	420 064
	30-sept-15	1 480 0,3%	31 106 6,9%	78 366 17,5%	108 758 24,2%	186 732 41,6%	42 255 9,4%	448 697
	31-déc-15	1 306 0,3%	31 279 6,8%	82 886 18,0%	114 311 24,9%	193 022 42,0%	37 039 8,1%	459 843

Suivi de l'indicateur en nombre de patients et en % par rapport au total de patients en attente (selon le système GAMF)									
	Trimestre	A	B	C	D	E	ABC	DE	Total
Nombre de patients enregistrés au guichet d'accès et en attente d'inscription à un médecin de famille	31-mars-2016*	11 064 3,1%	41 234 11,5%	75 944 21,1%	80 038 22,3%	150 868 42,0%	128 242 35,7%	230 906 64,3%	359 148
	30-juin-16	12 099 2,5%	49 019 10,3%	101 459 21,4%	110 150 23,2%	202 114 42,6%	162 577 34,2%	312 264 65,8%	474 841
	30-sept-16	7 229 1,5%	42 400 8,7%	107 416 22,0%	113 142 23,1%	218 904 44,8%	157 045 32,1%	332 046 67,9%	489 091
	31-déc-16	5 630 1,2%	35 592 7,3%	103 531 21,3%	112 359 23,1%	229 425 47,2%	144 753 29,8%	341 784 70,2%	486 537
	31-mars-17	4 953 1,0%	29 111 6,0%	103 521 21,4%	109 057 22,5%	238 053 49,1%	137 585 28,4%	347 110 71,6%	484 695
	30-juin-17	4 241 0,9%	23 078 5,0%	97 542 21,2%	101 771 22,1%	234 381 50,8%	124 861 27,1%	336 152 72,9%	461 013
	30-sept-17	3 978 0,9%	19 414 4,4%	94 771 21,3%	94 805 21,3%	231 267 52,1%	118 163 26,6%	326 072 73,4%	444 235
	31-déc-17	4 005 0,9%	16 822 3,9%	92 953 21,3%	88 013 20,2%	234 118 53,7%	113 780 26,1%	322 131 73,9%	435 911
	31-mars-18	3 432 0,8%	14 456 3,4%	95 080 22,2%	81 987 19,2%	233 088 54,5%	112 968 26,4%	315 075 73,6%	428 043
	30-juin-18	3 872 0,9%	13 851 3,1%	107 860 23,9%	84 751 18,8%	241 236 53,4%	125 583 27,8%	325 987 72,2%	451 570
	30-sept-18	4 041 0,8%	13 482 2,8%	120 611 24,7%	90 354 18,5%	259 757 53,2%	138 134 28,3%	350 111 71,7%	488 245
	31-déc-18	4 212 0,8%	13 120 2,6%	127 078 25,2%	91 830 18,2%	268 159 53,2%	144 410 28,6%	359 989 71,4%	504 399
	31-mars-19	4 108 0,8%	13 981 2,6%	140 868 26,0%	97 912 18,1%	284 166 52,5%	158 957 29,4%	382 078 70,6%	541 035
	30-juin-19	4 681 0,8%	15 089 2,6%	158 602 27,4%	103 388 17,9%	296 648 51,3%	178 372 30,8%	400 036 69,2%	578 408
	30-sept-19	4 391 0,7%	15 168 2,6%	164 112 27,8%	105 017 17,8%	302 207 51,1%	183 671 31,1%	407 224 68,9%	590 895
	31-déc-19	4 442 0,7%	15 201 2,5%	165 594 27,7%	106 286 17,8%	305 961 51,2%	185 237 31,0%	412 247 69,0%	597 484
	31-mars-20	4 745 0,8%	15 690 2,5%	178 301 28,3%	113 208 17,9%	318 778 50,5%	198 736 31,5%	431 986 68,5%	630 722

* Données au 11 avril 2016, soit lors de la première journée d'opération du nouveau système du GAMF.

Nombre de patients enregistrés au guichet d'accès et en attente d'inscription à un médecin de famille, par CISSS ou CIUSSS

en date du 31 mars 2020

	Suivi de l'indicateur en nombre de patients (selon le système GAMF)							
CISSS ou CIUSSS	A	B	C	D	E	ABC	DE	Total
CISSS du Bas-Saint-Laurent	74	303	5 339	1 407	4 705	11 828	6 112	11 828
CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	118	101	2 595	1 085	3 281	2 814	4 366	7 180
CIUSSS de la Capitale-Nationale	935	2 934	24 010	12 293	37 682	27 879	49 975	77 854
CIUSSS de la Mauricie-Centre-du-Québec	298	745	12 947	5 053	13 742	13 990	18 795	32 785
CIUSSS de l'Estrie	626	2 275	17 504	7 213	22 025	20 405	29 238	49 643
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	111	185	3 433	2 982	9 790	3 729	12 772	16 501
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	13	11	1 873	3 396	11 920	1 897	15 316	17 213
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	289	558	4 158	6 087	16 989	5 005	23 076	28 081
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	92	145	5 656	6 461	19 984	5 893	26 445	32 338
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	23	148	9 899	12 184	23 690	10 070	35 874	45 944
CISSS de l'Outaouais	154	664	6 815	3 877	12 047	7 633	15 924	23 557
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	80	270	2 119	1 865	5 255	2 469	7 120	9 589
CISSS de la Côte-Nord	100	513	1 827	1 077	2 121	2 440	3 198	5 638
Nord-du-Québec	3	2	138	73	222	143	295	438
CISSS de la Gaspésie	25	63	650	275	501	738	776	1 514
CISSS des Îles	5	5	612	76	300	622	376	998
CISSS de Chaudière-Appalaches	17	39	10 485	4 176	15 921	10 541	20 097	30 638
CISSS de Laval	61	465	3 552	2 950	11 354	4 078	14 304	18 382
CISSS de Lanaudière	330	573	11 805	6 422	19 814	12 708	26 236	38 944
CISSS des Laurentides	732	3 706	14 412	10 587	24 455	18 850	35 042	53 892
CISSS de Montérégie-Centre	153	445	12 237	8 696	24 067	12 835	32 763	45 598
CISSS de Montérégie-Est	378	1 152	20 270	11 335	27 540	21 800	38 875	60 675
CISSS de Montérégie-Ouest	128	388	5 965	3 638	11 373	6 481	15 011	21 492
Total	4 745	15 690	178 301	113 208	318 778	204 848	431 986	630 722

Délai d'attente des patients enregistrés au guichet d'accès pour la clientèle sans médecin de famille

Suivi de l'indicateur en jours (selon le système GACO)								
	Trimestre	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	En attente de priorisation	Délai moyen
Délai moyen d'attente des patients inscrits au guichet d'accès et <u>non référés</u>	30-juin-15	318	460	435	513	578	188	496
	30-sept-15	341	484	461	544	597	191	514
	31-déc-15	365	501	470	557	607	197	529

Suivi de l'indicateur en jours (selon le système GAMF)											
	Trimestre	A	B	C	D	E	ABC	Nbre ABC > 30 jours	DE	Nbre de DE > 90 jours	Délai moyen total
Délai moyen d'attente des patients enregistrés au guichet d'accès et non inscrits à un médecin de famille	31-mars-2016*	429	487	435	551	563	451	127 763	559	212 637	520
	30-juin-16	426	492	393	475	463	425	154 965	467	227 764	453
	30-sept-16	450	549	414	493	476	452	149 549	482	286 661	472
	31-déc-16	444	598	427	517	479	470	138 849	492	295 425	485
	31-mars-17	197	293	230	259	250	242	126 952	253	289 262	250
	30-juin-17	186	337	251	297	290	265	114 033	292	282 397	285
	30-sept-17	186	361	262	322	317	276	106 979	318	269 026	307
	31-déc-17	197	391	270	332	317	285	104 613	321	249 570	312
	31-mars-18	176	382	253	330	319	267	100 108	322	245 979	307
	30-juin-18	167	393	259	345	346	271	113 613	346	271 407	325
	30-sept-18	188	410	279	367	370	289	126 619	369	293 499	347
	31-déc-18	193	401	295	380	393	302	134 698	389	303 432	364
	31-mars-19	199	390	304	389	409	309	144 300	404	320 136	376
	30-juin-19	204	387	318	413	440	321	164 801	433	347 686	398
	30-sept-19	227	408	346	435	467	348	171 924	459	355 583	425
	31-déc-19	240	418	366	452	486	367	174 952	477	358 234	443
	31-mars-20	225	412	371	442	494	371	186 355	480	367 551	446

* Données au 11 avril 2016, soit lors de la première journée d'opération du nouveau système du GAMF.

Suivi de l'indicateur en jours (selon le système GACO)								
	Trimestre	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	En attente de priorisation	Délai moyen
Délai moyen d'attente des patients provenant du guichet d'accès et <u>référés</u>	30-juin-15	105	203	364	503	530	N/D	392
	30-sept-15	107	214	371	526	565	N/D	413
	31-déc-15	111	221	379	541	580	N/D	423
	31-mars-16	115	232	384	547	590	N/D	430

Suivi de l'indicateur en jours (selon le système GAMF)											
	Trimestre	A	B	C	D	E	ABC	Nbre ABC > 30 jours	DE	Nbre de DE > 90 jours	Délai moyen total
Délai moyen d'attente des patients enregistrés au guichet d'accès et inscrits à un médecin de famille	30-juin-16	408	516	417	557	540	444	16 542	547	15 924	498
	30-sept-16	407	523	402	555	539	435	41 726	546	41 449	493
	31-déc-16	404	535	415	565	549	444	70 801	556	75 548	505
	31-mars-17	116	150	144	161	161	143	91 974	161	94 571	153
	30-juin-17	117	176	171	195	197	168	124 164	196	139 488	184
	30-sept-17	120	197	192	226	232	187	154 983	230	187 481	212
	31-déc-17	125	215	208	253	265	203	190 443	261	251 357	237
	31-mars-18	115	224	214	266	281	207	204 343	275	296 619	249
	30-juin-18	115	229	219	274	290	212	222 307	285	326 263	257
	30-sept-18	118	235	225	284	302	218	239 823	296	349 754	266
	31-déc-18	119	240	233	296	316	225	263 408	309	384 844	276
	31-mars-19	119	245	240	304	327	231	283 511	319	412 969	285
	30-juin-19	117	246	244	308	334	233	300 860	325	436 287	289
	30-sept-19	117	246	249	315	345	238	325 767	334	468 781	296
	31-déc-19	116	247	258	323	358	244	353 440	346	506 029	306
	31-mars-20	116	247	263	328	367	248	376 641	353	534 125	312

** À noter que la méthodologie a été modifiée en ce qui concerne les calculs des délais moyen d'attente, ce qui explique la grande différence comparativement aux résultats des délais au 31 décembre 2016 et précédemment. Auparavant, la méthodologie considérait le délai absolu qui prévalait dans SIGACO depuis l’inscription originale (2009). La nouvelle méthodologie prend plutôt en compte le délai d’attente pour une pricrité de la demande. C’est une nouvelle notion qui permet de prendre en compte les variations de priorité depuis l’enregistrement de la demande jusqu’au moment de sa mesure. Cette méthodologie est aussi conforme à l'entente FMOQ-MSSS.

QUESTION NO 141

État de situation quant aux frais accessoires. Implication financière, à la suite de l'adoption par le Conseil des ministres, du règlement encadrant les frais accessoires.

RÉPONSE NO 141

Le 10 novembre 2015, l'Assemblée nationale du Québec a adopté la Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée (2015, chapitre 25).

Cette loi modifie notamment la Loi sur l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre A-29) (LAM) afin de prévoir qu'« aucun paiement ne peut être réclamé ou reçu d'une personne assurée, directement ou indirectement, pour des frais engagés aux fins de la dispensation de services assurés par un professionnel de la santé soumis à l'application d'une entente ou par un professionnel désengagé ». De plus, la LAM prévoit au douzième alinéa de l'article 22 que « Malgré les interdictions énoncées aux neuvième et onzième alinéas de l'article 22 que malgré les interdictions énoncées aux neuvième et onzième alinéas, le gouvernement peut, par règlement, prescrire des cas et des conditions dans lesquels un paiement est autorisé ».

Enfin, l'article 76 de la Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée prévoit une disposition transitoire pour la facturation des services, fournitures ou frais accessoires chargés, soit :

« 76. Les services, fournitures ou frais accessoires qui, en vertu d'une entente conclue en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie, pouvaient être facturés par un professionnel de la santé soumis à cette entente ou par un professionnel désengagé en vertu du neuvième alinéa de l'article 22 de cette loi, tel qu'il se lisait avant le 9 novembre 2015, peuvent continuer d'être facturés jusqu'à l'entrée en vigueur du premier règlement pris en application du douzième alinéa de l'article 22 de cette loi, édicté par l'article 32.

Le tarif de ces services, fournitures ou frais accessoires est soumis aux exigences prévues à l'article 22.0.0.1 de cette loi. »

En mai 2016, le gouvernement a annoncé officiellement ses intentions réglementaires. Le Règlement abolissant les frais accessoires liés à la dispensation des services assurés et régissant les frais de transport des échantillons biologiques a été prépublié en septembre 2016 et édicté le 21 décembre 2018. C'est le 26 janvier 2017, que son entrée en vigueur a débuté. Le Règlement prévoit qu'un paiement pourra continuer à être exigé d'une personne assurée pour des frais de transport d'échantillons biologiques prélevés dans un cabinet privé ou un centre médical spécialisé. Un montant de quinze dollars peut alors être facturé au patient dans le cas d'échantillons biologiques comprenant un prélèvement sanguin. Pour tout autre échantillon biologique, cette somme ne pourra excéder cinq dollars. Ces frais ne pourront être réclamés qu'une seule fois par prélèvement pour les échantillons acheminés à un même laboratoire.

Plusieurs actions ont été prises, en prévision de la fin des frais accessoires, afin d'assurer une mise en œuvre efficace de cette nouvelle réglementation :

- 23 février 2016 : Annonce de projets-pilotes avec trois cliniques afin d'accroître la capacité chirurgicale pour les régions de Montréal, de la Montérégie, de Laval, des Laurentides et de Lanaudière. Toutes les chirurgies effectuées dans le cadre de ces projets-pilotes étaient couvertes par la RAMQ.
- 28 novembre 2016 : Investissement de 20 M\$ pour augmenter la capacité du réseau public en chirurgie :
 - 18 nouvelles salles d'opération;
 - 22 450 chirurgies additionnelles par année.
- 30 novembre 2016 : Investissement de 21 M\$ afin d'augmenter la capacité dans le réseau public pour les examens diagnostiques :
 - 46 500 examens supplémentaires en imagerie par résonance magnétique;
 - 20 200 examens supplémentaires en tomodensitométrie;
 - 25 00 coloscopies supplémentaires.

Nouvelles mesures :

- Publication des orientations du MSSS pour l'application du nouveau règlement;
- Fournitures gratuites aux cliniques par les établissements et le MSSS du matériel nécessaire à la réalisation des services de prélèvements ainsi que de certains produits pharmaceutiques pour la dispensation de services assurés.

Pour l'exercice financier 2018-2019, les dépenses encourues sont de 5 425 313 \$ pour les frais accessoires pour l'approvisionnement du matériel et des produits pharmaceutiques aux professionnels de la santé œuvrant dans une clinique privée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 142

Nombre d'appels d'offres lancés en vertu du projet de loi 81. Bilan.

RÉPONSE NO 142

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 143

Nombre de consultations sans rendez-vous pour chacune des cliniques réseau pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020. Nombre de cliniques réseau qui offrent des consultations sans rendez-vous à raison de 12 heures par jour du lundi au vendredi et de 8 heures par jour les samedis et dimanches.

RÉPONSE NO 143

Le modèle clinique-réseau n'est plus soutenu depuis le 1^{er} avril 2017 et fait maintenant place au modèle de supercliniques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 144

Coûts ventilés et factures détaillées de chacune des campagnes publicitaires du MSSS lancées en 2019-2020.

RÉPONSE NO 144

La réponse est fournie à la question no. 32 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 145

Nombre de médecins répondants ayant apporté un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale; nombre d'actes facturés par les médecins répondants ayant apporté un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale, ainsi que le montant versé aux médecins répondants nommés pour apporter un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale.

RÉPONSE NO 145

La réponse est fournie à la question 161 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 146

Ventilation de l'utilisation de l'investissement de 65 M\$ annoncé par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 18 novembre 2016, lors de la clôture du Forum sur les meilleures pratiques en CHSLD, notamment :

- a) La répartition des sommes versées par établissement;
- b) Le nombre de préposés aux bénéficiaires, d'infirmières auxiliaires et d'infirmières supplémentaires embauchées par chacun de ces établissements avec ces sommes.

RÉPONSE NO 146

Nombre de ressources supplémentaires (ETC) et financement alloué par le MSSS au 31 mars 2018 – dernières données disponibles.

Établissements	Infirmières	Infirmières auxiliaires	Préposés aux bénéficiaires	Total	Financement alloué par le MSSS
CISSS du Bas saint Laurent	0	0	0	0	488 367 \$
CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean	0	0	2,6	2,6	1 481 200 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	6,4	8	3,06	17,46	4 596 323 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	2,8	7	43,4	53,2	2 633 400 \$
CIUSSS de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire	0	4,2	23,8	28	1 797 600 \$
Centre Universitaire de Santé MCGILL	0	0	4,2	4,2	181 853 \$
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	2,8	17,8	74,2	94,8	4 649 400 \$
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	1,4	4,2	18,25	23,85	1 402 800 \$
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	6,6	4,2	4,2	15	1 380 400 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	16,8	9,8	87,48	114,08	6 799 800 \$
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	21,9	7,5	34,9	64,3	3 182 200 \$
CISSS de l'Outaouais	20,4	15	49,52	84,92	2 826 600 \$
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	0	2,8	12,6	15,4	739 200 \$
CISSS de la Côte-Nord	0	0	5,6	5,6	1 265 718 \$
CRSSS de la Baie-James	0	0	5,41	5,41	307 447 \$
CISSS de la Gaspésie	1,4	0	7	8,4	401 800 \$
CISSS des Îles	0,0	0,0	0,0	0,0	0 \$
CISSS de Chaudière-Appalaches	1,4	0	35,24	36,64	1 803 200 \$
CISSS de Laval	4,2	0	7	11,2	688 800 \$
CISSS Lanaudière	0	1,4	47,6	49	2 134 261 \$
CISSS des Laurentides	2,4	0	46,85	49,25	2 539 600 \$

CISSS de la Montérégie-Centre	1,4	2,8	9,8	14	873 600 \$
CISSS de la Montérégie-Est	13,2	5,6	61,96	80,76	4 845 400 \$
CISSS de la Montérégie-Ouest	0	7	14	21	1 171 800 \$
CHSLD privés conventionnés	17,7	51,4	169,8	238,9	ND*
Total général	120,8	148,7	768,47	1037,97	48 190 769 \$

*Pour les CHSLD privés conventionnés, le financement alloué est inclus dans les rectificatifs en fin d’année financière. Ces informations précises ne sont donc pas disponibles.

QUESTION NO 147

Nombre de personnes au Québec présentement en attente d’une échographie cardiaque ainsi que toute donnée concernant les délais, par région, par établissement et par RLS.

RÉPONSE NO 147

La réponse à cette question est fournie dans le tableau ci-après.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 – QUESTIONS PARTICULIÈRES**

QUESTION 147

Nombre de demandes en imagerie médicale en attente pour les échographies cardiaques, 2019-2020 (Période 13)

Région	Nom de l'établissement	0-90 jrs	Entre 91 et 180 jrs	181 jrs et plus	Total
01- Bas-Saint-Laurent	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	928	250	267	1 445
02- Saguenay–Lac-Saint-Jean	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	1 513	576	1 464	3 553
03- Capitale-Nationale	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	1 740	874	757	3 371
	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	509	26	0	535
	INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	384	73	49	506
04- Mauricie–Centre-du-Québec	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	634	51	1	686
05- Estrie	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE	1 402	807	723	2 932
06- Montréal	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	106	4	0	110
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	0	0	0	0
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	991	443	236	1 670
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	307	120	14	441
	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	745	279	415	1 439
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	525	175	77	777
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	953	81	15	1 049
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	498	26	20	544
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL	760	198	90	1 048
07- Outaouais	CISSS DE L'OUTAOUAIS	734	426	1 920	3 080
08- Abitibi-Témiscamingue	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	816	103	36	955
09- Côte-Nord	CISSS DE LA CÔTE-NORD	296	45	123	464
10- Nord-du-Québec	CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES	37	0	0	37
11- Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	CISSS DE LA GASPÉSIE	325	112	184	621
	CISSS DES ÎLES	97	76	93	266
12- Chaudière-Appalaches	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	810	555	1 946	3 311

Région	Nom de l'établissement	0-90 jrs	Entre 91 et 180 jrs	181 jrs et plus	Total
13- Laval	CISSS DE LAVAL	973	599	935	2 507
14- Lanaudière	CISSS DE LANAUDIÈRE	1 495	708	404	2 607
15- Laurentides	CISSS DES LAURENTIDES	1 219	945	1814	3 978
16- Montérégie	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	1 671	399	2	2 072
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	1 025	692	263	1 980
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	0	0	0	0
Québec	TOTAL PROVINCIAL	21 493	8 643	11 848	41 984

Source : GESTRED, 2019-2020 - Période 13

MSSS, Direction générale adjointe de l’information, de la performance et de l’évaluation, juin 2020.

QUESTION NO 148

État de situation au 31 mars 2020 concernant la pénurie de dentistes en Gaspésie.

RÉPONSE NO 148

Le ratio de patients par dentiste est de 3 500 dans la péninsule gaspésienne.

Malgré les mesures incitatives prévues à l'Entente, l'installation de dentistes dans cette région est plus difficile, car ceux-ci recherchent habituellement à pratiquer dans des endroits où il y a un ratio plus élevé de personnes ayant une couverture d'assurance privée, ce qui n'est pas le cas dans cette région.

Il faut souligner que c'est l'Ordre des dentistes du Québec qui s'occupe de faire des études sur les effectifs dentaires au Québec et que le ministère de la Santé et des Services sociaux ne peut obliger un dentiste dans le choix de son lieu de pratique.

Le MSSS travaille actuellement à l'analyse de l'accès aux soins dentaires au Québec, comprenant la situation des personnes ayant un accès géographique limité aux soins dentaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 149

État de situation au 31 mars 2020 concernant la pénurie de médecins pour chacune des régions du Québec.

RÉPONSE NO 149

La réponse est fournie aux questions 130 c) et 130 d) des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 150

État de situation au 31 mars 2020 concernant la pénurie d'infirmiers et infirmières pour chacune des régions du Québec

RÉPONSE NO 150

L'information pertinente et disponible reliée à cet enjeu est fournie à la question 20 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 151

État de situation au 31 mars 2020 concernant la pénurie de certains médicaments, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 151

La réponse à cette question se trouve en annexe.

SITUATION DES INVENTAIRES DE MÉDICAMENTS DES ÉTABLISSEMENTS

DONNÉES AU 17 MARS 2020

Il est important de préciser que dès les débuts de la pandémie de la COVID-19, le MSSS a établi une gestion provinciale du partage des inventaires de médicaments. Ainsi, un établissement avec des problèmes d'inventaires plus bas pouvait se voir réallouer des stocks.

	Établissements	Médicaments réguliers			Médicaments COVID		
		Situation actuelle (semaines)	Pleine capacité (semaines)	Commentaire	Situation actuelle (semaines)	Pleine capacité (semaines)	Commentaire
G A C E C	CHU DE QUÉBEC	4,0	3,4		8,0	7,2	
	CHAUR (Trois-Rivières)	3,5	4,3		5,5	5,0	
	HCM (Shawinigan)	5,5	4,3		5,5	5,0	
	HSC (Drummonville)	5,2	4,3		5,5	5,0	
	HDA (Victoriaville)	6,2	4,3		5,5	5,0	
	CISSS DE LA GASPÉSIE	3,0	2,0		3,0	2,0	
	CISSS BAS-SAINT-LAURENT	4,0	4,0		4,0	4,0	
	CIUSSS CAPITALE-NATIONALE	4,5			4,5		
	CIUSSS SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4,5			4,5		
	CIUSSS DE L'ESTRIE	3,5			4,0		
	LÉVIS (CIUSSS CHAUD-APP)	6,0	5,0		5,0	4,5	
	Beauce-Thetford-Montmagny(CHAUD-APP)	4,0	3,5		3,5	2,5	
	CRSSS DE LA BAIE-JAMES	4,5	4,0				
	IUCPQ	4,0	3,0		8,0	6,0	
	CÔTE-NORD BAIE-COMEAU			Pour tous les autres médicaments, l'inventaire varie de quelques semaines à quelques mois.	10,0		
	CÔTE-NORD SEPT-ÎLES			Pour tous les autres médicaments, l'inventaire varie de quelques semaines à quelques mois.	9,0		
	CISSS DES ÎLES	6,0	4,0		6,0	4,0	
	CHUSJ			Plus de 60 jours pour la majorité des autres médicaments mais intervalle très variable par item compte tenu des pénuries de médicaments, des allocations	10,1	ND	90 jours pour la plupart des items COVID, en présumant recevoir 100% de nos commandes chez Mckesson
	CHUM			Toutes les démarches sont en cours pour augmenter de façon graduelle l'inventaire à 90 jours	ND	ND	Démarches sont en cours pour augmenter de façon graduelle l'inventaire à 90 jours
	ICM			Pour les médicaments en général, 3 mois et plus de réserve	10,4	7,7	3 mois (sauf les narcotiques que je devrai rehausser= 1-2 mois
	Hôpital général juif			1. Inventaire de medicaments: 1-2 semaines (filtres chez McKesson)	1,4	0,0	1-2 semaines

CIUSSS Nord (Jean-Talon)			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	3,7	5,8	<u>Évaluation DAPM en fonction des données Covid-19</u> Environ 1 mois de médicaments en utilisation courante Environ 1,5 mois de médicaments en utilisation pleine capacité
CIUSSS Nord (Sacré Cœur)			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	3,2	2,7	<u>Évaluation DAPM en fonction des données Covid-19</u> Environ 1 mois de médicaments en utilisation courante Environ 3 semaines de médicaments en utilisation pleine capacité
CIUSSS Nord (RDP)				ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
Hopital General du Lakeshore			Inventaire générale d'après 3 à 4 semaines Inventaire générale d'oncologie de 2 à 3 semaines.	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
Hôpital Sainte-Anne			Inventaire générale d'environ 15,2 semaines calculé à partir du système d'information en pharmacie	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
Hôpital LaSalle			Inventaire general de la pharmacie 3 mois courant, 2 mois pleine capacité	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
Hôpital St Mary			INVENTAIRE GÉNÉRAL: 10 JOURS INVENTAIRE ONCO : 2 SEMAINES	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
Grace Dart			Inventaire général d'environ 4 semaines calculé à partir du système d'information en pharmacie	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
Pinel				ND	ND	4 à 6 semaines.
CUSM			<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de mois ou semaines en consommation courante: 6 semaines • Nombre de mois ou de semaines en occupation à pleine capacité: 5 semaines 	12,9	12,9	<u>Évaluation DAPM en fonction des données Covid-19</u> Environ 1,5 mois de médicaments en utilisation courante Environ 1,5 mois de médicaments en utilisation pleine capacité
Centre Sud			Entre deux semaines et 8 semaines de médicaments, selon consommations actuelles et selon médicaments	ND	ND	Seules les Qtés fournies
Laval			Avons en moyenne 1 mois de médicaments	18,1	4,5	<u>Évaluation DAPM en fonction des données Covid-19</u> Environ 2 mois de médicaments
CIUSSS Est			Pour les médicaments d'usage courant, nous avons un inventaire d'entre 2 à 4 semaines (pour répondre à une pleine capacité) tout dépendant des médicaments.	7,9	5,3	<u>Évaluation DAPM en fonction des données Covid-19</u> Environ 2 mois de médicaments en utilisation courante Environ 1,5 mois de médicaments en utilisation pleine capacité

	CIUSSS Ouest de l'île			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	71,2	10,1	Évaluation DAPM en fonction des données Covid-19 Environ 17 mois de médicaments en utilisation courante Environ 2 mois de médicaments en utilisation pleine capacité
S I G M A	CISSS Montérégie Centre HCLM			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	ND	ND	Seul l'inventaire en unités a été fourni
	CISSS Lanaudière Pierre le Gardeur			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	4,0	ND	Évaluation DAPM sur la base des données par médicaments
	CISSS Lanaudière CHRL Joliette			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	4,0	ND	Évaluation DAPM sur la base des données par médicaments
	CISSS OUT			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	8,0	ND	Évaluation DAPM sur la base des données par médicaments
	CISSS M-E			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	9,0	ND	Évaluation DAPM sur la base des données par médicaments
	CISSS M-O			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	5,0	ND	Évaluation DAPM sur la base des données par médicaments
	CISSS AT			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
	CISSS Laurentides St-Jérôme			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
	CISSS Laurentides			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
	Mont-Laurier			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
	Rivière-Rouge			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
	Argenteuil			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
	Lac des deux montagnes et Thérèse de Blainville			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer
	DES Sommets Site-Agathe			Information incomplète ou imprécise pour déterminer	ND	ND	Information incomplète ou imprécise pour déterminer

QUESTION NO 152

Taux de morbidité et taux de mortalité par type de cancer et par établissement.

.....

RÉPONSE NO 152

Nous n'avons aucune information sur les taux de morbidité et de mortalité pour les établissements traitant les cancers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 153

Plus récente version des délais d'accès par programme, incluant possiblement, mais pas exclusivement, les programmes suivants :

- a. SIPPE;
- b. services généraux psychosociaux;
- c. perte d'autonomie et vieillissement;
- d. déficience physique, déficience intellectuelle ou trouble du spectre de l'autisme;
- e. jeunes en difficulté;
- f. santé mentale;
- g. santé mentale ambulatoire + 18 ans;
- h. santé mentale ambulatoire – 18 ans;
- i. orthophonie;
- j. autres programmes.

RÉPONSE NO 153

La réponse est fournie à la question n° 34 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 154

État de situation de l'effectif par type d'emploi transféré des CLSC vers les GMF, cliniques réseau ou supercliniques. Budget accordé par catégorie (immobilisations, frais d'administration, etc.) pour chacun de ces transferts.

RÉPONSE NO 154

Ces données sont colligées dans les établissements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 155

Nombre de demandes et éventuellement de refus pour remplacement de médecins spécialistes en congé, par type de congé (maternité, invalidité). Copie de la politique ou de la directive à ce sujet.

RÉPONSE NO 155

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, 99 demandes de remplacement temporaire ont été transmises au ministère de la Santé et des Services sociaux.

Voici les données par motif d'absence pour les demandes traitées :

Motif d'absence	Traitées	Acceptées	Refusées
Absence pour formation	24	24	0
Congé de maladie	9	6	3
Congé de maternité	51	50	1
Congé de service	11	10	1
Autre type d'absence	4	4	0
Total	99	94	5

Note : Une demande de prolongation d'un remplacement temporaire déjà autorisée n'est pas comptabilisée comme une nouvelle demande.

Remplacement temporaire de médecins spécialistes

Principes directeurs et critères d'évaluation des demandes soumises au MSSS

**Direction du soutien à l'organisation
clinique et de la gestion des effectifs médicaux**

Adopté et déposé au CODIR, avril 2017

Mars 2017

MISE EN CONTEXTE

L'augmentation des remplacements temporaires vient diminuer le nombre de candidats qui seraient autrement disponibles pour combler les postes vacants aux plans des effectifs médicaux (PEM) des établissements. Cet état de fait a contribué à la modification de l'article 240 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux par des dispositions du projet de loi n°20. Dorénavant, les établissements doivent obtenir l'autorisation du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) avant de pouvoir recruter un médecin pour effectuer un remplacement temporaire.

À titre indicatif, il y avait 630 postes vacants aux PEM en spécialité en mars 2017. D'ici 2020, plus de la moitié des nouveaux médecins spécialistes qui débiteront leur exercice au Québec viendront remplacer les départs à la retraite. L'ajout net est d'environ 150 médecins par année sur qui nous comptons pour combler les 630 postes vacants. Les demandes de recrutement de médecins spécialistes visant à remplacer une absence dépassent 100 par année. La plupart de ces remplacements sont effectués par de nouveaux médecins qui ne sont pas encore installés sur un poste vacant (voir annexe A). L'encadrement de l'autorisation des remplacements est donc nécessaire afin de maintenir un équilibre optimal entre les effectifs utilisés pour effectuer des remplacements temporaires et ceux recrutés sur des postes vacants.

Il est à noter que le MSSS reconnaît qu'il y a des circonstances où un médecin doit s'absenter et pour lesquelles il doit être remplacé, notamment lors des congés parentaux.

PRINCIPES DIRECTEURS ENCADRANT LES DEMANDES DE REMPLACEMENT

- L'absence d'un médecin implique une notion d'obligation et non pas un choix.
- L'absence d'un médecin doit être à temps complet et le remplacement d'un médecin qui souhaite diminuer ses activités ne peut être autorisé.
- Il revient au département, au service ou à l'équipe concernée de faire la démonstration du besoin d'un remplacement et au directeur des services professionnels (DSP) d'en faire l'évaluation. Le DSP a l'imputabilité d'appuyer la demande et de s'assurer de la transmission des informations suffisantes pour en faire l'analyse.
- Les demandes de remplacement adressées au MSSS ne peuvent en aucun cas résulter d'une gestion sous-optimale des ressources, telles que : congés de services et/ou de formation, vacances, sans tenir compte de l'impact sur les services à la clientèle. On ne remplace pas un médecin si l'équipe en place ou si une autre installation du centre intégré peut raisonnablement pallier à cette absence.

- Lorsque le médecin remplaçant identifié détient un poste dans un autre établissement, le remplacement demandé ne doit pas entraîner un bris de service, un enjeu de couverture clinique ou une demande de remplacement dans l'établissement pour lequel le médecin détient un poste au PEM. Dans cette situation, le DSP de l'établissement du médecin remplaçant doit être préalablement informé de la situation par le DSP de l'établissement demandeur et doit avoir donné son accord explicite avant qu'une demande de remplacement soit transmise au MSSS.
- Un profil attendu d'un médecin remplaçant est principalement celui d'un médecin venant tout juste de terminer sa formation en attente d'un poste ou un médecin retraité qui accepte de venir aider une équipe. Le MSSS ne veut pas soutenir un médecin qui désire développer une pratique de remplacements répétitifs au détriment de combler un poste vacant. Un membre sénior en mi-retraite serait parfait.
- Le retour au travail du médecin remplacé met immédiatement un terme au remplacement.
- Il appartient au DSP de s'assurer en tout temps que les conditions permettant un remplacement autorisé pour son établissement prévalent et de prendre les mesures pour mettre un terme au remplacement si le médecin remplacé n'est plus dans une situation où il doit s'absenter.

CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les demandes de remplacement répondant aux six critères suivants seront considérées comme étant justifiées :

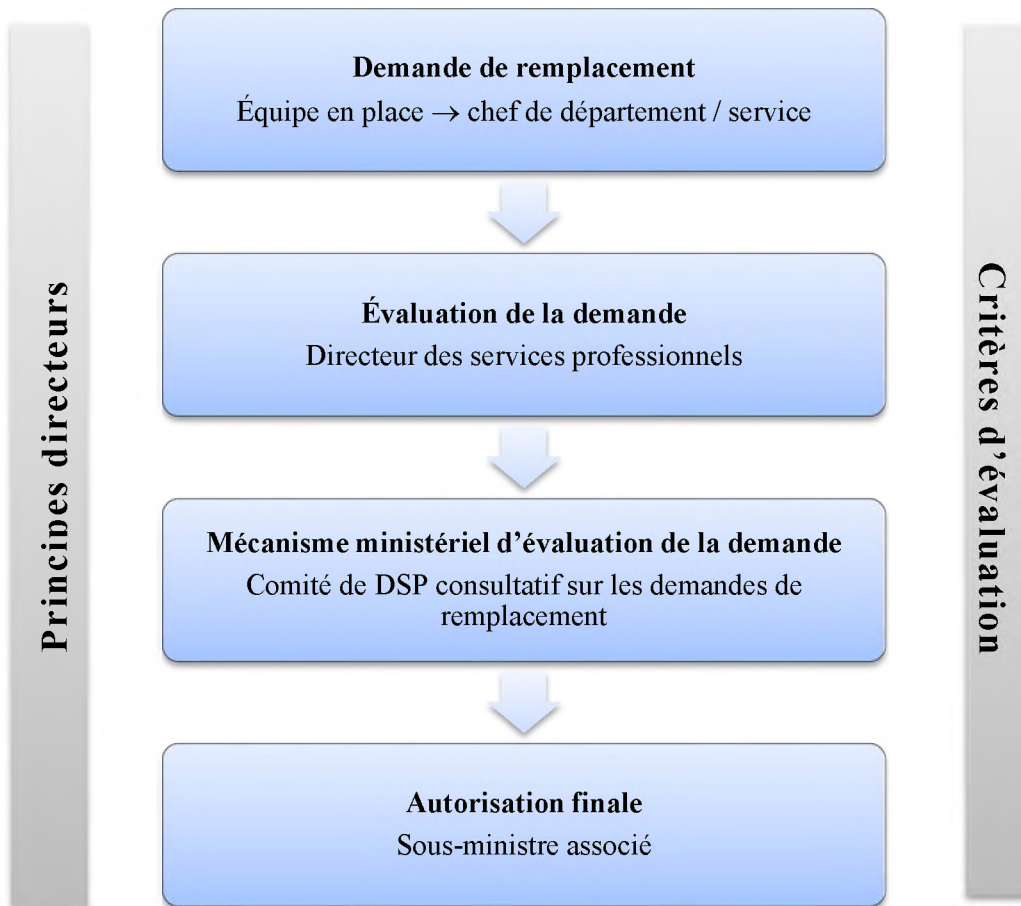
1. L'obligation d'absence du médecin à remplacer est démontrée (par exemple un congé de maternité ou un congé de maladie long terme);
2. Il y aura un bris dans l'offre de services essentiels à la clientèle, consécutif à l'absence;
3. La demande est accompagnée d'une description de l'état du PEM : le nombre de médecins inscrits au PEM, l'analyse de l'activité des membres actifs et associés, les postes vacants, les autres absences, les remplacements en cours;
4. Le médecin identifié pour effectuer le remplacement n'a pas développé un profil de remplacements répétitifs;
5. Si le médecin remplaçant occupe un poste dans un autre établissement, le DSP de cet établissement a donné son accord;
6. Le niveau d'activité dans l'établissement du médecin à remplacer est significatif*.

Nous convenons généralement qu'un équivalent temps complet clinique est fait de 210 jours de travail et de 42 quarts de garde dans une année (42 semaines à 5 jours et un quart de garde/semaine)

*À titre indicatif, dans le cadre d'une demande de remplacement, un niveau d'activité significatif dans l'établissement correspond à au moins 60 % d'un équivalent temps complet clinique soit au moins 126 jours de travail et 25 quarts de garde dans une année.

Les demandes de remplacement ne répondant pas aux six critères précédents devront être accompagnées d'un argumentaire supplémentaire convaincant comprenant les raisons pour lesquelles une solution alternative au remplacement n'a pas été trouvée.

PROCESSUS D'UNE DEMANDE DE REMPLACEMENT EN MÉDECINE SPÉCIALISÉE

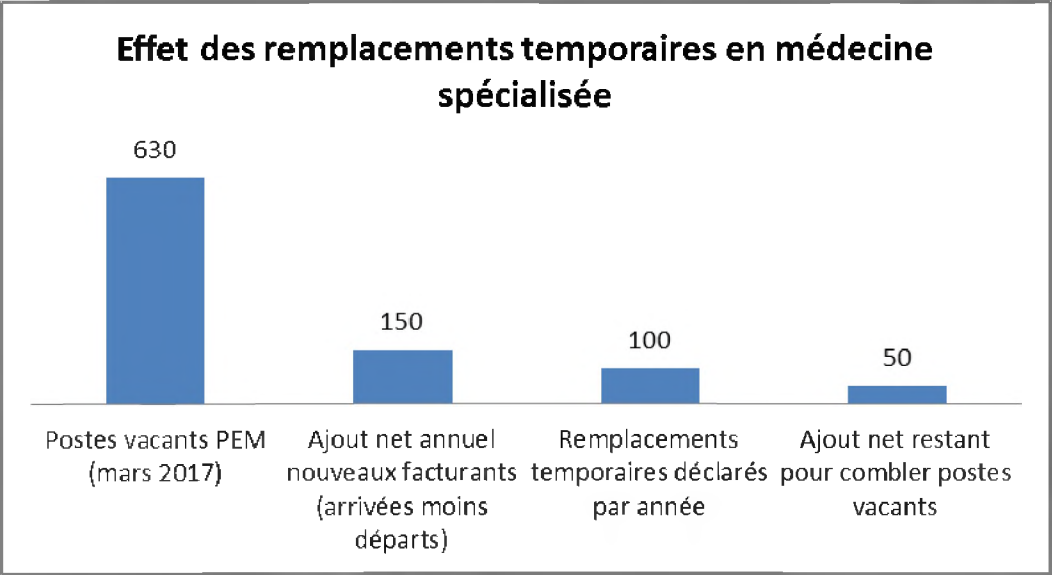


ANNEXE A : EFFET DES REMPLACEMENTS TEMPORAIRES EN MÉDECINE SPÉCIALISÉE

Le graphique ci-dessous montre l’effet des remplacements temporaires sur le comblement des postes vacants aux PEM en spécialité.

Il y avait 630 postes vacants aux PEM en spécialité en mars 2017, ce qui représente autant de besoins à combler dans les établissements des diverses régions. D’ici 2020, plus de la moitié des nouveaux médecins spécialistes qui débiteront leur exercice au Québec viendront remplacer les départs à la retraite. L’ajout net est d’environ 150 médecins par année sur qui nous comptons pour combler les 630 postes vacants.

Les demandes de recrutement de médecins spécialistes visant à remplacer une absence dépassent 100 par année. La plupart de ces remplacements sont effectués par de nouveaux médecins qui ne sont pas encore installés sur un poste vacant. Par conséquent, si 100 remplacements annuels étaient effectués par le groupe des 150 médecins de l’ajout net, il ne resterait que 50 médecins spécialistes par année pour combler les 630 postes vacants. Le resserrement des remplacements d’absence vise donc à favoriser l’installation des nouveaux médecins dans les établissements en besoin.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières par le Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 156

État de situation concernant la crise des opioïdes.

.....

RÉPONSE NO 156

La réponse a été fournie à la question 83 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 157

Ventilation par région et par mesure des sommes dépensées en 2019-2020 en lien avec la Politique gouvernementale de prévention en santé.

.....

RÉPONSE NO 157

La réponse a été fournie à la question 84 de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 158

État de situation concernant les infirmières d'origine française (notamment au CHUM) embauchées avant la signature de l'ARM en février 2014.

RÉPONSE NO 158

En date du 20 mars 2014, le ministère de la Santé et des Services sociaux confirmait la reconnaissance du diplôme d'État infirmier français délivré avant l'année 2012 à titre d'équivalence du baccalauréat en sciences infirmières au Québec.

Cette reconnaissance est possible pourvu que les règles de reclassification et de rémunération prévues à la convention collective de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) soient respectées. Ces règles sont appliquées aux infirmières françaises, détenant un diplôme d'état d'infirmier français délivré avant l'année 2012, à l'emploi d'un établissement en mars 2014. Un écart de rémunération dû à l'application des conventions collectives existe entre une personne déjà à l'emploi et une personne nouvellement embauchée. Ce qui explique les revendications des infirmières françaises du CHUM, qui se voient pourtant appliquer les mêmes conditions que les infirmières ayant obtenu un diplôme de pratique au Québec.

La situation liée aux revendications des infirmières françaises, notamment celle du CHUM, est due à l'application des règles de reclassification et de rémunération prévue à la convention collective FIQ et non à un problème lié à l'application de l'Arrangement en vue de reconnaissance mutuelle (ARM) avec la France. D'ailleurs, le CHUM n'est pas le seul établissement du réseau de la santé et des services sociaux à s'être gouverné de la sorte puisque l'application à la convention collective était conforme.

Malgré cela, certains établissements du réseau de la santé et des services sociaux ont procédé à un règlement de griefs relatifs à l'application de ces dispositions. Ces ententes relèvent de la compétence des établissements.

QUESTION NO 159

État de situation à propos de la maladie de Lyme. Nombre de cas diagnostiqués, par année et par région, depuis 2006.

RÉPONSE NO 159

Pour l'état de situation, voir la question 85 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Le nombre de cas de maladie de Lyme (ML) déclarés au Québec a été en augmentation significative depuis 2006; passant de 7 cas en 2006 à 494 cas en 2019. La progression est plus importante depuis 2013. Avant 2012, la proportion de cas acquis au Québec était faible et voire inexistante en 2006. La proportion de personnes ayant acquis l'infection au Québec a augmenté au cours des dernières années passant de 37 % en 2012 à 76 % en 2019. Parmi les cas ayant acquis leur infection au Québec en 2019, l'Estrie demeure une région importante d'acquisition avec un taux de 58 % des cas), suivi de la Montérégie avec 24 % des cas). Parmi les autres régions d'acquisition, l'Outaouais et la Mauricie-Centre du Québec ont été identifiés comme lieu d'acquisition pour 10 et 7 cas respectivement. D'autres régions affichent 1 ou 2 cas. La proportion de cas de ML dont le lieu d'acquisition est au Québec est importante. Le vecteur de la ML est bien établi au Québec et progresse chaque année.

En 2018, et à l'exception des régions nordiques (Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James), toutes les régions du Québec ont transmis des tiques au Laboratoire de santé publique du Québec (LSPQ). Des tiques positives à la bactérie *Borrelia burgdorferi* ont été retrouvées dans toutes ces régions, ce qui montre que le risque d'acquisition de la ML est présent partout au Québec, même s'il est plus élevé dans certaines régions. Le taux d'infection varie régionalement. Dans l'ensemble, 18 % des tiques acheminées par la surveillance passive étaient positives à la bactérie *Borrelia burgdorferi*. On note également la présence d'autres pathogènes dans les tiques analysées : *Anaplasma phagocytophilum* (1,2 %), *Babesia microti* (0,6 %) et *Borrelia miyamotoi* (0,5 %).

Répartition des cas de ML selon le lieu de résidence 2006-2019, Province de Québec

Territoires	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
01 - Bas-Saint-Laurent			1					3	1	2		1	2	3
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean								1	2	2	2	1	1	
03 - Capitale-Nationale		2	1		1	4	2	3	6	4	5	8	5	13
04 - Mauricie et Centre-du-Québec			1	1		3	2	3	4	4	2	8	19	11
05 – Estrie	1		2		1	4	12	38	28	54	74	126	91	201
06 – Montréal	5	3	3	6	2	9	11	25	24	25	25	47	48	82
07 – Outaouais			1	1	1	2	2	4		6	4	4	10	20
08 - Abitibi-Témiscamingue			1										1	2
09 - Côte-Nord									1		1		1	
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine								1				1	1	1
12 - Chaudière-Appalaches				2				3	2	1	1	3	1	1
13 – Laval			2				1	4	3			5	8	10
14 – Lanaudière		1	1		1		3	7	3		4	9	6	10
15 – Laurentides					1			10	7	6	3	14	13	15
16 – Montérégie	1	2	1	4	5	10	10	40	44	55	56	102	98	125
17 – Nunavik										1				
Total général	7	8	14	14	12	32	43	142	125	160	177	329	305	494

QUESTION NO 160

État de situation concernant les modifications apportées à la loi P-38 dans le cadre du projet de loi 130, *Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux*.

.....

RÉPONSE NO 160

La réponse est fournie à la question n° 35 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 161

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2019-2020 pour prévenir et lutte contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

RÉPONSE NO 161

La réponse à cette question est fournie dans le tableau ci-joint.

Lutte contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones			
Mesures mises en œuvre en 2019-2020 nécessitant un investissement			
À qui	Clientèles	Mesures	TOTAL (2019-2020)
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	Personnes autochtones: victimes, agresseurs ou leurs proches	Soutenir des initiatives régionales en lien avec les différents axes de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 soit la prévention, l'intervention, le développement des connaissances, le partage d'expertise ainsi que la concertation.	16 000\$
Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James	Personnes autochtones: victimes, agresseurs ou leurs proches	Soutenir des initiatives régionales en lien avec les différents axes de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 soit la prévention, l'intervention, le développement des connaissances, le partage d'expertise ainsi que la concertation.	16 000\$
Total prévu :			32 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 162

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2019-2020 pour prévenir et lutter contre la violence conjugale en 2019-2020. Ventilation par mesure, par région et prévisions pour 2020-2021.

RÉPONSE NO 162

Financement accordé pour prévenir et lutter contre la violence conjugale en 2019-2020 excluant les montants accordés pour les maisons d’hébergement et les groupes pour conjoints violents en mission globale dans le cadre du PSOC. Ventilation par mesure :

Mesure	Montant
*Montant alloué par région pour la mise en œuvre du plan d’action et le soutien aux tables de concertation régionale	1 240 000\$
*Diffuser par l’entremise de transfert de connaissances le « Rapport québécois sur la violence et la santé »	10 000\$
*Mener un projet de recherche rétrospectif dans le cadre des travaux du comité sur les décès liés à la violence conjugale	20 000\$
*Terminer la mise en ligne de la formation web en violence conjugale	15 505\$
*Poursuivre la démarche avec le FRQSC pour faire un appel de projets sur des thématiques de recherche en violence conjugale. L’appel devrait se faire au début de l’hiver 2021.	250 000\$
*Mener une enquête populationnelle visant à mesurer le phénomène de la violence entre partenaires intimes au Québec.	50 000\$
Permettre à l’organisme à cœur d’homme d’effectuer l’actualisation du guide d’intervention intitulé « Intervenir auprès des hommes pour prévenir les homicides conjugaux ».	20 000\$
Poursuivre le projet intitulé : « Femmes, Recherche, Intervention, Développement, Approches autochtones (FRIDAA) » qui vise à soutenir l’intervention auprès des autochtones par une recension et un partage des pratiques prometteuses abordant la violence conjugale et familiale en contexte autochtone	141 228\$
Montant supplémentaire accordé à L’Alliance des maisons d’hébergement de deuxième étape pour sa contribution à un état de situation	10 000\$
*Montants non récurrents accordés aux organismes communautaires (mesures 16-17 et 18 du Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale) : <ul style="list-style-type: none"> Financement des maisons d’hébergement d’urgence (mesure 16) Financement des groupes pour conjoints violents (mesure 17) Financement des maisons de deuxième étape (mesure 18) 	9 953 090\$
La ventilation par région est fournie dans le tableau ci-après.	
Total	11 709 823\$

*Mesures inscrites au Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale

Répartition du financement non récurrent pour les mesures 16, 17 et 18 du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale, par région :

Régions	Montants versés directement aux maisons d'hébergement pour femmes afin qu'elles adaptent leurs services aux clientèles particulières	Montants versés directement aux groupes pour conjoints ayant des comportements violents afin qu'ils adaptent leurs services aux clientèles particulières	Montants supplémentaires distribué par les CISSS/CIUSSS aux organismes communautaires pour adapter les services à des clientèles particulières	Montants accordés aux maisons de deuxième étape de la région	Total du montant accordé à la région pour les maisons d'hébergement et les organismes pour conjoints
1	54 000\$	27 600\$	60 000\$	164 916\$	306 516\$
2	126 000\$	27 600\$	80 000\$	82 458\$	316 058\$
3	162 000\$	27 600\$	200 000\$	439 776\$	829 376\$
4	126 000\$	55 200\$	165 000\$	192 402\$	538 402\$
5	126 000\$	41 400\$	85 000\$	467 262\$	719 662\$
6	522 000\$	41 400\$	600 000\$	1 863 900\$	3 027 300\$
7	126 000\$	41 400\$	120 000\$	N/A*	287 400\$
8	72 000\$	13 800\$	58 000\$	N/A*	143 800\$
9	72 000\$	41 400\$	45 000\$	218 501\$	376 901\$
10	18 000\$	13 800\$	30 000\$	N/A*	61 800\$
11	90 000\$	27 600\$	33 000\$	302 346\$	452 946\$
12	72 000\$	41 400\$	95 000\$	467 262\$	675 662\$
13	54 000\$	13 800\$	132 000\$	54 972\$	254 772\$
14	54 000\$	13 800\$	155 000\$	N/A*	222 800\$
15	90 000\$	27 600\$	190 000\$	N/A*	307 600\$
16	180 000\$	55 200\$	392 000\$	588 903\$	1 216 103\$
17	54 000\$	N/A*	30 000\$	N/A*	84 000
18	N/A*	N/A*	30 000\$	N/A*	30 000\$
National				101 800\$	101 800\$
Total	1 998 000\$	510 600\$	2 500 000\$	4 944 490\$	9 953 090\$

**Ne s'applique pas dans cette région.*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 163

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2019-2020 pour soutenir les femmes et les enfants victimes de violence en 2019-2020. Ventilation par mesure, par région et prévisions pour 2020-2021.

RÉPONSE NO 163

La réponse est fournie à la question no 323 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 164

Indiquer la ventilation détaillée et le budget récurrent accordé en 2019-2020 et celui prévu en 2020-2021 au réseau complet des maisons d'hébergement de première étape pour les femmes et les enfants victimes de violence ou de violence conjugale, par région et par maison, incluant le financement des groupes, des organismes et des programmes.

RÉPONSE NO 164

La réponse est fournie à la question n° 321 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 165

Indiquer la ventilation détaillée et le budget récurrent accordé en 2019-2020 et celui prévu en 2020-2021 au réseau complet des maisons d'hébergement de deuxième étape pour les femmes et les enfants victimes de violence ou de violence conjugale, par région et par maison, incluant le financement des groupes, des organismes et des programmes.

.....

RÉPONSE NO 165

La réponse à cette question est fournie dans le tableau ci-joint.

Les données pour 2020-2021 ne sont pas disponibles.

Région	Organisme *	Montant total accordé en 2019-2020
1	La Gigogne	164 916 \$
	TOTAL Région Bas-Saint-Laurent	164 916 \$
2	Maison d'hébergement Le Rivage de la Baie inc.	82 458 \$
	TOTAL région Saguenay-Lac-Saint-Jean	82 458 \$
3	L'Inter-Elles	247 374 \$
	Maison du cœur pour femmes	27 486 \$
	Maison Marie-Rollet	27 486 \$
	Maison Hélène Lacroix	137 430 \$
	TOTAL région Capitale nationale	439 776 \$
4	La Rose des vents	137 430 \$
	La Séjournelle	54 972 \$
	TOTAL région Mauricie-centre-du-Québec	192 402 \$
5	La Bouée régionale Lac-Mégantic inc.	219 888 \$
	Maison Laurette G. de Montigny	247 374 \$
	TOTAL Région Estrie	467 262 \$
6	Maison Flora Tristan	247 374 \$
	Maison l'Océane	217 078 \$
	Nouvelle-Étape	219 888 \$
	PasserElle	300 008 \$
	Refuge pour les femmes de l'Ouest de l'Île (Alternat'Elle)	384 804 \$
	Maison Dalauze	219 888 \$
	La Dauphinelle	109 944 \$
	L'Arrêt-Source inc.	164 916 \$
	TOTAL Région Montréal	1 863 900 \$
9	Maison Anita-Lebel	218 501 \$
	TOTAL Région Côte-Nord	218 501 \$
11	Maison d'aide et d'hébergement l'Émergence	302 346 \$
	TOTAL Région Gaspésie les Îles de la Madeleine	302 346 \$
12	La Jonction pour elle	192 402 \$
	Le Havre l'Éclaircie	137 430 \$
	La Gîtée	137 430 \$
	TOTAL région Chaudière-Appalaches	467 262 \$
13	Le Prélude	54 972 \$
	TOTAL Région Laval	54 972 \$
16	Maison d'aide et d'hébergement la Re-Source de Châteauguay	219 888 \$
	Maison d'hébergement et de transition l'Égide	190 356 \$
	L'Accueil pour Elle	109 944 \$
	Hébergement la Passerelle	68 715 \$
TOTAL région Montérégie		588 903 \$
Regroupement : Alliance des maisons de 2^e étape		101 800\$
Total		4 944 498\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 166

Indiquer la ventilation détaillée et le budget récurrent accordé en 2019-2020 et celui prévu en 2020-2021 au réseau d'aide aux hommes pour une société sans violence, par région, incluant le financement des groupes, des organismes et des programmes.

RÉPONSE NO 166

La réponse est fournie à la question n° 363 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 167

Préciser les sommes dégagées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 pour aider les femmes victimes de violences sexuelles et conjugales. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :

- i. Maisons d'hébergement pour elles ;
- ii. Aide psychologique adaptée ;
- iii. Soutien aux enfants ;
- iv. Sensibilisation ;
- v. Autres.

RÉPONSE NO 167

Le tableau suivant présente la répartition du financement global accordé aux par région, par mesure, en 2019-2020.

Les informations demandées aux points ii., iii., iv. ne sont pas disponibles.

**REPARTITION DU MONTANT NON RECURRENT ACCORDE AUX MAISONS
D’HEBERGEMENT D’URGENCE ET AUX GROUPES POUR CONJOINTS AFIN
D’ADAPTER LEURS SERVICES – 2019-2020**

Région	Montants versés directement aux maisons d’hébergement pour femmes	Montants versés directement aux groupes pour conjoints ayant des comportements violents	Montants supplémentaires distribué par les CISSS/CIUSSS aux organismes communautaires	Total
1	54 000\$	27 600\$	60 000\$	133 600\$
2	126 000\$	27 600\$	80 000\$	233 600\$
3	162 000\$	27 600\$	200 000\$	389 600\$
4	126 000\$	55 200\$	165 000\$	346 000\$
5	126 000\$	41 400\$	85 000\$	252 400\$
6	522 000\$	41 400\$	600 000\$	1 163 400\$
7	126 000\$	41 400\$	120 000\$	287 400\$
8	72 000\$	13 800\$	58 000\$	143 800\$
9	72 000\$	41 400\$	45 000\$	158 400\$
10	18 000\$	13 800\$	30 000\$	61 800\$
11	90 000\$	27 600\$	33 000\$	150 600\$
12	72 000\$	41 400\$	95 000\$	208 400\$
13	54 000\$	13 800\$	132 000\$	199 800\$
14	54 000\$	13 800\$	155 000\$	222 800\$
15	90 000\$	27 600\$	190 000\$	307 600\$
16	180 000\$	55 200\$	392 000\$	627 200\$
17	54 000\$	N/A*	30 000\$	84 000
18	N/A*	N/A*	30 000\$	30 000\$
Total	1 998 000\$	510 600\$	2 500 000\$	5 008 600\$

**Ne s’applique pas dans cette région.*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 168

Préciser les sommes dégagées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 pour aider les personnes prostituées ou les victimes d'exploitation sexuelle à quitter ce milieu. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :

- i. Maisons d'hébergement ;
- ii. Services de désintoxication ;
- iii. Aide psychologique adaptée ;
- iv. Soutien aux enfants ;
- v. Sensibilisation ;
- vi. Autres.

RÉPONSE NO 168

Cette information n'est pas disponible.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 169

Préciser les sommes dégagées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 pour aider les hommes ayant des comportements violents ou des difficultés comportementales. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :

- i. Aide psychologique adaptée ;
- ii. Sensibilisation ;
- iii. Autres.

RÉPONSE NO 169

La réponse est fournie à la question n° 167 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 170

Par CIUSSS, CISSS et établissement non fusionné, montant des frais de déplacement du personnel.

.....

RÉPONSE NO 170

Les données ne sont pas disponibles puisqu'elles ne font pas l'objet d'une collecte spécifique au rapport financier annuel (AS-471) des établissements du réseau de la santé et des services.

QUESTION NO 171

Population sur le territoire de chacun des CISSS et CIUSSS du Québec.

.....

RÉPONSE NO 171

La réponse à cette question est fournie dans le tableau ci-après.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 – QUESTIONS PARTICULIÈRES

QUESTION 171

**Répartition de la population selon le territoire de RTS (réseau territorial de services) -
Projection de population pour l'année 2020**

RTS		2020
011	RTS du Bas-Saint-Laurent	197 074
021	RTS du Saguenay - Lac-Saint-Jean	277 632
031	RTS de la Capitale-Nationale	755 459
041	RTS de la Mauricie-et-du Centre-du-Québec	522 341
051	RTS de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	493 163
061	RTS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	374 118
062	RTS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	377 127
063	RTS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	327 542
064	RTS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	449 896
065	RTS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	536 974
071	RTS de l'Outaouais	401 032
081	RTS de l'Abitibi-Témiscamingue	147 616
091	RTS de la Côte-Nord	90 033
100	Nord-du-Québec	13 558
111	RTS de la Gaspésie	77 392
112	RTS des Îles	12 606
121	RTS de Chaudière-Appalaches	430 309
131	RTS de Laval	442 745
141	RTS de Lanaudière	520 092
151	RTS des Laurentides	626 968
161	RTS de la Montérégie-Centre	420 739
162	RTS de la Montérégie-Est	534 768
163	RTS de la Montérégie-Ouest	477 244
170	Nunavik	14 260
180	Terres-Cries-de-la-Baie-James	18 385
Total		8 539 073

Source : Estimations et projections de population comparables basées sur le recensement de 2016, ISQ, série 2020 des projections de population basées sur la série 2020 des estimations de population (2016-2019).

MSSS, Direction générale adjointe de l'information, de la performance et de l'évaluation, 24 avril 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 172

Copie des contrats d'embauche des personnes qui négocient présentement au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre et dates des rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.

RÉPONSE NO 172

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 173

Copie des correspondances transmises par le MSSS aux directions générales des CISSS, CIUSSS et établissements non fusionnés concernant l'application des projets de loi 10, 20 et 130.

RÉPONSE NO 173

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 174

Nombre de psychologues, équivalent ETC, par type d'établissement et par région pour les trois dernières années

.....

RÉPONSE NO 174

La réponse est fournie à la question 162 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 175

Nombre de préposés aux bénéficiaires par type d'établissement et par région pour les trois dernières années

RÉPONSE NO 175

La réponse est fournie à la question 146 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 176

Au total ainsi que pour chaque région, chaque établissement et chaque installation de santé et de services sociaux, les informations suivantes :

- a. Nombre d'employés, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi, ayant eu à faire du temps supplémentaire;
- b. Nombre d'heures supplémentaires travaillées, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi;
- c. Nombre de quarts de travail de plus de 12 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi;
- d. Nombre de quarts de travail de plus de 16 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi;
- e. Nombre de quarts de travail de plus de 20 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi;
- f. Nombre de quarts de travail de plus de 24 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi

RÉPONSE NO 176

La réponse est fournie à la question 131 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 177

Nombre de préposés aux bénéficiaires et d'autres employés embauchés à la suite des annonces faites par le ministre en novembre 2016 et en septembre 2017 :

- a. par région;
 - b. par établissement;
 - c. montant dépensé par agence et par établissement.
-

RÉPONSE NO 177

L'augmentation de l'offre de service peut se traduire par de nouvelles embauches ou une augmentation des heures travaillées par le personnel déjà à l'emploi des établissements. Toutefois, les effectifs du réseau ont augmenté depuis le 31 mars 2016.

Le suivi des effectifs du réseau est présenté à l'adresse suivante :

<https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/documents/ressources-humaines/Denombrement-et-remuneration-Effectif-RSSS-2018-2019.xlsx>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 178

Montant investi dans le réseau de la santé et des services sociaux pour la main-d'œuvre indépendante (agences privées de personnel) pour les cinq dernières années, par catégorie d'emploi, par région et par établissement

.....

RÉPONSE NO 178

La réponse est fournie à la question 134 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 179

Le nombre d'heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante, par catégorie d'emploi, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 179

La réponse est fournie à la question 135 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 180

Montants et heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante pour les dix dernières années, toutes les catégories d'emploi de la loi 30 confondues, et ventilation par région et par établissement.

.....

RÉPONSE NO 180

La réponse est fournie à la question 136 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 181

Pour chacune des catégories d'emploi de la loi 30, les heures travaillées en temps supplémentaire, détaillées par catégorie d'emploi pour les dix dernières années

RÉPONSE NO 181

La réponse est fournie à la question 137 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 182

Pour chacune des catégories d'emploi de la loi 30, le coût des heures travaillées en temps supplémentaire, détaillées par catégorie d'emploi pour les dix dernières années.

RÉPONSE NO 182

La réponse est fournie à la question 138 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 183

Pourcentage des heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante sur l'ensemble des heures travaillées (heures régulières et heures supplémentaires), toutes les catégories d'emploi de la loi 30 confondues, pour chacune des dix dernières années

.....

RÉPONSE NO 183

La réponse est fournie à la question 139 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 184

Montant et heures travaillées par centre d'activité, pour les catégories d'emploi détaillées de la catégorie 1 (infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes), pour les trois dernières années, par établissement et par région

.....

RÉPONSE NO 184

La réponse est fournie à la question 140 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 185

Nombre d'heures supplémentaires travaillées, par catégorie d'emploi et par région

RÉPONSE NO 185

La réponse est fournie à la question 141 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 186

Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par catégorie d'emploi, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.

RÉPONSE NO 186

La réponse est fournie à la question 142 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 187

Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par appellation d'emploi, par région et par établissement, pour les cinq dernières années

RÉPONSE NO 187

La réponse est fournie à la question 143 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 188

Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par région et par établissement, pour les cinq dernières années :

- a. infirmières;
- b. infirmières praticiennes spécialisées;
- c. infirmières auxiliaires;
- d. inhalothérapeutes;
- e. pharmaciens d'établissement;
- f. autres.

RÉPONSE NO 188

La réponse est fournie à la question 144 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 189

Liste des CMS ayant obtenu un permis de CMS, mais n'ayant pas encore obtenu d'agrément.

.....

RÉPONSE NO 189

La réponse est fournie à la question no 293 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 190

Liste des demandes de permis de CMS déposées au 31 mars 2020, en spécifiant la région et le type de chirurgies qui font l'objet de chacune des demandes.

RÉPONSE NO 190

La réponse est fournie à la question no 294 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 191

Liste des permis émis à des CMS au 31 mars 2020, comprenant le nom, le statut, l'adresse et le type de chirurgies autorisées.

RÉPONSE NO 191

La réponse est fournie à la question no 292 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 192

Liste des CMS qui ne répondaient pas aux normes, mais ayant obtenu un permis.

RÉPONSE NO 192

La réponse est fournie à la question no 295 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 193

Liste des contrats entre les CMS-A et les contractants publics.

.....

RÉPONSE NO 193

La réponse est fournie à la question n^o 296 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 194

Sommes totales allouées pour les services préhospitaliers d'urgence par région pour les cinq dernières années.

RÉPONSE NO 194

La réponse est fournie à la question n° 297 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 195

Nombre et dates des rencontres du comité de mise en œuvre du rapport du Comité national sur les services préhospitaliers d'urgence (CNSPU) ayant eu lieu depuis sa mise sur pied, ainsi que l'échéancier de ses travaux pour l'année 2019-2020.

RÉPONSE NO 195

Les travaux du Comité national sur les services préhospitaliers d'urgence (CNSPU) ont été suspendus et ne seront pas repris.

Un nouveau comité a été mis en place en 2019, le Comité national de transformation des services préhospitaliers d'urgence (CNTSPU).

Le CNTSPU a tenu 21 rencontres en 2019-2020

Les rencontres se sont tenues aux dates suivantes :

23, 31 octobre 2019
7, 14, 21, 28 novembre 2019
5, 12, 19 décembre 2019
8, 15, 22, 29 janvier 2020
5, 12, 19, 26 février 2020
4, 11, 18, 25 mars 2020

QUESTION NO 196

État de situation pour chacune des 116 recommandations du rapport Ouellet ainsi que l'échéancier du gouvernement pour y donner suite.

RÉPONSE NO 196

Cette information n'est pas disponible.

Le suivi des recommandations du rapport Ouellet sera pris en compte dans les travaux du Comité national de transformation du système préhospitalier d'urgence (CNTSPU).

QUESTION NO 197

- Concernant les services préhospitaliers d'urgence :
- a. liste des entreprises, corporations ou coopératives ayant le mandat d'assurer les transports préhospitaliers d'urgence, par région;
 - b. moyenne des délais de réponse, selon la priorité d'appel, par région et au total, pour les trois dernières années;
 - c. budget accordé, par région et *per capita*, et total pour les trois dernières années. Indiquer également le budget consenti par titre d'emploi;
 - d. nombre de techniciens ambulanciers et d'unités d'ambulance, par région et au total, pour les trois dernières années;
 - e. nombre de transports ambulanciers, par région et au total, en indiquant le type de transport (urgence ou interétablissement) et le type de soins (de base ou médicaux avancés), pour les trois dernières années;
 - e. couverture horaire assurée, selon la zone ambulancière, pour les trois dernières années;
 - f. budgets consentis à la formation des techniciens ambulanciers, par région et au total, pour les trois dernières années;
 - g. nombre d'ambulances et de quarts de travail ajoutés en 2019-2020, par zone ambulancière;
 - h. nombre d'heures de faction convertis en heures à l'heure en 2019-2020, par zone ambulancière;
 - i. liste des municipalités où les heures de faction n'ont pas été convertis en heures à l'heure pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
 - j. nombre de demandes d'ajout d'ambulances, d'ajout de quarts de travail et de conversions d'heures de faction en heures à l'heure formulées par les établissements de santé auprès du MSSS en 2019-2020;
 - k. pour chaque zone ambulancière, liste des MRC et des municipalités locales desservies et carte du territoire couvert;
 - l. nombre d'appels reçus, nombre d'affectations transmises aux ressources préhospitalières, nombre de transports effectués par les ressources préhospitalières, nombre d'affectations qui ont été réaffectées avant le transport, nombre de transports annulés ainsi que taux d'utilisation clinique (TUC), par zone ambulancière, en 2019-2020.

RÉPONSE NO 197

La réponse à l'ensemble des sous-questions est fournie à la question 301 des questions particulières de l'Opposition officielle à l'exception de la sous-question i. liste des municipalités où les heures de faction n'ont pas été convertis en heures à l'heure pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

Région	Zone ambulancière	Date prévue	Conversion faite
01 Bas-Saint-Laurent	01-119-Sayabec	2018-04-01	2020-05-10
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	11-110-Chandler	2018-04-01	À déterminer
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	11-111-Paspébiac	2018-04-01	À déterminer

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 198

Moyenne des délais de réponse de la Corporation Urgences-Santé pour les trois dernières années.
Ventilation des budgets alloués en précisant, notamment :

- a. le nombre de postes et les détails (infirmières, chauffeurs, répartiteurs, etc.);
- c. le nombre de déplacements d'un établissement à un autre, de transports, de détournements, etc.;
- d. le maintien d'appels reçus (répartition entre urgents et non urgents);
- e. le nombre d'unités d'ambulance;
- f. la moyenne des délais de réponse, selon la priorité d'appel, par région et au total, pour les trois dernières années;
- g. Nombre de véhicules redirigés en raison du débordement d'une urgence.

RÉPONSE NO 198

La réponse à l'ensemble des sous-questions est fournie à la question n° 298 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 199

Nombre d'ambulanciers ayant remis leur démission en 2019-2020, par région et par municipalité.

RÉPONSE NO 199

Cette information n'est pas disponible.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 200

Suivi de la mise en œuvre de la loi 113 sur la prestation sécuritaire des services de santé et des services sociaux (cibles et résultats au 31 mars 2020 relativement à : la proportion des établissements ayant mis en place un comité de gestion des risques et de la qualité, la proportion des établissements qui déclarent les incidents et les accidents, la proportion des établissements ayant mis en place un registre local des incidents et des accidents, etc.) et état de situation sur la mise en place d'un registre national.

RÉPONSE NO 200

En bref :

Les établissements publics du réseau de la santé et des services sociaux ont mis en place un comité de gestion des risques et de la qualité ou une instance équivalente.

La quasi-totalité des établissements (138)¹ a déclaré, en 2018-2019, les incidents et accidents par l'entremise de leur registre local, à l'exception d'un seul d'entre eux, soit le CHSLD Jean XXIII inc.² Le registre national est en place depuis le 1^{er} avril 2009.

Les données relatives à la déclaration des incidents et accidents pour l'année 2019-2020 ne sont pas disponibles.

En détail :

- Le registre national est fonctionnel depuis avril 2011 et, à ce jour, onze rapports des incidents et des accidents ont été publiés par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).
- Le onzième rapport sur les incidents et accidents a été publié en décembre 2019 et couvre les événements survenus entre le 1^{er} avril 2018 et le 31 mars 2019.

Tous les rapports des incidents et accidents survenus lors de la prestation de soins de santé et de services sociaux sont disponibles sur le site Internet du MSSS.

¹. Les établissements situés dans les régions du Nunavik et des Terres-Cries-de-la-Baie-James ne sont pas visés par l'obligation de déclarer les incidents/accidents.

² L'établissement a procédé à la relocalisation de ses derniers résidents en mai 2018 et s'est vu retiré son permis par le MSSS en février 2019, ce qui explique qu'il n'ait pas colligé ses événements et qu'il n'ait pas répondu à l'exigence d'alimenter le Registre nationale des incidents et accidents survenus lors de la prestation de soins de santé et de services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 201

Nombre d'incidents et d'accidents survenus dans les établissements de santé, par type d'incident et d'accident, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 201

La réponse à cette question se trouve dans le Rapport 2018-2019 sur les incidents et accidents survenus lors de la prestation de soins de santé et de services sociaux au Québec du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019, disponible au lien suivant :

<https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2019/19-735-01W.pdf>

Les données relatives à la déclaration des incidents et accidents pour l'année 2019-2020 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 202

Pour les maisons de naissance au Québec, fournir, pour les trois dernières années financières :

- a. le nom, la date d'ouverture et l'emplacement de toutes les maisons de naissance au Québec;
- b. le financement gouvernemental accordé à ces maisons;
- c. le nombre de nouvelles maisons depuis le 1^{er} avril 2014;
- d. les prévisions pour 2020-2021;
- e. le nombre de naissances dans les maisons de naissance;
- f. le coût moyen par accouchement pour toutes les maisons de naissance.

RÉPONSE NO 202

La réponse est fournie à la question n° 302 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX*****Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition***

QUESTION NO 203

Pour les sages-femmes au Québec, fournir, pour les trois dernières années, le nombre de sages-femmes par catégorie d'emploi (poste permanent, à temps partiel ou occasionnel), le nombre de graduations en 2019-2020 par institution d'enseignement supérieur, et le nombre d'inscriptions au programme de formation en 2019-2020, par institution d'enseignement supérieur.

RÉPONSE NO 203

La réponse est fournie à la question n° 303 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 204

État de situation en lien avec l'engagement du Parti libéral de présenter une nouvelle stratégie de mise en œuvre de la Politique de périnatalité afin d'augmenter l'accès aux services de sages-femmes et aux maisons de naissance, lors de la campagne électorale en 2014.

RÉPONSE NO 204

La réponse est fournie à la question n° 303 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 205

État de situation en lien avec l'engagement du Parti libéral d'ajouter, d'ici 2019, 125 nouveaux postes de sages-femmes et d'ouvrir sept nouvelles maisons de naissance dans diverses régions du Québec, lors de la campagne électorale en 2014.

RÉPONSE NO 205

La réponse est fournie à la question n° 303 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 206

État de situation en lien avec l'engagement du Parti libéral d'investir 18,5 M\$ sur 5 ans, financés à même les budgets actuels du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour les ajouts de postes de sages-femmes et l'ouverture de nouvelles maisons de naissance, lors de la campagne électorale en 2014.

RÉPONSE NO 206

La réponse est fournie à la question n° 302 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 207

Rapport quinquennal de la situation dans les salles d'urgence (incluant le nombre de visites à l'urgence, le délai moyen de séjour et le pourcentage de patients par clientèle, par région et par établissement).

.....

RÉPONSE NO 207

La réponse est fournie à la question n° 275 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 208

Délai moyen entre le moment où un patient entre à l'urgence et celui où il voit un médecin, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 208

La réponse est fournie à la question n° 276 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 209

Liste des urgences jugées les plus problématiques. Liste des mesures prises dans ces urgences.

.....

RÉPONSE NO 209

Plusieurs chantiers ont été mis en place tout au cours des années dont l'harmonisation des pratiques, l'amélioration de la prise en charge par les médecins de famille, une meilleure fluidité dans la trajectoire des services requis en réponse aux besoins des personnes avec des problèmes de santé, etc.

Pour les périodes 1 à 13 de l'année 2019-2020, la durée moyenne de séjour pour les personnes séjournant sur civière est de 15,2 heures. Un suivi se poursuit quotidiennement et au besoin et les équipes cliniques sont interpellées lorsque de longs séjours sont constatés.

RÉGION 03 : CAPITALE-NATIONALE ET LE CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL

La situation dans les urgences de la région de la Capitale-Nationale et du CHU de Québec - Université Laval demeure stable. Un suivi plus rigoureux lors de situation difficile a été fait.

RÉGION 05 : ESTRIE

On dénote un encombrement à l'Hôpital de Granby. Un suivi régulier est effectué avec la direction.

RÉGION 06 : MONTRÉAL

Globalement, la situation dans les urgences de la région de Montréal demeure fragile. Les actions posées ont permis d'augmenter les services offerts par le soutien à domicile (SAD) et de libérer plus rapidement les lits de courte durée occupés par les usagers en niveau de soins alternatifs (NSA). Plusieurs solutions ont été mises en place et un suivi rigoureux demeure pour l'ensemble des établissements de cette région.

RÉGION 09 : CÔTE-NORD

Depuis un certain temps, la région de la Côte-Nord fait face régulièrement à des risques de rupture. Cette situation est principalement due à un exode de médecins qui quitte la région pour une pratique plus urbaine. On dénote également un encombrement à l'Hôpital de Sept-Îles notamment en raison d'un nombre élevé d'usagers en NSA. L'équipe de la Direction des services d'urgence assure un suivi hebdomadaire avec la région afin de solutionner ces problématiques.

RÉGION 14 : LANAUDIÈRE

Une augmentation de l'encombrement est constatée dans cette région en lien avec une hausse du nombre d'utilisateurs en NSA. Un suivi régulier est effectué avec la direction.

RÉGION 15 : LAURENTIDES

Malgré plusieurs changements dans les processus internes de l'urgence de l'Hôpital de St-Eustache, un encombrement y est toujours présent. De plus, un enjeu de personnel est constaté tout particulièrement dans cette région. La direction de l'établissement est très présente et des travaux pour améliorer la fluidité dans les trajectoires de soins sont en cours.

RÉGION 16 : MONTÉRÉGIE

Les établissements de cette région travaillent à l'harmonisation des services, en lien avec la première ligne, ainsi qu'à l'amélioration des trajectoires de soins. De plus, des suivis hebdomadaires avec le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest sont effectués afin de remédier au pourcentage élevé d'utilisateurs en NSA qui impacte directement l'encombrement de ses urgences. Des visites et accompagnements sont également en cours pour les CISSS Montérégie Ouest et Est.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 210

Cibles et objectifs du MSSS concernant l'amélioration de la situation dans les urgences ainsi que les résultats obtenus, par salle d'urgence, concernant ces cibles et objectifs.

RÉPONSE NO 210

Les cibles et les objectifs ministériels inscrits à la planification stratégique 2019-2023 concernant l'amélioration de la situation des urgences sont :

- Durée moyenne de séjour pour la clientèle sur civière : cible pour 2019-2020 est de 13,5 heures ;
- Délai moyen de prise en charge médicale à l'urgence pour la clientèle ambulatoire : cible pour 2019-2020 est de 145 minutes.

Ces cibles et objectifs visent toutes les clientèles incluant les personnes de 75 ans et plus ainsi que les patients avec problèmes de santé mentale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 211

Patients ayant quitté les urgences sans avoir vu un médecin par région et par établissement au cours des trois dernières années.

RÉPONSE NO 211

La réponse est fournie à la question n° 277 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 212

État de situation concernant les unités de débordement existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux :

- a. liste des unités;
- b. statistiques de fréquentation et de délai moyen de séjour, par unité et par établissement.

RÉPONSE NO 212

La réponse est fournie à la question n° 278 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 213

État de situation concernant les unités d'hospitalisation brève (UHB) existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux :

- a. liste des unités;
- b. nombre de patients admis;
- c. durée moyenne de séjour (DMS);
- d. nombre et pourcentage de patients ayant dépassé les 48 heures de présence;
- e. nombre et pourcentage de patients avec retour à domicile;
- f. nombre et pourcentage de patients transférés dans un lit d'hospitalisation;
- g. temps de réponse aux consultations;
- h. temps de réponse aux examens diagnostiques;
- i. taux de réadmission après congé.

RÉPONSE NO 213

La réponse est fournie à la question n° 279 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 214

Ventilation du budget dévolu au projet Dossier santé Québec (DSQ)

RÉPONSE NO 214

La réponse est fournie à la question no 304 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 215

Ventilation des coûts hors portée du projet.

RÉPONSE NO 215

La réponse est fournie à la question no 305 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 216

Ventilation des dépenses totales réalisées au 31 mars 2020 et ventilation par projet et par organisme ou ministère :

- a. CISSS et CIUSSS;
- b. Établissements non fusionnés;
- c. Corporation d'hébergement du Québec;
- d. RAMQ;
- e. MSSS

RÉPONSE NO 216

La réponse est fournie à la question no 306 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 217

État d'avancement de chacun des projets et leur échéancier.

RÉPONSE NO 217

La réponse fournie à la question no 307 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 218

Montants reçus d'Inforoute Santé du Canada, par année, depuis la signature de l'entente.

RÉPONSE NO 218

La réponse est fournie à la question no 308 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 219

Montants déboursés, par projet, pour le DSQ au 31 mars 2020.

RÉPONSE NO 219

La réponse est fournie à la question no 309 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 220

Échéancier de déploiement du DSQ, par projet et par région.

RÉPONSE NO 220

Le déploiement du DSQ est une activité récurrente et, au fil des mois et des années, de nouveaux sites déployables ouvrent leurs portes tandis que d'autres cessent leurs activités.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 221

Liste des contrats signés, le montant de chacun des contrats, le nom de la firme ou de la personne, le nombre de soumissionnaires et le montant proposé dans la soumission par contrat.

RÉPONSE NO 221

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat (\$)	Mode d'octroi du contrat	Nombre de soumissionnaires	Montant proposé dans la soumission (\$)
9207-5340 Québec Inc.	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Alexa Bernier-Sylvestre	Pharmacienne communautaire pour le circuit du médicament DSQ. À la suite des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	48 956 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Anne Goulet pharmacienne	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Anne-Émilie Dionne pharmacienne	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Ariane Malouin	Participer au comité de vigie et de qualité « Dossier Santé Québec (DSQ) - médicaments » à titre de pharmacienne communautaire.	7 020 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Ariane Malouin	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	7 800 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Camille Rayes pharmacienne	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900 \$	Gré à gré	S/O	S/O
DaCom conseils (Danielle Comtois)	Travaux d'architecture d'affaires et transfert d'expertise. Analyser l'arrimage requis avec le DCI et le DSQ.	40 000 \$	Gré à gré	S/O	S/O

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat (\$)	Mode d'octroi du contrat	Nombre de soumissionnaires	Montant proposé dans la soumission (\$)
Docteur Philippe McNeill	Participer à des sous-tables cliniques (STG) multidisciplinaires à titre d'intervenant champion et médecin omnipraticien.	33 513 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Dr Karen Adams	Participer à des sous-tables cliniques (STC) multidisciplinaires à titre d'intervenant champion et rhumatologue.	11 700 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Dr Vincent Demers	Participer à des sous-tables cliniques (STC) multidisciplinaires à titre d'intervenant champion et médecin omnipraticien.	8 863 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Dre Christine Jacques	Intervenant champion aux sous-tables cliniques (STC) multidisciplinaires.	33 513 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Frédéric Dugas pharmacien	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Jasmine Côté pharmacienne	Poursuivre les travaux pour des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Johanne Desforges Santé Inc.	Intervenant champion aux sous-tables cliniques (STC) multidisciplinaires.	33 513 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Marie-Ève Turcotte	Participer à des sous-tables cliniques (STG) multidisciplinaires à titre d'intervenant champion et pharmacienne.	7 020 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Pharmacie Geneviève Duperron, Jean-Philippe Pilon & Valérie Therrien, S.E.N.C.	Poursuivre les travaux pour des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation	3 900 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Projet SARDO (Bernard Lespérance)	Services professionnels en technologies de l'information pour les droits d'utilisation, le soutien et l'évolution du progiciel SARDO pour l'ensemble du RSSS et, à échéance, la cession de la propriété intellectuelle au MSSS. Une base de données provinciale sera constituée par le prestataire de services et pourrait être appelé à devenir le domaine cancérologie du Dossier Santé Québec (DSQ).	14 000 000 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Suzie Rousseau pharmacienne	Poursuivre les travaux pour des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Sylvie Lussier pharmacienne	Poursuivre les travaux pour des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900 \$	Gré à gré	S/O	S/O

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat (\$)	Mode d'octroi du contrat	Nombre de soumissionnaires	Montant proposé dans la soumission (\$)
Valérie Paquet	Participer à des sous-tables cliniques (STG) multidisciplinaires à titre d'intervenant champion et pharmacienne.	7 020 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Verlaine Ménard-Desrosiers	Poursuivre les travaux pour des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Yann Gosselin-Gaudreault pharmacien	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900 \$	Gré à gré	S/O	S/O

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 222

Effectifs du bureau DSQ ainsi que sa provenance (ministères, organismes, entreprises privées).

.....

RÉPONSE NO 222

Aucun puisque les travaux entourant le DSQ sont intégrés dans les activités courantes du ministère de la Santé et des Services sociaux. Il n'y a pas de bureau spécifique au DSQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 223

Évaluation des dépassements de coûts totaux au 31 mars 2020 pour le déploiement complet du DSQ.

RÉPONSE NO 223

La réponse est fournie à la question no 310 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 224

Nombre d'utilisateurs du DSQ au 31 mars 2020.

RÉPONSE NO 224

La réponse est fournie à la question no 311 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 225

État de situation sur le développement du DCI dans les établissements. Liste des contrats signés, le montant de chacun des contrats, le nom de la firme ou de la personne retenue, le nombre de soumissionnaires et le montant proposé dans la soumission, par contrat. Ventilation par année.

RÉPONSE NO 225

Les orientations du MSSS en technologie de l'information (TI) ont permis d'identifier les principaux systèmes d'informations (SI) à mettre en place pour favoriser l'amélioration du système de santé. Ces orientations, fondées sur des principes d'unification, visent à simplifier l'écosystème numérique du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) afin de favoriser une meilleure circulation de l'information du dossier de l'utilisateur.

À ce jour, la vaste majorité des établissements a effectué les activités pour les préparer au déploiement des principaux SI, dont certaines solutions provinciales uniques.

Principaux faits saillants dans l'implantation d'une solution DCI provinciale :

Fin 2015 : Diffusion aux établissements de l'orientation ministérielle à l'effet de déployer et de maintenir une seule solution de DCI, Cristal-Net, au sein de l'ensemble du RSSS.

2016 à 2018 : Début des travaux de développement et d'évolution de Cristal-Net avec l'ajout de fonctionnalités et industrialisation de la solution.

2017-2018 : Démarrage des activités de déploiement du DCI Cristal-Net dans les établissements du RSSS selon une cadence variable en fonction du contexte de chacun des établissements.

Fin 2018 : Le Ministère annonce aux établissements qu'ils pourront maintenir ou déployer d'autres solutions de DCI que Cristal-Net et ce, selon certaines conditions.

2019 : Le Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS) amorce une réflexion et une analyse des solutions disponibles sur le marché et vise une mise en œuvre d'une solution d'affaires provinciale afin de soutenir l'ensemble des fonctionnalités d'un Dossier santé numérique (DSN).

L'apport attendu de cette solution permettra de soutenir et d'améliorer la prestation des soins et des services sociaux des intervenants auprès des usagers, d'uniformiser les processus de travail, d'accroître l'accès à l'information par les intervenants, de faciliter le partage de l'information, de soutenir la collaboration interprofessionnelle, de limiter la transcription des données déjà saisies et finalement d'éviter à l'utilisateur de répéter les mêmes renseignements de base. Cet apport est attendu pour l'ensemble des missions des établissements du RSSS. Elle devra également soutenir les activités inhérentes à la santé publique, en promotion, prévention, protection et surveillance.

La solution DSN recherchée doit ainsi contenir toutes les données requises permettant de créer une image complète des trajectoires, du parcours du citoyen-usager dans un continuum de soins et services et permettre aux intervenants du RSSS d'intervenir auprès de l'utilisateur et de ses aidants. La solution DSN doit permettre aux intervenants œuvrant dans les différents points de transition

du parcours de l'utilisateur, d'avoir accès aux informations cliniques et pertinentes de suivi utilisées par les équipes cliniques en amont et en aval du centre hospitalier pour favoriser l'organisation de la transition de l'utilisateur, éviter les bris de continuité informationnelle et le doublage. À cet effet, le DSN contient évidemment des données de qualité et fiables.

La solution DSN doit être considérée comme un instrument de collaboration et de communication cohérente interdisciplinaire à travers l'organisation des soins et de services. Elle doit permettre une utilisation judicieuse des ressources et, également, agir comme un instrument de gestion efficace de la prestation des soins et des services afin d'atteindre une certaine agilité d'affaires.

Elle soutient aussi implicitement la recherche, l'enseignement, les études épidémiologiques, la surveillance et permet également une interrogation des données à des fins de gestion.

En terminant, la solution de DSN recherchée devra également prendre en considération la rationalisation des systèmes d'information, présents au sein du RSSS, visant ainsi à minimiser le doublage et le chevauchement entre eux. À cet effet, le MSSS vise une solution de DSN intégrée afin de diminuer de façon optimale le nombre et la diversité de solutions cliniques et par le fait même réduire au minimum la quantité de liens d'interopérabilité entre les systèmes. De plus il est visé que la solution soit hautement paramétrable par des pilotes cliniques afin de réduire la dépendance envers les fournisseurs et les experts TI.

Le dossier d'opportunité (DO) est en processus d'approbation et d'autorisation afin que nous puissions amorcer la prochaine étape, soit la phase de planification du projet, incluant la rédaction du dossier d'affaires (DA).

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat (\$)	Mode d'octroi du contrat	Nombre de soumissionnaires	Montant proposé dans la soumission (\$)
9207-5340 Québec Inc.	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Alexa Bernier-Sylvestre	Pharmacienne communautaire pour le circuit du médicament DSQ. À la suite des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	48 956,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Anne Goulet pharmacienne	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Anne-Émilie Dionne pharmacienne	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Ariane Malouin	Participer au comité de vigie et de qualité « Dossier Santé Québec (DSQ) - médicaments » à titre de pharmacienne communautaire.	7 020,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Ariane Malouin	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	7 800,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Camille Rayes pharmacienne	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
DaCom conseils (Danielle Comtois)	Travaux d'architecture d'affaires et transfert d'expertise. Analyser l'arrimage requis avec le DCI et le DSQ.	40 000,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Docteur Philippe McNeill	Participer à des sous-tables cliniques (STG) multidisciplinaires à titre d'intervenant champion et médecin omnipraticien.	33 513,60 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Dr Karen Adams	Participer à des sous-tables cliniques (STC) multidisciplinaires à titre d'intervenant champion et rhumatologue.	11 700,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Dr Vincent Demers	Participer à des sous-tables cliniques (STC) multidisciplinaires à titre d'intervenant champion et médecin omnipraticien.	8 863,20 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Dre Christine Jacques	Intervenant champion aux sous-tables cliniques (STC) multidisciplinaires.	33 513,60 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Frédéric Dugas pharmacien	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O

Jasmine Côté pharmacienne	Poursuivre les travaux pour des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Johanne Desforges Santé Inc.	Intervenant champion aux sous-tables cliniques (STC) multidisciplinaires.	33 513,60 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Marie-Ève Turcotte	Participer à des sous-tables cliniques (STG) multidisciplinaires à titre d'intervenant champion et pharmacienne.	7 020,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Pharmacie Geneviève Duperron, Jean- Philippe Pilon & Valérie Therrien, S.E.N.C.	Poursuivre les travaux pour des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation	3 900,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Projet SARDO (Bernard Lespérance)	Services professionnels en technologies de l'information pour les droits d'utilisation, le soutien et l'évolution du progiciel SARDO pour l'ensemble du RSSS et, à échéance, la cession de la propriété intellectuelle au MSSS. Une base de données provinciale sera constituée par le prestataire de services et pourrait être appelé à devenir le domaine oncologie du Dossier Santé Québec (DSQ).	14 000 000,0 0 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Suzie Rousseau pharmacienne	Poursuivre les travaux pour des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Sylvie Lussier pharmacienne	Poursuivre les travaux pour des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Valérie Paquet	Participer à des sous-tables cliniques (STG) multidisciplinaires à titre d'intervenant champion et pharmacienne.	7 020,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Verlaine Ménard- Desrosiers	Poursuivre les travaux pour des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O
Yann Gosselin- Gaudreault pharmacien	Poursuivre les travaux des différents besoins recensés dans le cadre des travaux de sous-table clinique (STC) pour la définition du circuit-cible prescription/dispensation.	3 900,00 \$	Gré à gré	S/O	S/O

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 226

Détail du montant prévu pour l'informatisation (DSQ/DCI/DME) pour chaque année, à compter de 2019-2020.

RÉPONSE NO 226

Évaluation pour le DSQ :

2019-2020 2,7 M\$

Les données 2020-2021 et suivantes ne sont pas disponibles.

Évaluation pour le DCI :

2019-2020 53,3 M\$

Les données 2020-2021 et suivantes ne sont pas disponibles.

Évaluation pour le DMÉ :

Il n'y plus de dépense liée au DMÉ dans le cadre du DSQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 227

État de situation sur la mise en place de la Direction générale de cancérologie (DGC), incluant l'effectif et le budget d'opération.

RÉPONSE NO 227

La réponse est fournie à la question n° 285 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 228

État de situation relativement à la mise en œuvre du projet de loi 28, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016. Nombre de médicaments visés, nombre d'ententes signées avec des compagnies et estimations des coûts.

RÉPONSE NO 228

L'adoption du projet de loi 28 permet à la ministre de la Santé et des Services sociaux de conclure des ententes d'inscription concernant la Liste de médicaments du Régime général d'assurance médicaments ainsi que la Liste de médicaments des établissements de santé et de services sociaux. La reddition de comptes concernant le nombre de produits visés et le rendement procuré par les ententes est prévue par cette loi et s'effectue par l'entremise du rapport annuel de gestion de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), pour le régime public d'assurance médicaments, et du rapport annuel de gestion du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), pour le volet des établissements.

Selon le rapport annuel de gestion de la RAMQ portant sur l'exercice 2018-2019, au 31 mars 2019, il y avait 98 ententes d'inscription avec des fabricants innovateurs visant 113 produits, pour un rendement annuel de 314 M\$. Quant aux fabricants génériques, 66 ententes avec autant de fabricants ont été conclues. Celles-ci couvrent 2 928 produits pour un rendement de 130 M\$. Pour ce qui est des établissements de santé et de services sociaux, le rapport annuel de gestion du MSSS portant sur l'exercice 2018-2019 fait état, au 31 mars 2019, de 131 médicaments visés par une entente d'inscription pour un rendement annuel de 92 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 229

État de situation sur la mise en place des équipes interdisciplinaires fonctionnelles dans chaque établissement impliqué dans la lutte contre le cancer.

RÉPONSE NO 229

La réponse est fournie à la question n° 287 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 230

État de situation concernant la mise en place d'un registre québécois du cancer, incluant notamment les sommes investies pour la mise en place du registre et l'échéancier. Date prévue de la mise en place.

RÉPONSE NO 230

État de situation et échéancier

Les travaux de réorganisation du Registre québécois du cancer (RQC) ont commencé en 2011 en collaboration avec la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Le projet est réalisé en plusieurs phases qui, à ce jour, ont permis :

- l'identification et la documentation des orientations et des normes du RQC;
 - la mise en place, dans les établissements, de registres locaux de cancer (RLC) où sont recueillies les informations qui alimentent maintenant le registre central;
 - la mise en place d'une structure de soutien et de développement des compétences pour les archivistes-registres œuvrant dans les registres locaux de cancer. De plus, afin de permettre un déploiement cohérent dans le réseau de la santé et des services sociaux et assurer la qualité des informations transmises, les données requises des établissements ont été étendues sur plusieurs années :
 - déclaration de tous les rapports de pathologie pour un cancer en 2011 et 2012;
 - déclaration des nouveaux cancers en 2013;
 - ajout d'informations sur le stade de la tumeur au moment du diagnostic ainsi que sur les premiers traitements reçus pour le cancer colorectal en 2014, le cancer du sein en 2015, le cancer du poumon en 2016 et le cancer de la prostate en 2017.
 - l'adaptation du système du RQC afin qu'il soit en mesure :
 - de recevoir et de valider de nouvelles informations;
 - d'assurer la production de données de qualité en automatisant le processus de jumelage des informations d'une même personne et d'une même tumeur provenant de plusieurs sources (raccordement);
 - de convertir les données historiques du fichier des tumeurs du Québec (FiTQ).
 - la réalisation des corrections requises au système suite au premier test de production des données;
 - la validation et la correction des données reçues de l'ensemble des sources du RQC pour les années 2011 et 2012;
 - la poursuite des corrections des anomalies suite à la mise en production du nouveau système du RQC;
-

- la publication des données préliminaires de l'année 2011, les premières produites par le RQC, ont démontré l'augmentation attendue pour certains sièges de cancer en lien avec une meilleure identification de cas qui n'avaient pas été captés auparavant. Le document qui les accompagne décrit les considérations méthodologiques à prendre en compte pour leur interprétation.
- la mise en place des éléments de soutien requis pour que les archivistes-registres des registres locaux de cancer soient en mesure d'appliquer l'ensemble des nouvelles normes auxquelles sont assujettis les registres de cancer en Amérique du Nord pour l'année 2018.
- Afin d'accélérer la réalisation des travaux de façon complémentaire à ce qui est réalisé à la RAMQ et en lien avec les chantiers en cours dans les technologies de l'information, le MSSS a conclu en 2019 une entente avec le fournisseur de l'application utilisée par 85 % des RLC du Québec, Projet SARDO inc. Cette entente fait de SARDO un système d'information unifié (SIU) pour le réseau de la santé et des services sociaux.

Prochaines étapes et livrables

Le déploiement et les opérations du RQC se poursuivent à travers les prochaines étapes et livrables suivants :

- poursuivre les corrections aux dernières anomalies identifiées dans le système lors de la validation des données 2011;
- procéder à la validation et à la production des données de 2013 et des années suivantes;
- assurer l'adaptation du système pour suivre l'évolution des normes internationales pour les données de l'année 2018;
- poursuivre la mise place d'un programme d'assurance qualité répondant aux normes nord-américaines pour les registres de cancer;
- automatiser le raccordement, pour une même tumeur, des nouvelles données sur le stade de la tumeur au moment du diagnostic ainsi que sur la première ligne de traitement reçue;
- élaborer les outils requis pour permettre la diffusion des données (environnement informationnel);
- soutenir les projets du réseau visant l'intégration des registres locaux, notamment la mise en commun des installations d'un même établissement;
- poursuivre le déploiement du projet SARDO et effectuer les arrimages pertinents avec les travaux réalisés à la RAMQ.

Sommes investies

En 2019-20, les sommes investies sont prises à même les budgets de fonctionnement des équipes du RQC au ministère de la Santé et des Services sociaux et à la RAMQ ainsi que dans les établissements qui collaborent au RQC et qui colligent les données dans leur RLC. Le ministère a investi 582 000 \$ pour l'année 2019-2020 dans le projet SARDO provincial.

Date de mise en place

Le RQC a été mis en place en deux phases. Dans une première phase transitoire du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012, tous les établissements de santé ayant un laboratoire d'anatomopathologie ont transmis des données issues des rapports de pathologie pour tous les cancers.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, les informations sur tous les nouveaux cas de cancer sont transmises par les RLC. Les travaux sur le système d'information central du RQC permettent maintenant de recevoir, valider et consolider les informations reçues pour produire les données d'incidence du cancer. Des corrections d'anomalies, des validations, des adaptations et de nouveaux développements se poursuivront dans les années à venir afin de finaliser l'ensemble de la portée du Registre et de répondre aux normes qui évoluent de façon constante.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 231

État de situation sur la mise en place du programme de dépistage du cancer colorectal ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

RÉPONSE NO 231

La réponse est fournie à la question n° 288 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 232

État de situation sur la mise en place d'un programme d'assurance qualité dans les laboratoires québécois.

RÉPONSE NO 232

La réponse est fournie à la question n° 289 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 233

Bilan du Plan d'action en cancérologie 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

RÉPONSE NO 233

La réponse est fournie à la question n° 290 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 234

Nombre et pourcentage d'établissements qui maintiennent et bonifient l'accessibilité aux personnes recevant des soins palliatifs à domicile aux services de base, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ainsi que le panier de services suivant :

- a. un service téléphonique (avec mise à profit d'Info-Santé);
- b. les services médicaux;
- c. les services infirmiers;
- d. la couverture pharmaceutique avec trousse d'urgence;
- e. les services de répit et de dépannage;
- f. le matériel et les fournitures pour l'aide à domicile.

RÉPONSE NO 234

La réponse est fournie à la question no 246 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 235

Coût total de la campagne de vaccination :

- a. publicité;
- b. location de salles;
- c. personnel infirmier;
- d. temps supplémentaire;
- e. cliniques de grippe;
- f. etc.

RÉPONSE NO 235

La réponse a été fournie à la question 110 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 236

Nombre de cliniques de grippe, par région et par établissement, et date de mise en place.

RÉPONSE NO 236

Aucune clinique de grippe n'a été désignée par le ministère de la Santé et des Services sociaux en 2019-2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 237

Nombre de personnes et pourcentage de personnes s'étant fait vacciner contre la grippe.

.....

RÉPONSE NO 237

La réponse a été fournie à la question 112 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 238

Nombre de médecins qui ont facturé pour une vaccination.

.....

RÉPONSE NO 238

La réponse est fournie à la question 113 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 239

Montant versé en honoraires aux médecins pour la vaccination.

RÉPONSE NO 239

La réponse est fournie à la question 114 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 240

Nombre d'infirmières qui ont facturé pour une vaccination en 2019-2020.

RÉPONSE NO 240

Les infirmières ne peuvent facturer directement à la RAMQ pour de la vaccination.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 241

Nombre de pharmaciens qui ont facturé pour une vaccination en 2019-2020.

.....

RÉPONSE NO 241

Il n'y a eu aucune facturation pour de la vaccination effectuée par les pharmaciens en 2019-2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 242

Nombre de pharmacies qui ont réservé des vaccins pour la grippe en 2019-2020.

RÉPONSE NO 242

À la suite de l'adoption du projet de loi 31, les pharmaciens sont autorisés à administrer des vaccins. Pour leur clientèle qui est couverte par le Programme québécois d'immunisation (PQI), les vaccins sont fournis par le gouvernement et les pharmaciens pourront les commander chez leurs grossistes. Pour leur clientèle qui n'est pas couverte par le PQI, les pharmaciens peuvent se procurer les vaccins auprès de leurs fournisseurs habituels en médicaments.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 243

Liste des campagnes de sensibilisation et d'information concernant la vaccination en vue de la saison de la grippe, ainsi que la ventilation complète des montants octroyés pour ces campagnes en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

RÉPONSE NO 243

Campagne sur la vaccination contre la grippe.

Coûts ventilés :

Production : 31 924 \$

Placement média : 371 924 \$

Frais du Centre de services partagés du Québec : 30 498 \$

Honoraires de la firme de publicité : 36 225 \$

Recherche et évaluation : 19 759 \$

Total : 490 330 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 244

Plan d'immobilisation du ministère de la Santé et des Services sociaux, incluant les nouvelles initiatives et les enveloppes récurrentes pour 2019-2020 :

- a. immobilisation (maintien d'actifs, rénovations mineures dans le réseau, rénovations mineures dans les CHSLD, projets réguliers, projets spécifiques);
- b. mobilier et équipements;
- c. ressources informationnelles;
- d. recouvrement de dépenses capitalisables;
- e. projets de la FCI;
- f. etc.

RÉPONSE NO 244

La réponse à cette question est fournie à la question n° 38 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 245

Détail des investissements effectués depuis dix ans dans le cadre du Plan québécois d'investissements (PQI) :

- a. par année;
- b. par rubrique (maintien d'actifs immobiliers, résorption du déficit d'entretien, amélioration ou remplacement, parachèvement);
- c. par programme (ministère);
- d. par projet.

RÉPONSE NO 245

Déboursés et allocations déclarés dans le cadre du PQI en millions de \$

	2018-2019	
	Allocation budgétaire	Déboursés réalisés
Maintien des actifs	300,0	142,3
Résorption du déficit d'entretien	150,0	38,1
Amélioration remplacement	593,0	779,9
TOTAL	1043,0	960,3
		Note 1

Note 1 : Suivant les travaux d'harmonisation du Secrétariat du Conseil du trésor au 31mars 2014. les données sont présentées sur la base de la réalisation. N'eut été de l'harmonisation, les déboursés de l'année 2018-2019 auraient été de 1 431,5 millions de dollars.

QUESTION NO 246

Détail, par région, de la vétusté accumulée au 31 mars 2020 ainsi que la méthode de calcul qui sert à l'évaluer.

RÉPONSE NO 246

Les 2 706 bâtiments constituant le parc immobilier du RSSS ont été inspectés. Ces bâtiments totalisent 9 428 341 m², soit 100 % de la superficie totale a été inspectée.

La valeur du DMA de l'ensemble du parc immobilier est estimée à 822,76 M\$.

La ventilation du DMA par région est la suivante :

Région	DMA \$
01	15 235 056 \$
02	3 810 843 \$
03	33 133 304 \$
04	10 729 451 \$
05	15 564 702 \$
06	507 319 986 \$
07	10 355 786 \$
08	1 484 523 \$
09	617 196 \$
10	423 336 \$
11	28 749 423 \$
12	8 837 869 \$
13	20 471 366 \$
14	15 678 679 \$
15	51 978 528 \$
16	66 128 574 \$
17	23 690 681 \$
18	8 548 408 \$
Total :	822 757 711 \$

Méthode de calcul pour l'évaluation du DMA

À cet effet, nous vous référons au « Guide d'élaboration et de mise en œuvre des cadres de gestion des infrastructures » du Secrétariat du Conseil du trésor et, plus particulièrement, aux sections 5.2.3 et 5.2.4.

Pour obtenir une version numérique : www.tresor.gouv.qc.ca.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 247

État de situation relativement aux chantiers en cours et annoncés sur le plan des établissements de santé, incluant les échéanciers, coûts prévus, dépassements de coûts, etc.

RÉPONSE NO 247

La réponse est fournie à la question n° 40 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 248

Liste des projets d'immobilisation à l'étude ou en cours, par établissement et par région.

.....

RÉPONSE NO 248

La réponse est fournie à la question n° 42 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 249

Campagne de vaccination régionale contre le méningocoque de sérogroupe B pour les personnes âgées de 2 mois à 20 ans :

- a. Combien de cas de méningocoque de sérogroupe B ont été recensés au cours des cinq dernières années, par année?
- b. Dans quelle(s) région(s) ont-ils été recensés?
- c. Quel bilan le ministre de la Santé et des Services sociaux dresse-t-il de la campagne de vaccination contre les infections invasives causées par le méningocoque de sérogroupe B?
- d. Quel est l'avis du Comité sur l'immunisation du Québec (CIQ) quant à l'utilisation de ce vaccin?
- e. Quelles sont les intentions du ministre à cet égard?

RÉPONSE NO 249

La réponse a été fournie à la question 86 de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 250

Liste des établissements où la carte d'hôpital unique (par CISSS-CIUSSS) est fonctionnelle au 31 mars 2020.

RÉPONSE NO 250

- Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent;
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec;
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal;
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal;
- Institut de cardiologie de Montréal;
- Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais;
- Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie;
- Centre intégré de santé et de services sociaux des Îles;
- Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval;
- Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est.